

Le COJO plutôt que Montréal sera responsable du village olympique

par Guy PINARD
envoyé spécial de LA PRESSE

Vienne — Grâce aux garanties financières fournies par la Société centrale d'hypothèques et de logement et le Comité organisateur des Jeux olympiques, ce sont finalement les Terrasses Kzarolega qui érigeront le village olympique, comme prévu, mais elles répondront désormais au COJO plutôt qu'à la Ville de Montréal une fois que le problème de terrain aura été résolu.

Voilà ce qui a transpiré à Vienne au cours du week-end, pendant que la Commission exécutive du CIO siégeait à huis clos à l'hôtel de ville de Vienne.

Cette proposition fera partie du rapport que le COJO doit déposer devant le CIO demain matin. Elle se définit comme suit: les promoteurs du projet, MM. Joseph Zablita, Gérard Robinson, René Lépine et André Gaty ont obtenu les \$30 millions requis contre les garanties de \$20 millions de la

Société centrale d'hypothèques et de logement, de \$6 millions du COJO et de \$4 millions des promoteurs. Fait étonnant cependant, même M. René Lépine admettait à la mi-septembre que le village olympique coûterait \$32 millions plutôt que \$30 millions comme convenu antérieurement.

Le rapport comme tel ne précise pas où les promoteurs ont pu trouver les \$26 millions garanties par la SCHL et le COJO. Il est possible que le COJO ou le maire Drapeau qui arri-

vait ce matin à Vienne, soit obligé de le dévoiler au CIO.

Ce rapport démontre jusqu'à quel point les négociations n'ont pas été faciles pour le COJO et les promoteurs. Comme il démontre aussi d'ailleurs que le COJO n'avait absolument pas l'intention de se présenter devant le CIO sans solution pratique.

Resterait à savoir de quelle façon les promoteurs et la Ville de Montréal ont pu s'entendre sur le plan du bail

emphytéotique. On se rappelle en effet que la Ville de Montréal avait originalement proposé de louer les 11,3 acres aux promoteurs pour une période de 64 ans.

Or, dans de telles conditions, les promoteurs auraient été dans l'impossibilité d'obtenir la garantie nécessaire de la SCHL.

Devant cette situation, les deux parties avaient alors convenu que les promoteurs achèteraient pour \$1 et 64

ans les terrains de l'emprise des bâtiments. Les promoteurs étaient prêts à accepter cette solution à l'époque, mais ils admettaient cependant qu'ils auraient préféré se porter acquéreur du terrain en permanence parce qu'ils craignaient de rencontrer des difficultés à vendre les appartements à cause de la clause de rachat après 64 ans. Il serait donc intéressant de savoir si les promoteurs ont convaincu le maire Jean Drapeau de vendre le terrain sans clause de rachat.

Si le 29 ne suffit pas Laberge: Il faut s'emparer de la United Aircraft

par Lucien RIVARD

"Si après la manifestation du 29 octobre il n'y a rien qui bouge, et ce n'est pas un discours que je vous fais, il faut s'emparer de l'usine de la United Aircraft. C'est là qu'on va voir ceux qui ont des tripes: c'est là qu'on va voir ceux qui vont mettre leur cœur derrière les paroles: c'est là qu'on va voir si nous allons continuer à nous faire traiter comme des "charroyeurs d'eau".

C'est sur cette sortie du président de la FTQ, M. Louis Laberge, que l'Automne-Show de Longueuil, manifestation de solidarité de 24 heures à l'endroit des grévistes de la United Aircraft, a pris fin hier après-midi au colisée Jean-Béliveau.

M. Laberge, qui a été le dernier à s'adresser à environ un millier de personnes qui demeuraient toujours sur place pour l'"assemblée syndicale" clôturant l'événement qui a vu défiler quelque 15.000 personnes sur les lieux, avait entrepris son exposé sur une note beaucoup plus ironique.

Rappelant qu'il est sous le coup d'une accusation d'incitation à la violence, le leader syndical, a dit que cette fois-ci il se gardait bien d'être violent.

Là il s'est lancé cyniquement dans une longue liste de "bons" conseils: "Quant un patron ne veut rien savoir, a-t-il dit, fermez votre gueule et prenez votre trou parce que ce n'est pas

bien de faire la grève, ça dérange du monde.

"Ne violez pas les injonctions, a-t-il ajouté, et face à un policier armé d'une matraque, découvrez-vous pour rendre la chose plus facile.

"Si vous recevez un coup sur la gueule, retournez-vous pour qu'on vous attrape des deux bouts et, face à un chien (à quatre pattes, a-t-il précisé) donnez votre cuisse.

"Si un patron dit que la grève est finie, poursuit-il, vous devriez l'écouter et si les patrons ne veulent pas respecter le code de sécurité, enterrez vos morts et taisez-vous.

"Le moment est venu de décider de respecter la loi", a-t-il conclu.

Appel à la solidarité

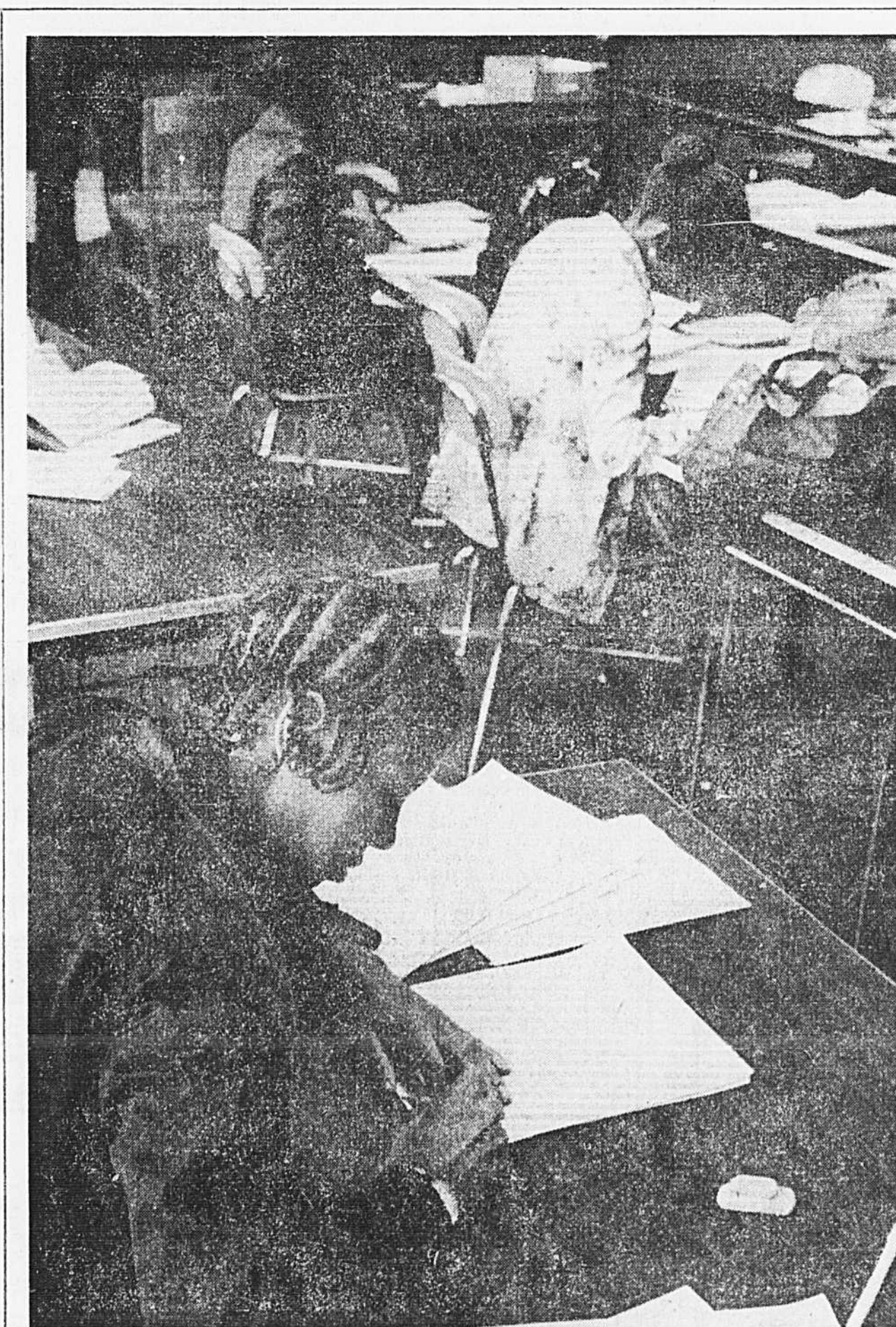
Tous les leaders syndicalistes qui ont pris la parole à cette assemblée syndicale qui a duré plus de deux heures ont lancé un appel à la solidarité afin qu'au moins 50.000 personnes descendent dans la rue pour la manifestation du 29 octobre prochain. Ils ont précisé que si cet objectif n'était pas atteint, la grève menaçait de durer longtemps à la United Aircraft.

Le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, a fait un véritable réquisitoire en faveur de la prison.

Voir UNITED, page A 6

● L'Automne-Show

— page C 2



Au Dorchester High School, situé dans un quartier de Boston composé de familles blanches et noires à faible revenu, on a procédé l'an dernier à un partage plus équitable entre Noirs et Blancs. Les troubles du début se sont quelque peu résorbés avec le temps.

"Busing" jusqu'au "taxing"

par Claudette TOUGAS
envoyée spéciale de LA PRESSE

Boston — La scène se passe à Boston, vendredi soir dernier.

Il est minuit, le photographe de LA PRESSE doit retourner à l'agence de presse pour chercher des négatifs.

Devant l'hôtel où nous logeons, au centre-ville, deux Noirs qui terminent à peine leur service désirent prendre un taxi pour rentrer chez eux.

Ils montent tout bonnement dans un taxi stationné devant l'hôtel.

Mais le chauffeur est Blanc.

Il refuse de ramener les deux Noirs chez eux.

Les Noirs refusent de descendre de la voiture.

Par radio, le chauffeur blanc appelle à l'aide. En quelques minutes, neuf autres taxis bloquent la rue, prêts à intervenir.

La police locale s'en mêle mais refuse d'escorter le taxi qui conduirait les Noirs à leur domicile.

Fort heureusement, il se trouve un chauffeur noir dans le groupe des intervenants qui prend les deux passagers en colère.

Le photographe Michel Gravel, médusé de voir ce qui se passe sous ses yeux, n'a pas bronché.

Et le calme revenu, il monte dans le taxi qui a refusé les Noirs.

Quel n'est pas son étonnement d'entendre le chauffeur de taxi lui répéter ce que les policiers blancs lui ont dit: "La prochaine fois que des Noirs voudront monter dans ton taxi, dis que tu attends quelqu'un."

Un cas non isolé

Cet incident est une preuve flagrante que ce n'est pas uniquement à South Boston (surnommé, Southie), bastion des Irlandais, que les Blancs et les Noirs ne font plus bon ménage dans la capitale du Massachusetts.

Jusqu'à tout récemment, les quelques problèmes raciaux faisaient partie inhérente des faits divers dans les journaux et à la télé.

Mais depuis la rentrée scolaire, les esprits s'échauffent, à mesure que Blancs et Noirs s'attaquent, les uns les autres.

Pour bien nous situer, rappelons ce qu'est à l'origine, la loi du "busing" (transport obligatoire des écoliers blancs dans les quartiers noirs et vice versa).

Voir BUSING, page A 6

Les quartiers naturels Le Centre-Ville

Point culminant de la civilisation urbaine, le Centre-Ville de Montréal, limité approximativement par le versant sud du Mont-Royal et le fleuve, et par les rues Atwater et Saint-Denis, compte peu de résidents mais beaucoup de travailleurs et de visiteurs.

Divers complexes commerciaux, des magasins grands et petits, des hôtels et des restaurants, trois universités, des gares de chemin de fer, des terminus d'autobus et une importante ligne de métro, les sièges sociaux des grandes sociétés, des banques et des institutions financières, des ambassades et des consulats, des boîtes de nuit, les sièges de l'archevêché catholique et de l'évêché anglican contribuent tous à faire du secteur le moteur même de la vie urbaine de Montréal.

Moteur, selon Germain Tardif, qui prend la forme typique du jardin d'asphalte au milieu duquel poussent les grattes-ciel de béton et de verre, véritable contrepartie de l'oasis qu'est le Mont-Royal lui-même.

— pages A 10 et A 11

Contre la loi 22, ce fut le Samedi-sans-matras

par Gilles GARIÉPY
de notre bureau de Québec

QUEBEC — Pas de violence, pas de désordre, pas d'arrestations, pas de coups de matraque, pas de blessés. Pas même de carreaux cassés. Tout juste quelques libéraux insultés.

Québec vient de connaître son Samedi-sans-matras.

La grande manifestation organisée par le Mouvement Québec français voulait montrer que l'opposition à la loi 22 est plus forte, plus déterminée que jamais. L'objectif a sans doute été atteint.

Mais la "Grande marche du Québec français" a surtout impressionné à un autre titre. Cette marche, organisée scientifiquement, a renoué et en quelque sorte réhabilité la notion même de manifestation de masse.

Par exemple, ce ne fut pas seule-

ment une manifestation devant le Parlement. Ce fut en vérité un super-défilé à travers le Québec, une convergence à Québec de plusieurs "manifestations motorisées" partis de 12 points du Québec et qui, toute la journée samedi, ont fait de la publicité régionale aussi bien que nationale à l'objectif politique poursuivi.

Le Parlement, point chaud habituel des manifestations rassemblées à la vaillonne-vaillonne, n'était cette fois qu'un point parmi d'autres sur l'itinéraire.

Et surtout, ce n'était pas le terminus.

Ce simple détail indique que pour une fois des gens qui prennent la responsabilité de faire descendre 10.000 ou 15.000 personnes dans la rue avaient pris soin de réfléchir. De

comprendre, l'expérience aidant, qu'une manifestation est plus délicate à disperser qu'à rassembler, et qu'en évitant de laisser ce soin à la police on éviterait le dénouement habituel, rituel, des attroupements de ce genre.

En somme, les organisateurs du MQF ont littéralement planifié leur démonstration du commencement à la fin et même jusqu'à l'épilogue.

Le commencement? L'action locale. Des points de départ précis, à Rouyn, à Rimouski, Chicoutimi, Sherbrooke, Victoriaville, aussi bien qu'à Montréal. Plutôt que de laisser chacun partir isolément et d'attendre que la "gang" se forme à Québec, on a contrôlé tôt le matin samedi (et même le vendredi soir à Rouyn) le départ même des manifestants.

Des colonnes motorisées, petites d'abord, quelques dizaines de voitures et

d'autobus, partent donc à des heures précises et calculées.

Ensuite, des points de rencontre. Les ruisseaux deviennent rivières. Dans l'après-midi, cinq colonnes motorisées convergent vers la capitale.

La plus grosse s'étend sur cinq milles de longueur et roule sur le Chemin du Roy. Les manifestants partis de Montréal, auxquels se sont ajoutés à une heure et un endroit déterminés les gens venus du Nord-ouest, de la vallée de l'Outaouais, des Laurentides, puis de la Mauricie.

Une deuxième colonne a quitté Chicoutimi et traverse le parc des Laurentides sur le boulevard Talbot. Une troisième colonne roule sur la "3", le long du Saint-Laurent, et rassemble les mini-convois venus de divers

Voir LOI 22, page A 6

● Autres informations, pages A 6, A 8

AUJOURD'HUI
Bellemare consolide son pouvoir sur l'UN et sur la caisse
— page A 2

Endettée, la CSN doit convoquer un congrès
— page A 3

Le rapport Parent n'est pas encore réalisé
— page A 9

Les Indiens reconnaissent que leurs négociations ont fait des progrès
— page A 15

Premier championnat des Alouettes en 18 ans
— page B 1

Le replâtrage de la coalition italienne reste problématique
— page C 1

SOMMAIRE

Arts et spectacles : B 9 à B 11
Bandes dessinées : A 14
Cinéma : B 10, B 11
Décès, naissances, etc. : D 12, D 13
Economie : C 2 à C 4
Editorial : A 4
Etes-vous observateur ? : A 14
Horoscope : A 13
Informations étrangères : C 1
Jardins et maisons : D 11
Les maux de notre langue : C 4
Loisirs et récréation : A 14
Médecine d'aujourd'hui : A 12
Mon Oeil sur Montréal : A 14
"Moi-mystère" : A 14
Mots croisés : D 6
PAPILLON : C 7
Petites annonces : C 6 à C 9, D 1 à D 11
Radio et télévision : C 10
Sports : B 1 à B 8
Vivre aujourd'hui : A 12 à A 14

Bellemare consolide son pouvoir sur l'Union nationale et sa caisse

par Daniel L'HEUREUX

Décidé à "mettre de l'ordre" dans les finances de l'Union nationale, le chef intérimaire de l'U.N. M. Maurice Bellemare, s'est fait autoriser hier, par le Conseil national de son parti, à mettre sur pied un comité qui sera chargé de surveiller les finances de cette formation.

Mais ce n'est pas sans de vives discussions que le Conseil national, composé de 330 personnes en plus des 39 membres de l'exécutif, a finalement approuvé cette résolution.

Visiblement sensibles à l'épineuse question de "la caisse de l'U.N." (dont M. Bellemare a révélé hier qu'il n'en restait plus que \$1 million), certains membres du Conseil national ont tenté, mais en vain, de faire amender cette résolution, soit pour permettre au Conseil de nommer la moitié des membres de ce comité des finances, soit pour obliger leur chef à rendre publics les noms des personnes qu'il choisirait.

Fonds gelés à la BCN

Sans s'engager à effectivement fournir les noms de ceux qui formeront ce comité, M. Bellemare s'est dit favorable à cette idée, se réservant cependant le droit à une exception si le fait de briser l'anonymat pouvait écarter quelqu'un de ce poste.

M. Bellemare a notamment révélé à

ses troupes: "Ce n'était pas gai le 30 mars (date à la quelle M. Bellemare a pris la direction intérimaire de l'U.N.) de constater que plusieurs milliers de dollars s'étaient effrités. J'ai placé le million qui restait à la BCN mais il est gelé là pour deux ans".

D'autre part, a expliqué M. Bellemare, l'U.N. a contracté de nouvelles dettes en devant rembourser les dépenses électorales de 97 de ses candidats qui "ont perdu leur dépôt". Cela totalisait quelque \$100,000, auxquels sont venues s'ajouter les dépenses non-remboursées de la campagne électorale dans Johnson.

Pas beaucoup d'amis

Reconnaissant qu'un parti qui vient de connaître "un revers aussi lamentable que celui d'octobre 1973 n'a pas beaucoup d'amis", M. Bellemare s'est dit assuré de pouvoir régler ces nouvelles dettes d'ici le 5 février prochain.

Les finances de l'U.N. sont actuellement sous la responsabilité de MM. Mario Beaulieu et Pierre Masson, ces deux derniers agissant sous l'autorité de l'ex-ministre Jean-Paul Cloutier, a expliqué M. Bellemare.

Se gardant de jeter quelque blâme à MM. Beaulieu et Masson, dont il a vaguement dit qu'ils étaient là "par obligation" (M. Beaulieu avait été nommé fiduciaire à la suite de la vente de Montréal-Matin), M. Belle-

mare a déclaré: "On ne peut pas leur laisser à eux seuls tout le boulot".

On se souviendra que M. Gabriel Loubier avait indiqué, au moment où il a quitté la direction de l'U.N., qu'il avait pris des dispositions pour écarter les "vautours" de la caisse du parti.

Automobile et "penthouse"

Invité à dire comment cette caisse avait pu "s'effriter", M. Bellemare a d'abord fait référence à certaines opérations coûteuses, tel l'établissement d'un réseau de secrétariats régionaux. Mais il a aussi indiqué qu'il fut un temps où certains se trimballaient avec la carte de crédit du parti et plus de se faire payer par l'U.N. automobile et "penthouse". Époque qui est maintenant révolue, selon M. Bellemare.

Le conseil national de l'U.N. a aussi été appelé à amender la constitution de ce parti pour remettre entre les mains de son chef le poste de directeur général du parti et abolir du même coup le secrétariat central du parti.

La constitution unioniste a aussi été amendée pour permettre à son chef intérimaire actuel — qui a incidemment été reconfirmé dans cette fonction hier — de poser sa candidature lors du prochain congrès à la chefferie qui aura lieu le printemps, sinon l'automne prochain.

Par un autre amendement, l'exécutif de l'U.N. a été autorisé à émettre des normes relatives à la tenue des élections des exécutifs de comités, lesquelles devront être tenues d'ici le début du mois de mars prochain.

En somme, le chef de l'U.N. et son exécutif ont largement consolidé leurs pouvoirs sur le parti au cours de cette réunion du Conseil national. Mais c'est la résolution sur le comité des finances qui a suscité les plus vives discussions, mettant notamment en évidence l'opposition entre les volontés de "démocratisation" de certains membres et l'importance que les autres attachent à "un leadership fort".

Devant un délégué qui insistait pour que le conseil puisse nommer au moins la moitié des membres du comité des finances, un autre lui a répondu: "C'est pas le temps de se diviser. Nous avons un chef fort: gardons-le. Il veut plus de pouvoirs: donnons-en lui. Après on le jugera".

Après l'heure du lunch, une autre déléguée s'est approchée du micro pour dire en substance: "Nous avons eu des discussions entre nous sur l'heure du diner et certains prétendent que M. Bellemare suit exactement les traces de Maurice Duplessis... Moi, je trouve que ce n'est pas tout à fait le cas".

Les militants libéraux demandent la création d'un tribunal du travail

par Claude TURCOTTE

Les militants libéraux représentant 16 comités de l'est de Montréal ont clairement fait savoir au gouvernement Bourassa hier qu'ils souhaitent lui voir démontrer un leadership "plus ferme et plus autoritaire" notamment dans le domaine des relations de travail.

En d'autres mots les libéraux ont, au cours de ces assises régionales préliminaires au congrès provincial de novembre, indiqué qu'ils en ont assez des grèves et ils ont appuyé une proposition visant à l'instauration d'un tribunal du travail dont les recommandations seraient exécutoires, ce qui à toutes fins utiles éliminerait les droits au lock-out et à la grève.

Les représentants du gouvernement qui se sont trouvés à ce congrès à un moment où l'autre de la journée ont tenté de démontrer que le gouvernement voulait bien être le plus ferme possible, mais sans aller jusqu'à brimer les principes démocratiques ou créer des situations qui engendreraient des affrontements encore plus graves.

Le Premier ministre Bourassa a proposé la création d'un tribunal du travail, a répondu par une question qu'il estime fondamentale: doit-on établir une solution permanente pour une situation exceptionnelle?

M. Bourassa a en effet insisté sur le point que la forte poussée inflationniste actuelle crée des tensions dans le domaine des relations de travail, mais il ne croit pas qu'une telle inflation dure très longtemps, d'où entre autres son hésitation à endosser l'idée d'un tribunal du travail. Un comité gouvernemental n'en étudie pas moins cette hypothèse, comme l'a indiqué le Premier ministre.

Par ailleurs, M. Bourassa a profité de cette tribune hier pour proclamer bien haut que "menaces ou pas, le gouvernement va aller jusqu'au bout" avec la Commission

Cliche, "quelles que soient, a-t-il ajouté, les personnes visées et de quelque parti qu'elles soient, même du parti libéral".

Au sujet de United Aircraft, le Premier ministre a simplement mentionné que la formule Rand n'est pas l'unique cause du conflit. Si c'était le cas, le gouvernement devrait intervenir directement.

Pour l'instant, le gouvernement croit que son rôle doit être de continuer ses efforts en vue d'un rapprochement des deux parties en cause.

Choquette

Toutefois les remarques les plus directes et gauchistes sont venues de la bouche du ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, qui était dans la salle lorsqu'un militant a accusé le gouvernement de ne pas manifester suffisamment d'autorité et de fermeté face aux conflits de travail, particulièrement lorsqu'il s'agissait de grèves illégales où l'on préférerait oublier toutes les infractions à la loi après un règlement négocié du conflit.

M. Choquette soutenu qu'il n'a jamais voulu oublier les infractions au lendemain d'un conflit, mais il a reproché sévèrement aux employeurs de se défilier lorsque venait le temps de témoigner.

"J'ai toujours refusé de telles demandes d'employeurs et d'employés, mais ce sont les patrons qui viennent nous voir et qui nous disent que ce serait mauvais pour le climat à l'usine. Dans un cas, d'un gros employeur canadien français, nous avons procédé quand même et j'ai vu les témoins des patrons se présenter la queue entre les deux jambes. Ils avaient tout oublié. Mais même avec des témoins aussi chieux que ça nous avons réussi quand même à gagner la cause".

"Notre système de justice exige la preuve et nous ne l'avons pas toujours", a conclu le ministre, qui n'accepte évidemment pas l'accusation à l'effet que le gouvernement manque de fermeté.

L'UN emprunte une idée créditiste

Remettant à l'honneur "l'option autonomiste" défendue par Maurice Duplessis, le chef intérimaire de l'Union nationale, M. Maurice Bellemare, a suggéré hier la création d'une "banque du Québec" qui pourrait consentir des prêts sans intérêt aux municipalités, aux commissions scolaires ainsi qu'au gouvernement lui-même.

Cette idée, manifestement empruntée aux théories créditistes, M. Bellemare l'a lancée à l'occasion d'une réunion du Conseil national de l'Union nationale à laquelle ont participé hier à Montréal plus de 400 délégués et sympathisants.

Même si les modalités d'application d'une telle banque du Québec demeurent à déterminer, M. Bellemare a néanmoins indiqué aux journalistes

que cette banque ne servirait pas à frapper une monnaie québécoise mais simplement à consentir des prêts sans intérêt pour éviter au gouvernement, aux municipalités et commissions scolaires "des pèlerinages humiliants" à Toronto, New York ou ailleurs.

L'option autonomiste

Dans l'esprit du chef intérimaire de l'U.N., cette banque du Québec pourrait être financée de différentes façons, citant notamment comme possibilités la Caisse de dépôt ou encore les revenus de Loto-Québec.

M. Bellemare, qui, plus tôt dans la journée, avait loué le travail du député créditiste Fabien Roy et remercié d'une façon particulière les créditistes qui ont voté pour lui dans

Johnson, n'a pas caché qu'il ne se plaindrait pas si l'idée de la Banque du Québec drainait vers l'U.N. les sympathisants créditistes.

Mais le chef intérimaire de l'Union nationale a d'abord présenté son idée de banque québécoise comme un exemple d'application de "l'option autonomiste" qui "conserve en 1974 la valeur qu'elle pouvait avoir dans le passé".

Après avoir dit qu'il n'y avait pas à avoir "honte du passé de l'Union nationale" ni de son fondateur, M. Bellemare a conclu par la suite: "L'Union nationale doit rester le parti de l'autonomie québécoise".

Non aux conservateurs?

Il est du reste revenu à plusieurs reprises sur cette notion qu'il a située entre "la centralisation galopante" et "la séparation brutale".

Le chef intérimaire de l'U.N. a cependant réaffirmé sa foi dans le fédéralisme au moment précis où il a évoqué les intentions de certains partis progressistes conservateurs de créer un parti conservateur provincial.

Peu loquace sur la teneur des pourparlers qu'il a eus vendredi dernier avec le député Heward Grafftey, M. Bellemare a néanmoins déclaré: "L'Union nationale incarne la cause de l'autonomie québécoise... elle n'a pas de maître au fédéral".

Toutefois, a-t-il aussi déclaré: "Nous sommes un parti de fédéralistes convaincus. Nous devons avoir de bons amis dans le parti conservateur parce que notre adversaire commun, ce sont les libéraux".

Attaques contre le PQ

Par la suite, devant les journalistes, M. Bellemare a demandé: "Est-ce que le Parti conservateur est fait pour gagner à Québec ou à Ottawa? C'est toute la question".

Même si les pourparlers ne sont pas terminés entre les conservateurs et l'U.N., tout indique donc que M. Bellemare cherche à repousser l'idée d'un

parti conservateur provincial tout en promettant sa collaboration aux conservateurs fédéraux.

Entre-temps, M. Bellemare, qui a fait hier les plus beaux yeux aux troupes créditistes, a multiplié ses attaques contre le Parti québécois.

"Est-ce que vous en voyez beaucoup de cultivateurs ou d'ouvriers dans l'exécutif du PQ?", a-t-il notamment demandé.

Selon le chef intérimaire de l'U.N., plusieurs ne votent "pour des candidats séparatistes... que dans le but de servir un aversissement solennel aux centralisateurs". Mais il a dit craindre que ceux-ci servent d'instrument à "une minorité de fanatiques".

LA MÉTEO

Du au passage d'un anticyclone, sur les régions du sud, le temps devrait s'être dégager au cours de la nuit dernière, devenant beau pour aujourd'hui. Plus au nord cependant, on prévoit encore une abondance de nuages avec quelques chutes de neige sur les régions montagneuses. Des averses sont probables sur le sud et l'ouest du Québec demain, mais le temps sera plus doux.

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum : 25 — Maximum : 45 Ensoleillé avec passages nuageux	Nuageux et plus doux

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	20	35	Ensol., pass. nuag.	Averses et plus doux
Outaouais	25	45	Ensol., pass. nuag.	Nuageux et plus doux
Laurentides	20	35	Ensol., pass. nuag.	Averses et plus doux
Cantons de l'Est	25	40	Ensol., pass. nuag.	Nuageux et plus doux
Québec	25	40	Ensol., pass. nuag.	Nuageux et plus doux
Rimouski	25	35	Gené. nuag., neige	Pass. nuag., plus doux
Lac-Saint-Jean	25	40	Ensol., pass. nuag.	Nuageux et plus doux
Baie-Comeau	25	35	Gené. nuag., neige	Pass. nuag., plus doux
Sept-Îles	25	35	Gené. nuag., neige	Pass. nuag., plus doux
Gaspé	30	35	Neige	Chutes de neige, plus doux

au Canada

AUJOURD'HUI	Min.	Max.	DEMAIN	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé		Vancouver	40	55
Alberta	Neige légère		Edmonton	30	35
Saskatchewan	Nuageux		Régina	40	55
Manitoba	Ensoleillé		Winnipeg	50	60
Ontario	Ensoleillé		Toronto	25	45
Nouveau-Brunswick	Neige légère		Fredericton	25	35
Nouvelle-Écosse	Neige légère		Halifax	30	40
Île-du-Prince-Édouard	Neige légère		Charlottetown	30	35
Terre-Neuve	Nuageux		Saint-Jean	40	50

si vous partez

Aux États-Unis								
	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	29	48	Chicago	30	55	New Orleans	56	76
Washington	33	52	San Francisco	50	74	Miami	68	81
Boston	28	40	Los Angeles	62	70			

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière.)

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E. 700, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Hauser. Tous droits de reproduction des informations par ailleurs à LA PRESSE sont également réservés. Courrier de la deuxième édition — Exemplaire mensuel 1400 — Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS	INFORMATION GÉNÉRALE	734-7272
Livraison à domicile: Lundi au samedi \$1.15	RÉDACTION	734-7070
Lundi au vendredi \$1.00	EDITORIAL	734-7030
Samedi seulement 0.35	PROMOTION	734-7100
ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE	RELATIONS DE TRAVAIL	734-7383
par porteur: 13 26 52	PETITES ANNONCES	
Lundi au samedi \$13.80 \$27.60 \$55.20	Commandes	734-7111
Lundi au vendredi 12.00 24.00 48.00	du lundi au vendredi, 9h à 17h	
Samedi seulement 9.10 18.20	Pour changer ou annuler	734-7205
par courrier: 13 26 52	du lundi au vendredi, 9h à 18.30h	
Lundi au samedi \$26.00 \$52.00 \$104.00	GRANDES ANNONCES	
Lundi au vendredi 19.50 39.00 78.00	Détailants	734-7300
Samedi seulement 9.10 18.20 36.40	National, Télé-Press, Vacances, voyages	734-7306
* Minimum de 26 semaines	Carrières et professions, nominations	734-7320
Côte-Nord, par avion, 0.40c	COMPTABILITÉ	
Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 9h à 19h 30 (Samedi: 9h à 16h).	Grandes annonces	734-6892
734-6911	Petites annonces	734-6901

SOIRÉE DU YOGA "LE LOTUS"



LUNDI 21 OCTOBRE 8H30

Programme:
• Causerie d'introduction pour débutants par Robert Berubé, prof.
• démonstration de postures
• Collation

ENTRÉE LIBRE, BIENVENUE À TOUS.

7373, rue Lajeunesse, (METRO JEAN-TALON)

INF.: 523-2815
279-6844

ANGLAIS- ESPAGNOL ALLEMAND COURS DE CONVERSATION

PROGRAMMES POUR TOUS NIVEAUX

ENSEIGNEMENT INDIVIDUEL OU EN GROUPE DE 4 À 8 ÉLÈVES. DÉBUT DES COURS: AUTOMNE 1974

LPS
LANGUAGE POWER SYSTEMS

Étage F. Place Bonaventure 878-2821
Reconnue par le Ministère de l'Éducation, Permis no 749766 (Culture personnelle)

En forme cet automne grâce à

VIC TANNY

Découvrez relaxation, plaisir et santé dans le monde merveilleux de Vic Tanny

VOUS ÊTES NOTRE INVITÉ...

TÉLÉPHONER JUSQU'À 10 h P.M. POUR OBTENIR UNE

VISITE D'ESSAI GRATUITE

Les programmes automnaux de mise en forme et de santé débutent aujourd'hui!



Bains de vapeur turcs et bains saunas authentiques.



Bains-tourbillon chauds qui favorisent la détente musculaire.



Luxueuses piscines tropicales pour vivre des heures de détente.



Salle de conditionnement entièrement équipée et facile d'entretien.

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE POUR HOMMES ET FEMMES

OFFREZ-VOUS LA GAMME LA PLUS COMPLÈTE D'AVANTAGES SANTÉ - MISE EN FORME AU CANADA

• Piscines tropicales chauffées • Bains de vapeur turcs
• Bains-tourbillon chauds à effet de massage • Salle d'inhalation eucalyptus • Somptueuses salles de mise en forme (avec moquette) • Salles solaires ultra-violet • Bains saunas scandinaves • Programme individuel supervisé par des professionnels.

AMÉLIOREZ VOTRE SANTÉ ET VOTRE SILHOUETTE! LES PROGRAMMES D'AMINCISSEMENT POUR HOMMES ET FEMMES, EXCLUSIFS À VIC TANNY, SONT OFFERTS À TOUS LES JOURS.

Semaine d'accueil des visiteurs - Lundi au samedi

Bénéficiez d'une visite d'essai gratuite aujourd'hui même



VIC TANNY

CLUBS SANTÉ MISE EN FORME

Place Bonaventure	866-3992
Centre commercial Rockland	341-3810
Centre commercial Côte-Saint-Luc	482-7415
Chomedey, 1278, boul. Labelle	687-1916

8 CLUBS DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL

Communiquez avec le plus près de chez vous
Téléphoner jusqu'à 10 h p.m. aujourd'hui

Longueuil, Place des Ormeaux	651-7770
Montréal-Nord, Place Bourassa	326-8240
Ville LaSalle, Place Newman	366-8080
Mail West Island	683-2130



photo Robert Nadon, LA PRESSE

Peu après leur arrivée à Montréal, samedi, les membres de l'Académie Goncourt effectuaient une courte visite de Montréal marquée de quelques arrêts, notamment au Chalet du Mont-Royal pour admirer le panorama de la métropole. De gauche à droite, Mme Armand Lanoux, M. Roger Lemelin, président et éditeur de LA PRESSE, hôte de ses confrères de l'Académie Goncourt au Canada, M. Armand Lanoux, secrétaire de l'Académie, M. Emmanuel Roblès, membre de l'Académie et M. Jean Prasteau, journaliste au "Figaro", qui accompagne les académiciens.

Accueillant les Goncourt

Drapeau y va d'une charge contre le joual

par Cyrille FELTEAU

Accueillant hier les membres de l'Académie Goncourt arrivés la veille à Montréal, M. Jean Drapeau leur a fait part de sa déception de ne pas les accueillir dans la langue française, présentement menacée sur tous les fronts. Vous motivez notre fidélité et notre volonté de défendre la langue française en Amérique du Nord, dit le maire de Montréal, contre la grande tristesse et la grande menace de notre temps, le joual. Autant je respecte et j'aime tout ce qui est beau et noble dans la langue de nos ancêtres, ajouta avec force M. Drapeau, autant je vomis tout ce qui est la négation d'une langue.

Dans le grand salon du pavillon Hélène-de-Champlain, à l'issue d'un déjeuner offert par la Ville de Montréal, M. Drapeau s'adressait à une quarantaine d'invités réunis autour de nos éminents visiteurs venus au Québec à l'invitation de M. Roger Lemelin, président et éditeur de LA PRESSE et membre étranger de l'Académie Goncourt.

Le maire de la métropole, qui avait tenu à retarder de plusieurs jours son départ pour Vienne afin d'accueillir personnellement ses hôtes, déclara que "dans l'histoire du français en Amérique du Nord, le moment décisif me paraît ar-

rivé. La bataille décisive est en train de se livrer. C'est la bataille de la qualité. Votre passage ici constituera pour nous une raison de plus d'avoir résisté, d'avoir survécu. De toute façon, votre présence parmi nous aura des répercussions bien au-delà de cette table".

Une question de vie ou de mort

Dans sa réponse, le porte-parole de l'Académie Goncourt, M. Armand Lanoux, souligna que ses cinq collègues et lui étaient venus ici comme "des hommes de bonne volonté, profondément attachés à leur langue et désireux de fraterniser, comme au sein d'une grande famille, avec tous ceux qui, de par le monde, pensent, vivent et meurent en français. Pour les écrivains, l'ère de la tour d'ivoire est largement dépassée. Pour un peuple, garder sa langue est devenu une question de vie ou de mort. Parler le français équivaut à une certaine manière de vivre et de concevoir le monde. Cela dépasse de beaucoup notre nationalisme et notre patriotisme".

Samedi après-midi, à Dorval, un avion d'Air Canada déposait les membres de la célèbre Académie effectuant pour la première fois ensemble un voyage officiel en Amé-

rique du Nord: Mme Françoise Mallet-Joris, vice-présidente de la Société, M. Armand Lanoux, secrétaire, accompagné de Mme Lanoux, M. Georges Scion, président de l'Académie royale de Belgique, M. Jean Cayrol, M. Michel Tourner, M. Emmanuel Roblès et M. Emmanuel Sabatier.

M. Hervé Bazin, président de l'Académie, avait dû renoncer au voyage, retenu à Paris par la maladie. Deux journalistes parisiens, Mme Jacqueline Piatier, critique littéraire au "Monde" et M. Jean Prasteau, du "Figaro", accompagnent les académiciens pendant leur séjour d'une semaine ici, au cours duquel ils discuteront des candidatures au Prix Goncourt 1974 et décerneront des prix spéciaux à deux écrivains québécois.

Demain, nos visiteurs seront reçus à Québec par le premier ministre, M. Bourassa, et les membres du cabinet québécois. Mercredi, ils seront les hôtes à Ottawa du gouverneur général et de deux ministres fédéraux, MM. Jean Marchand et Marc Lalonde. En fin d'après-midi, hier, M. Paul Desmarais, président du conseil d'administration de LA PRESSE, et Mme Desmarais recevaient en leur honneur à leur résidence du Mont-Gabriel, dans les Laurentides.

Endettée, la CSN doit convoquer un congrès

par Pierre VENNAT

La Confédération des syndicats nationaux a trop de grévistes.

Et la situation est tellement critique qu'elle devra tenir un congrès spécial de deux jours, d'ici un mois, afin de "réévaluer nos moyens (financiers) pour se battre".

Ce sera même le premier congrès spécial de l'histoire de la centrale, croit Marcel Pepin, qui admet qu'il est cependant possible qu'il y en ait eu un autre à l'époque de la grève d'Asbestos.

Il faut comprendre en effet qu'un "congrès" n'est pas un "conseil confédéral" et qu'on y attend 1,800 délégués. Raison pour laquelle on n'a pu fournir de date précise, puisqu'il faut trouver des locaux pour loger tout ce monde pendant deux jours.

En juin, lorsqu'on décida de hausser les cotisations pour hausser les subsides de grève, on s'attendait à 1,600 à 1,700 grévistes par jour.

Or, depuis, on en a 3,000 par jour, quand ce n'est 5,000.

A tel point que d'une semaine à l'autre, le coût pour soutenir les grévistes oscille autour de \$150,000 et qu'en septembre, la CSN a dépensé \$700,000 en secours de grève.

Il est évident qu'à ce rythme, la caisse tombe vite à sec. D'autant plus que plusieurs syndicats se font tordre le bras pour payer leurs cotisations à temps et que plusieurs sont "en retard".

Pour la CSN, toutefois, pas question de réduire les grèves, puisque selon le président Marcel Pepin, il n'existe aucun substitut valable à celle-ci comme arme de défense contre l'érosion du pouvoir d'achat.

Mesures d'urgence

D'ici là, des mesures d'urgence (emprunts) seront prises pour que les secours de grève puissent être versés et les grévistes actuels n'auraient rien à craindre.

Quant à savoir si cela aura pour effet de "refroidir l'ardeur" de grévistes éventuels, il est trop tôt pour l'évaluer.

Quoiqu'il en soit, le bureau confédéral de la CSN a décidé de réduire les "dépenses de fonctionnement" au minimum.

C'est ainsi que des postes vacants ne seront pas comblés, du moins pour le moment. C'est ainsi que la CSN restreindra quelque peu la publication de certains documents afin de comprimer ses dépenses.

Mais le président de la CSN a affirmé que la centrale ne manquait pas de fonds pour s'administrer et qu'on a cessé, depuis déjà plusieurs mois, de puiser à même le Fonds de défense professionnelle, comme c'était le cas dans le passé, pour financer les autres activités de la centrale.

A ceux qui seraient portés à se réjouir trop vite de ses difficultés, la CSN réplique que chez elle, "des cas comme les grévistes de Québec-Téléphone, affiliés à la FTQ, en grève depuis un mois sans secours de grève, ne surviendront jamais parce que peu importe les difficultés financières, la CSN continuera de se battre avec les travailleurs qui veulent se battre".

Couture: les gens de Saint-Henri seront heureux de voir enfin Drapeau

par Lysiane GAGNON

C'est avec une certaine satisfaction que le candidat à la mairie du Rassemblement des citoyens de Montréal, M. Jacques Couture, a commenté hier le fait que le maire Drapeau ait décidé d'ouvrir sa campagne électorale vendredi prochain dans Saint-Henri, la même où M. Couture travaille depuis des années comme organisateur communautaire.

"Drapeau fait un souper aux 'binnes' à \$2,50... c'est encore des idées de grandeur, parce que les 'binnes' à Saint-Henri ça coûte \$1,00!... N'empêche que nous lui souhaitons la plus cordiale bienvenue et que j'engagerai mes amis à aller rendre un dernier hommage à cet homme qui a déjà, il y a assez longtemps, rendu service à Montréal. Les gens de Saint-Henri sont aimables et hospitaliers, et ils seront heureux de voir cet homme qu'ils n'ont jamais vu en personne."

Commentant les résultats du sondage publié samedi dans LA PRESSE, M. Couture a signalé le taux d'insatisfaction croissant qui se manifesterait contre l'administration sortante, et le fait que la majorité des citoyens interrogés indiquent le transport comme l'un des principaux problèmes municipaux: "Drapeau a donné la priorité aux autoroutes, nous donnerons la priorité au transport public, et plus précisément au métro. Nous instaurerons la gratuité du transport pour les personnes âgées, et nous étudierons la possibilité d'ouvrir le métro gratuitement aux heures de pointe, comme ça se fait à Bologne et à Toronto. Il y a d'autres villes, aussi, où le transport

public est entièrement gratuits: Seattle et Birmingham par exemple.

Les grèves

Le deuxième problème identifié par la majorité des répondants au sondage était celui des grèves. "Je dirai jusqu'à la fin de la campagne que la première qualité d'un maire, c'est de bien administrer sa propre maison. Drapeau: a laissé pourrir les relations de travail avec ses employés, qu'il s'agisse des fonctionnaires, des policiers ou des pompiers, et il prouve par là qu'il est un mauvais administrateur et un mauvais chef d'équipe."

M. Couture a profité de la conférence qu'il donnait hier pour faire le bilan de sa tournée de trois jours dans les districts municipaux, pour rappeler que les citoyens sont écrasés par les taxes, et a insisté sur un point du programme du RCM — soit l'abolition de la taxe d'eau, "qui est injuste, anti-familiale et anti-sociale".

"Je remarque aussi, dans le sondage, que les gens interrogés placent les Jeux Olympiques au 10e rang de leurs préoccupations, alors que Drapeau, lui, en a fait sa priorité. Dans les districts, les gens que j'ai rencontrés ne sont pas contre les Jeux, mais ils pensent que ça commence à coûter cher."

Après avoir passé en revue les problèmes locaux qui, d'un district à l'autre, lui ont été soumis au cours de sa tournée (du problème des intersections dangereuses à Villeray jusqu'à celui de la pollution par le ciment à Saint-Michel, en passant par l'absence de loisirs publics, d'espaces verts, l'absence d'information et de partici-

pation qui, selon lui, sont ressenties partout), le candidat du RCM a affirmé que c'est son parti "qui fait, seul, le débat politique à Montréal. Même si le parti de Drapeau s'appelle le Parti civique, nous sommes les seuls, actuellement, à pratiquer vraiment le civisme!"

Alliance électorale

Ni M. Couture ni la présidente du RCM, Mme Léa Cousineau, n'ont voulu commenter l'alliance ("purement électorale", ont-ils toutefois précisé) entre les candidats du RCM du district d'Ahuntsic et M. Paul-Emile Robert, qui a démissionné du Parti civique avec un certain fracas. M. Robert se présente comme indépendant, et l'un des trois candidats du RCM, M. Emile Boudreau, s'est désisté pour lui faire place.

"C'est la décision autonome de l'association de district d'Ahuntsic, et nous la respectons", a déclaré Mme Cousineau. Il semble, selon d'autres informations, que le syndicaliste Emile Boudreau, très occupé par ses fonctions, n'avait pas vraiment commencé à faire campagne dans le district. Par ailleurs, signalons que M. Robert et les deux candidats du RCM, MM. Jean-Charles Desroches et Daniel Tessier, tiendront mercredi prochain une assemblée publique conjointe où M. Couture prendra aussi la parole.

Le nom et la photo de M. Robert apparaissent en bonne et due forme sur les tracts distribués par le RCM d'Ahuntsic, comme l'un des trois candidats proposés aux électeurs, quoique l'on indique que M. Robert se présente comme candidat indépendant.

EN AVANT, MARCHE!

Que ce soit pour la toilette, la promenade ou le travail, notre collection automne-hiver plaira à toute la famille.

Nos experts-ajusteurs sauront trouver chaussure à votre pied.

Ordonnances médicales remplies avec soin

Fermé le lundi
9h à 5h30 mardi, mercredi, jeudi — 9h à 9h vendredi
9h à 5h samedi

Utilisez votre Carte Charge ou Master Charge

STUDIO DE CHAUSSURES Lanoue

1444 ouest, rue Sherbrooke
849-5023

G. A. OUMET, propriétaire

SARRAZIN & CHOQUETTE
J. P. LAMY, A. LAJUNESSE, R. SAURO, Props.

Services orthopédiques À PRIX COUPÉS

VENTE LOCATION AU MEILLEUR PRIX

Support parfait pour veines variqueuses

BAS ÉLASTIQUES en nylon diaphane sans couture
par Bauer & Black

Ces bas nouveaux, plus légers et plus élégants vous assurent un confort jusqu'ici inégal. Longueur au-dessus du genou, pied complet. Choix de deux épaisseurs.

BAS tout aller Ord: \$15.95 \$1275	BAS de toilette Ord: \$21.50 \$1695	BAS culotte Ord: \$16.95 \$1349
--	---	---

Brassières médicales, seins postiches, après mastectomie, colliers, appareils traction, suspension, urinoirs, cannes, béquilles, bretelles, redressement, marchettes, chaises d'aisance, bain de siège, "Body belt" pour maux de reins, etc., etc.

TOUT AU MEILLEUR PRIX
921 est, rue Sainte-Catherine
842-9622

BANDES ET CORSETS abdominaux en satin — bandes ou lombaires pour hommes et femmes.
AU MEILLEUR PRIX

BANDES POUR HERNIES inguinales, scrotales ou ombilicales avec ceinture élastique ou à ressort. Simples ou doubles.
AU MEILLEUR PRIX

CORSETS MÉDICAUX pour femmes obèses, couts solides, 2 courroies et deux bandes flexibles.
permettent un ajustement parfait, soutien abdominal et support pour le dos.
AU MEILLEUR PRIX

6511, rue Saint-Hubert
272-8233

CHEZ W. M. MORRIS & FILS

ÉPARGNEZ jusqu'à 25% SUR CHAUFFAGE, PEINTURE ET ENTRETIEN, ETC.

NOUVEAU: Portes tout aluminium 2" d'épaisseur avec verre trempé. Évitez à vos enfants des blessures causées par des vitres cassées.

COMME D'HABITUDE Wm Morris & Fils est toujours le premier à vous offrir de nouvelles améliorations dans ses produits.

FENÊTRES D'ALUMINIUM ÉTÉ — HIVER
MODELE 1975 EN 6 COULEURS FINI EMAIL CUIT

GARANTIE MORRIS depuis plus de 40 ans "Marchandise satisfaisante" ou "remplacée sans frais"

FENÊTRES COULISSANTES CHOIX DE 6 COULEURS FINI EMAIL CUIT

ESTIMATIONS GRATUITES

Wm MORRIS & FILS
LE PLUS GRAND NOM DANS LE DOMAINE DES PORTES ET FENÊTRES

NE PAS CONFONDRE AVEC LES IMITATEURS
Anciennement sur Côte-de-Liesse. Maintenant à un seul endroit.
5479, avenue Royalmount, V.M.R.
1 1/2 rue à l'ouest du boul. Décarie et de La Savane

342-3800
Soirs, fêtes et fins de semaine
737-1960

FACILITÉS DE PAIEMENT

SUCCESSALE DE QUÉBEC
263, rue Saint-Paul, Québec
Tel. 692-2127

ALSCO INC. (1974)

1530 est, BEAUBIEN, Montréal → **279-8551**

1143 boul. DÉCARIE, St-Laurent → **744-6457**

• QUÉBEC: 2070, rue Branly Tel.: 681-0089 • TROIS-RIVIÈRES Tel.: 375-7321
• OTTAWA: 206, rue Main 236-0734 • SHERBROOKE: 465, rue Papineau 567-5122

Avant d'acheter, demandez nos prix et conditions.

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE
Démonstration et estimation gratuites sans obligation, le jour et le soir.

Fenêtres, portes, auvents, revêtement en aluminium.

la presse

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administrationROGER LEMELIN
président et éditeurROCH DESJARDINS
vice-présidentJEAN SISTO
éditeur adjointYVON DUBOIS
directeur de l'informationMARCEL ADAM
editorialiste en chef

Le danger des multinationales

M. Olaf Palme, premier ministre de Suède, rendait visite la semaine dernière à son homologue canadien, M. Pierre Elliott Trudeau. Questionné par les journalistes, M. Palme exprima certaines opinions sur les relations économiques internationales. Entre autres, il souligna le danger des entreprises multinationales. Cette remarque tombait à pic.

D'une part, le gouvernement fédéral commence à prendre conscience, bien que tardivement, du trop grand asservissement de l'économie canadienne. En conséquence, il a fait adopter, sous la pression des néo-démocrates lors de la dernière session, une loi, encore très timide, pour réglementer le passage des entreprises canadiennes sous le contrôle des investisseurs étrangers. D'autre part, le gouvernement du Québec qui, il y a à peine deux ans, acceptait encore inconsidérément tous les capitaux étrangers, vient de prendre connaissance de deux rapports (Descôteaux et Telley) qui démontrent que les entreprises multinationales ne sont pas forcément un enrichissement pour l'économie québécoise.

Les multinationales, en effet, qui sont des entreprises à filiales multiples établies en divers pays, ne sont pas des sociétés philanthropiques. Comme toutes les entreprises, leur but est le profit. Le pays qui les reçoit doit donc voir à ce que ses citoyens profitent dans une mesure convenable de leur implantation sur son territoire. Le gouvernement doit donc exiger que les multinationales, en plus de créer des emplois subalternes, acceptent suffisamment d'autochtones aux postes supérieurs, qu'elles achètent leur outillage au pays, qu'elles transfèrent au pays, en produits ouverts, une bonne partie des matières premières, qu'elles investissent au pays une bonne partie de leurs profits, que leurs brevets d'invention, leur technologie et leur savoir-faire profitent au pays, etc.

Bref, les multinationales, qui sont en quelque sorte les artères économiques du monde moderne, ne doivent pas être les tentacules d'une pieuvre internationale qui suçent le sang des économies locales. Les multinationales doivent, au contraire, irriguer les économies locales par leur force d'entraînement. Dans ce but, elles doivent être réglementées, autant dans leur nombre que dans leurs activités, par le pays qui est leur hôte. Car la proportion d'entreprises multinationales par rapport aux entreprises nationales, dans un pays, indique le degré d'asservissement de celui-ci. Or, le Canada et, en particulier, le Québec sont à ce point de vue fort asservis.

Pour se sortir du trou!

"On ne prête qu'aux riches", c'est bien connu. Pourtant, la Banque Royale du Canada fait mentir le proverbe. Depuis plus d'un an, elle prête aux défavorisés des sommes qui varient de \$50 à \$100 (et même \$5.000) et qui sont remboursables sur une période de 12 ou 16 mois, sans valeurs en garantie ni endosseur.

L'expérience se révèle valable. Les mauvais prêts n'atteignent pas 13 pour cent. Selon le gérant de cette très spéciale succursale, les pauvres remboursent aussi bien que les riches.

Comme les taux d'intérêt sont les mêmes qu'ailleurs, il ne s'agit donc pas, ici, de charité. C'est une transaction bancaire que l'on met à la portée des économiquement faibles et même des assistés sociaux. D'où, comme première conséquence, une certaine revalorisation des gagnepetits. Un organisme bancaire les traite comme des citoyens à part entière.

Les résultats obtenus infirment également des préjugés courants qui veulent que les assistés sociaux ne soient que des parasites de la société et des tricheurs. Qu'il y en ait, parmi eux, c'est vrai. Mais les plus grandes fraudes ne sont pas

Cette réalité est illustrée de magistrale façon par la société United Aircraft, de Longueuil, où sévit depuis neuf mois et demi un conflit de travail. Cette entreprise multinationale, dont le siège social est aux USA et qui a bénéficié de plus de \$80 millions de subventions du Canada, refuse non seulement d'accorder à ses employés une pratique syndicale canadienne (formule Rand) mais, pour briser le syndicat, a transféré aux États-Unis la majeure partie de sa production canadienne. Or, les gouvernements (fédéral et provincial), qui ont la responsabilité de faire respecter les droits de leurs citoyens, n'ont pas bougé.

Le ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce, M. Allistair Gillespie, refuse même de dévoiler, comme s'il s'agissait d'un secret militaire, les ententes conclues entre United Aircraft et son gouvernement pour l'octroi des subventions. Cette politique du secret est d'autant plus inadmissible que le Canada est une démocratie et que tous les ministres sont comptables de leurs actes devant le parlement. Sans compter que ce sont les contribuables qui ont payé les quelque \$80 millions de subventions accordées à United Aircraft. La discrétion inopportune du ministre Gillespie laisse croire que son gouvernement a honte d'admettre qu'il a accordé à cette multinationale des subventions sans condition ou à des conditions inavouables.

Pour sa part, le gouvernement provincial n'a pas le courage de passer une loi imposant la formule Rand à ces multinationales auxquelles elle était originellement destinée. Le ministère provincial du Travail avoue d'ailleurs son impuissance à régler ce conflit. Mais un Etat ne peut jamais dire qu'il est impuissant à résoudre un conflit sur son territoire. Car c'est lui qui fait les lois et, par conséquent, qui détermine les règles du jeu. Les deux niveaux de gouvernement du Canada ont donc la responsabilité de résoudre le conflit de la United Aircraft, puisque celui-ci débord largement le simple conflit de travail. Le fédéral doit réglementer l'activité des multinationales sur le territoire canadien et le provincial doit leur imposer la formule Rand, entre autres choses.

Au lieu de parler de constitution, c'est-à-dire de souveraineté politique, M. Trudeau ferait bien de s'intéresser à la structure économique du Canada, c'est-à-dire à la souveraineté économique. Car même s'il "rapatrie" la constitution, celle-ci ne servira à rien si le Canada est devenu le 51e Etat américain.

Ivan GUAY

d'eux; le monde des affaires en a l'apanage. Si l'on tient compte que les pauvres doivent se serrer la ceinture pour rembourser une dette, l'honnêteté, chez eux, est plus éclatante et plus méritoire.

On suppose aussi que cette initiative permet à nombre de gens mal pris de sortir de leurs difficultés financières et d'éviter de faire appel à l'aide sociale. Le budget de l'Etat, à long terme, s'en portera mieux.

Ce projet-pilote, que l'on doit à la Banque Royale et non à nos Caisses populaires, pourtant nées de l'économie des petites gens, constitue donc un mode de prévention sociale efficace.

Pourquoi, alors, la loi d'aide sociale, qui se proclame axée sur la prévention, n'a-t-elle jamais prévu un mécanisme semblable? Peut-être est-ce parce qu'elle a trahi la véritable philosophie du rapport Boucher qui devait l'inspirer? Dans nombre de cas, l'aide sociale ne devrait pas chercher à boucher un trou mais offrir un tremplin pour se sortir du trou!

Claire DUTRISAC

Le Canada: refuge des affligés

Les divergences politiques, de nos jours, provoquent des déplacements de populations et multiplient le nombre d'apatrides et d'affligés dans le monde.

Il est évident que, du fait des révolutions et des changements de régime, le nombre de réfugiés politiques grandit sans cesse. Depuis une quinzaine d'années, des Hongrois, des Algériens, des Ougandais, des Chiliens, des Grecs, des Haïtiens, et même d'anciens Canadiens émigrés au Mexique et aujourd'hui dépossédés de leurs biens, se trouvent sans feu ni lieu et veulent naturellement aller refaire leur vie sous des cieux plus cléments.

Il est évident, également, que le Canada apparaît, aux yeux de bon nombre de ces personnes déplacées, comme un refuge enviable et de tout repos, ce qui est très flatteur et crée l'obligation de réviser les politiques d'immigration en ce qui concerne les réfugiés politiques.

On fait état, et avec raison, des vastes possibilités qu'offre le Canada: un pays d'avenir qui a constamment besoin de sang nouveau. Aussi, n'y aurait-il pas lieu de tirer parti des malaises à l'étranger pour organiser, à l'intention des personnes que ces malaises déplacent, un système d'accueil qui soit à la fois secourable pour eux, en même temps que profitable pour nous?

Le Canada a besoin de nouvelles énergies pour développer et peupler ses vastes régions de l'intérieur et ses grandes ressources naturelles. Il a besoin aussi de main-d'œuvre, pour accomplir les besognes ingrates que ses citoyens commencent à dédaigner. Il faut organiser l'immigration en fonction de ces besoins.

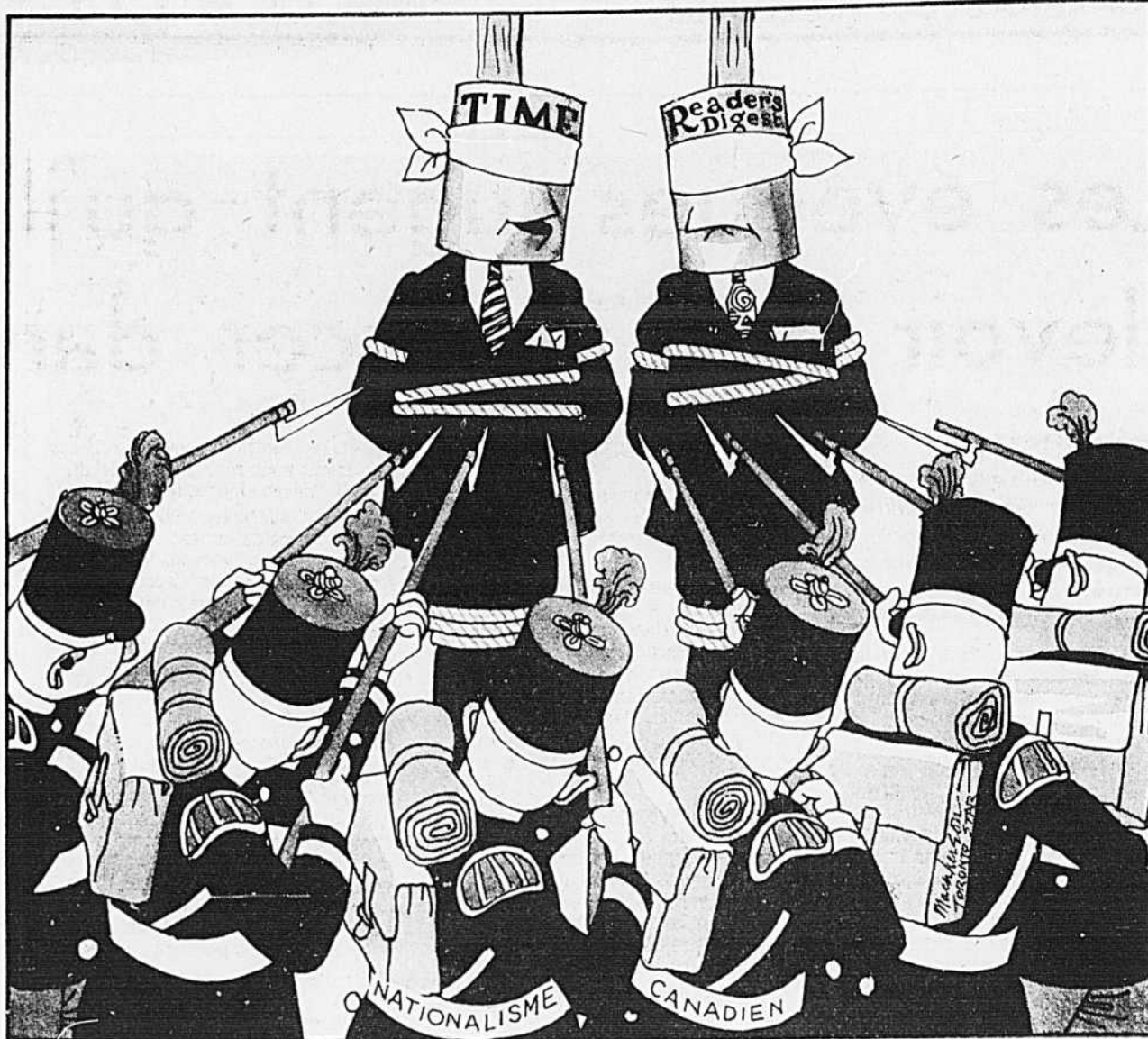
Ce ne sera pas facile, car en général, les réfugiés politiques ne proviennent pas de la plèbe. Instruits et politisés, ils viennent s'établir de préférence à Toronto ou à Montréal, et n'ont aucunement envie d'aller ouvrir de nouvelles régions dans l'Ouest ou le Nord canadien, ou encore d'aller faire la cueillette des pommes à Rougemont et laver des verres dans un bar.

Le Canada fait déjà beaucoup pour les réfugiés politiques. Du 1er janvier au 31 août 1974, il a accueilli 18,403 réfugiés haïtiens. C'est beaucoup. Au cours des six premiers mois de 1974, il a admis 955 Chiliens.

Certains trouvent que ce n'est pas assez. La semaine dernière, une quinzaine de groupes syndicaux, religieux et universitaires exprimaient l'avis que le Canada devrait assouplir son programme d'accueil de façon à permettre l'entrée au pays de quelque 10,000 Chiliens. Jeudi, un autre groupe intercédait en faveur de 1,500 Haïtiens menacés d'expulsion. Le Canada avait accueilli 36,000 Hongrois en 1956; 9,000 Tchéques en 1968; 3,000 Ougandais en 1972. Notre pays a le taux d'immigration le plus élevé au monde. Peut-on continuer indéfiniment dans cette veine?

La question est délicate. Le Canada compte un nombre impressionnant de chômeurs. Doit-il, pour des raisons humanitaires, ouvrir davantage ses portes au risque de grossir leur nombre? Les sentiments humanitaires doivent-ils passer avant les considérations économiques ou utilitaires? Le gouvernement doit se hâter d'apporter les réponses nuancées qu'appellent ces questions.

Jean PELLERIN



"Nous avons au moins une consolation: ils visent souvent mais ne tirent jamais."

L'Académie Goncourt siège cette semaine à Montréal

MARCEL ADAM

L'événement littéraire par excellence, en France, est l'attribution, chaque année, du célèbre Prix Goncourt, qui apporte la gloire et souvent la fortune à son récipiendaire.

Pour la première fois, cette année, le monde littéraire québécois vibrera à l'unisson avec celui de France puisque c'est à Montréal que l'Académie Goncourt a décidé de siéger, cette semaine, suite à l'invitation que lui lançait au début de l'année à Paris M. Roger Lemelin, Président et Editeur de La Presse. On sait que M. Lemelin, fait sans précédent, est devenu au début de l'année le premier membre nord-américain de cette prestigieuse institution littéraire.

L'Académie Goncourt, formée traditionnellement de dix hommes et femmes de lettres, compte depuis quelques années des écrivains

non Français de pays francophones tels la Suisse, la Belgique, le Québec mais aussi d'Afrique.

Samedi dernier, les membres de l'Académie Goncourt, son président Hervé Bazin en tête, sont arrivés à Montréal où durant une semaine ils seront l'objet d'une série de manifestations mondaines et littéraires, et particulièrement à de nombreux dîners officiels dont certains leur seront offerts par les autorités civiles, en plus, évidemment, de remplir la tâche qui est la leur au premier chef: déterminer le lauréat de cette année parmi les auteurs du monde littéraire francophone qui, selon la volonté des fondateurs de l'Académie, les frères Jules et Edmond Goncourt, alliera jeunesse, originalité du talent, tendances nouvelles et hardies de la pensée et de la forme.

On sait qu'à cette occasion, qui coïncide avec le 90e anniversaire de La Presse, le Président et Editeur de celle-ci créera deux nouveaux prix littéraires québécois, d'une valeur de \$5.000, chacun, qui seront remis chaque année, d'abord à un nouvel auteur, ensuite à un auteur consacré.

Durant toute la semaine la littérature française sera à l'honneur et "cet événement va certainement créer un enthousiasme réel pour la chose écrite", disait en août dernier M. Lemelin, qui ajoutait que plutôt que d'y voir une entreprise parisienne de colonialisme ou de paternalisme culturel, on devrait plutôt considérer cette démarche de l'Académie Goncourt dans l'optique d'une décentralisation progressive de la culture française.

Le fait, nouveau, d'adjoindre à l'Académie des membres francophones choisis hors les murs de l'Hexagone en est un signe majeur. Le choix de lauréats parmi la diaspora francophone en serait le signe le plus éclatant, si aucun autre critère que ceux établis par les frères Goncourt ne devait y présider.

La visite en nos murs de cette vénérable institution est un pas important dans la direction de ce qu'entrevoit M. Lemelin et qui en induira beaucoup maintenant à ne pas voir dans l'Académie Goncourt l'académie française, mais celle de tous les francophones.

Vincent Prince

Des chefs spirituels face à des conflits de travail

La déclaration que viennent de rendre publique les six évêques catholiques de la région métropolitaine de Montréal sur les conflits de travail récents ou présentement en cours dans leur territoire, constitue un document qui invite à une réflexion profonde. Il est certain, comme ils le disent, que ces conflits qui pourrissent et sont trop souvent marqués d'actes de violence ou de recours abusifs à des injonctions, contribuent à déshumaniser les relations entre employeurs et employés, à fomentier la haine ou devrait régner une fraternelle coopération et à pénaliser, à l'occasion, d'innocentes victimes.

Le document des évêques se veut un appel à la conscience de tous ceux qui sont engagés dans le processus de la négociation. Sans nier l'importance des enjeux d'ordre économique, il invite à mettre d'abord l'accent sur les conditions de travail, la qualité de la vie et le respect de la personne humaine.

Les chefs spirituels se portent surtout à la défense des petits, de ceux qui n'ont aucune protection syndicale et que le grave problème de l'inflation touche tout particulièrement. Ils entendent aussi défendre le droit sacré de tous les travailleurs à se regrouper en association pour promouvoir leurs intérêts mais, ainsi que le dit mon confrère Pierre Vennat dans un article qu'on peut lire en page voisine, ils ne s'en prennent pas uniquement aux patrons. Les syndicats s'attirent aussi leur part de certains reproches assez précis.

Contrairement à certaines déclarations épiscopales traditionnelles, celle-ci, en effet, ne se contente pas d'énoncer de grands principes généraux. Elle identifie clairement les conflits auxquels elle se réfère et, dans quelques cas, elle se prononce nettement sur ce qu'elle approuve ou désapprouve dans la conduite des parties.

Ainsi, les chefs spirituels défont, sans ambiguïté, le refus de deux entreprises multinationales, comme United Aircraft et Canadian

Gypsum, d'accorder quelque forme que ce soit de formule Rand aux syndicats représentant leurs employés. Sans se prononcer sur les conditions dont cette formule devrait être assortie, ils jugent inacceptable que des sociétés de ce genre refusent même d'en discuter et de se conformer à une pratique de plus en plus courante chez nous.

Ils estiment aussi que les demandes relatives aux horaires de travail, à l'organisation des équipes, au temps supplémentaire obligatoire, etc., et qu'on retrouve dans quelques conflits en cours, dont encore une fois celui de la United Aircraft, représentent des aspirations qui "ne sont pas des caprices". Il faut reconnaître toutefois ici que le document épiscopal n'est pas aussi clair que dans le cas précédent. Il ne semble pas s'opposer, par exemple, à toute forme de surtemps obligatoire. Il voudrait surtout, comme l'a expliqué un des signataires, que le fardeau de la preuve, lorsqu'un employé refuse d'exécuter un travail en dehors de ses heures normales, incombe à l'employeur. Il s'agit de s'assurer que l'ouvrier, qui refuse une telle assignation pour une raison sérieuse, ne soit pas l'objet de vexations.

Les évêques soulignent, d'autre part, que les parties à ces conflits ont trop souvent tendance à compter sur leur force économique pour faire triompher leurs points de vue et à s'obstiner dans ces attitudes extrémistes même lorsqu'elles sont devenues impuissantes. Ils leur reprochent aussi de ne pas toujours faire un usage sérieux des mécanismes prévus dans la loi pour aider à la conclusion d'un accord, notamment en escamotant la conciliation ou en ne la considérant que comme une formalité à observer pour légaliser leur recours éventuel à la grève ou au lock-out.

Le document épiscopal fait encore état des injonctions qu'on substitue trop facilement à la discussion ou des employeurs "qui se

ferment aux réclamations justifiées des travailleurs", mais il se garde bien, loin de là, d'approuver les manifestations de violence qui accompagnent ou ont accompagné quelques-uns des conflits qu'il évoque. Il dénonce même les "manipulateurs" qui provoquent ces violences. L'allusion aux désordres récents dans le monde de la construction est donc plus qu'évidente. "La violence, disent avec raison les évêques, fait obstacle à la solution humaine des conflits". Il ne faut jamais oublier que les différends, une fois réglés, les hommes qui s'affrontaient hier devront continuer de travailler ensemble.

Evidemment, la déclaration des évêques ne répond pas à toutes les questions concrètes qu'on peut se poser. Elle n'a pas réponse à tout. Mais c'est que les solutions précises ou techniques relèvent avant tout de l'ordre politique qui n'est pas leur domaine.

Elle en dit assez cependant pour justifier l'appel pressant qu'elle lance aux associations patronales et syndicales ainsi qu'au gouvernement de s'atteler à la besogne de réviser un code du travail devenu de toute évidence impuissant à favoriser un règlement pacifique des conflits de travail. Les évêques jugent notamment que tout nouveau cadre juridique devra prévoir une limitation volontaire du champ de manœuvre des employeurs et des syndicats, et un rôle accru de l'Etat à son titre de promoteur du bien commun.

C'est un appel qu'il faut entendre. Un grand nombre de conflits ont des répercussions sociales et économiques profondes. Syndicats et employeurs, surtout lorsqu'il s'agit de négociations sectorielles, peuvent conclure des accords dont l'économie ou les consommateurs auront à faire les frais. Ils peuvent devenir des associés d'une sorte de complot contre la société. L'Etat doit pouvoir intervenir pour protéger celle-ci et empêcher qu'on ne donne priorité à des intérêts privés discutables au détriment de l'intérêt général.

pleins feux sur l'actualité

Les évêques jugent qu'il est de leur devoir de s'immiscer dans les grèves

par Pierre VENNAT

LES évêques d'aujourd'hui ne peuvent demeurer indifférents face aux conflits syndicaux qui bouleversent la communauté dont ils sont censés être les leaders spirituels.

Bien sûr, comme l'a affirmé le Concile Vatican II, la mission de l'Eglise n'est pas d'ordre politique, économique et social. En effet, la fin que le Christ lui a assignée est d'ordre religieux.

Mais, comme l'ont dit vendredi six évêques de la région métropolitaine dans un message commun: "Nous croirions manquer à notre devoir en ne livrant pas franchement et simplement certaines réflexions que suscitent en nous, comme chez un grand nombre de chrétiens, des expériences pénibles vécues récemment ou qui se vivent encore".

Et c'est dans cette perspective qu'ils ont abordé, de façon concrète, les divers conflits qui se vivent dans la région.

Les évêques n'épargnent personne.

Ni les compagnies, si puissantes soient-elles, ni les syndicats, quand ceux-ci outrepassent le bien commun.

Ils dénoncent "la violence d'employeurs qui se ferment aux réclamations justifiées des travailleurs" ainsi que "celle que l'on a observée de la part de syndiqués et de manipulateurs dans le domaine de la construction, dans certains services publics à Montréal: hôpitaux, transport en commun, service des incendies".

Pour les évêques, il est inacceptable que des tiers servent d'otages dans des conflits qui ne les concernent pas, que les citoyens se trouvent souvent, malgré eux, situés au milieu du combat, qu'ils en subissent les préjudices et servent d'otages aux combattants.

Et c'est pourquoi, après avoir exploré "la longueur démesurée" de certains conflits, laquelle est "nettement inacceptable", ils en ont conclu qu'il est urgent que les gouvernants, les associations patrona-

les et les centrales syndicales, se concertent pour réviser un Code du travail "devenu inadéquat".

Ajoutant que cette révision engagera nécessairement les employeurs et les syndicats à accepter, qu'en certaines circonstances du moins, leur liberté habituelle de manoeuvre soit limitée, permettant ainsi à l'Etat de mieux jouer son rôle de promoteur du bien commun.

Oui à la formule Rand

Citant des exemples concrets, comme les conflits de la United Aircraft et de la Canadian Gypsum, les évêques ont affirmé qu'il est "juste que tous les travailleurs qui bénéficient des avantages d'une convention collective assument leur part des frais encourus pour la négociation et l'application de cette convention".

Pour eux, le refus "intransigeant" de la Canadian Gypsum et de la United Aircraft de négocier une mesure, qui en cette matière soit efficace, "nous apparaît déraisonnable".

Les syndicats, comme le font remarquer les évêques, comme les grandes sociétés capitalistes, peuvent abuser de leur force.

"Mais il reste que les travailleurs ont un droit strict de s'associer dans des conditions qui rendent efficace leur association".

Et c'est pourquoi, affirment les évêques en citant des exemples précis, les aspirations des travailleurs de la Penman's de Saint-Hyacinthe, des Engrais du Saint-Laurent de Valleyfield, de la United Aircraft de Longueuil, de la Canadian Gypsum de Joliette, pour obtenir de meilleures conditions de "qualité de vie" ne sont pas "des caprices" et "traduisent au contraire un juste souci de construire des milieux de travail qui soient épanouissants pour l'homme et non uniquement tournés vers la recherche du gain".

Pour l'instauration de la paix sociale

Ce que désirent les évêques, somme toute, c'est l'instauration

d'une paix sociale fondée sur la justice et l'amitié.

Mais, disent-ils, cela ne se fera pas en recourant, de part et d'autre, à des stratégies à courte vue, en contournant les crises périodiques par les habituels expédients techniques, en conservant des rapports sociaux de domination et d'exploitation.

"C'est au dépassement de nos égoïsmes individuels et collectifs que la situation actuelle nous engage".

Pour plusieurs, un tel langage des évêques paraîtra quelque peu inusité.

Mais l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, et les évêques de Saint-Jean, Saint-Hyacinthe, Joliette, Valleyfield et Saint-Jérôme, qui l'appuient, trouvent leur intervention toute naturelle.

"Il n'y a point d'opposition ni de séparation entre évangélisation et progrès humain, mais complémentarité. Si ces deux réalités sont distinctes et subordonnées entre elles, elles s'appellent inmanquablement en tendant vers le même but, qui est le salut de l'homme".

Haïti et le vent vivifiant du large

DURA lex, sed lex! La loi est dure, mais c'est la loi...

Face à la dureté de la loi canadienne de l'immigration qui s'applique inflexiblement contre des centaines d'Haïtiens venus se réfugier au Canada, l'opinion publique commence enfin à s'émouvoir du sort que des fonctionnaires fédéraux, exécuteurs automatiques de règlements inhumains, réservent à des hommes, des femmes et des enfants dont le seul tort est d'avoir voulu échapper à la dictature éhontée du "président-à-vie" Bébé Doc Duvalier, digne successeur et fils respectueux de feu François Duvalier, président de carrière et grand-prêtre vaudou de profession.

Il est certes réconfortant, surtout pour ceux que le racisme horripile, de constater qu'enfin les media d'information canadiens soient sortis de leur torpeur et du silence presque complice qui les caractérisaient et fassent campagne pour à la fois dénoncer et corriger une situation qui fait de pauvres Haïtiens réfugiés au Canada, un gibier imitoyablement pourchassé.

Ils étaient 1.500, hommes, femmes et enfants dont le seul tort, dit l'immigration fédérale, est de résider illégalement chez nous. Mais chaque semaine, chaque jour, leur nombre diminue à mesure que s'abat sur eux l'assommoir de la loi et que les ordres de déportation sont donnés.

L'opinion publique commence à s'émouvoir et sous la pression des media qui va s'accroissant, il est possible d'espérer que s'arrêtera ce "retour à l'enfer duvalériste" que sanctionne le gouvernement canadien.

Si le sort de ces quelque 1.500 Haïtiens doit préoccuper tout citoyen imbu de justice et d'un sens humanitaire le plus élémentaire, il ne doit pas toutefois nous faire oublier que, en Haïti même, tout un peuple croupit dans la servitude, la misère, piole sous la terreur et la répression, attendant avec patience (et non résignation) que souffle enfin vers son île le vent de la libération.

Ce vent de libération, comme un ouragan qui se prépare à des milliers de kilomètres, pourrait fort bien toucher dans un avenir prochain l'Etat duvalériste.

Malgré le silence lourd et coupable qui, comme une chape de plomb, enveloppe Haïti, des contacts de par nécessité clandestins, nous révèlent un pays en ébullition où se dessine, avec une lenteur certes exaspérante, un scénario de violence précurseur d'un bouleversement politique et social qui n'a que trop longtemps tardé.

Faits divers sans importance par rapport aux émeutes raciales de Boston, aux tueries quotidiennes en Ulster, aux exploits terroristes des fedayin palestiniens, une multitude d'incidents surviennent depuis quelques mois en Haïti, incidents qui, pour le peuple haïtien avide de liberté et pour ceux qu'intéresse le sort de cette population, démontrent qu'il est en train de se passer quelque chose d'important dans la partie occidentale de l'île d'Hispaniola.

Attentat à l'hôtel Castel-Haïti de Port-au-Prince où un touriste américain est tué, série d'incendies dont le plus important ravageait l'immeuble de la Régie des Assurances nationales, manifestation de paysans à Jacmel, au sud de l'île, où les Léopards, successeurs des Tonton-Macoutes, ont tué une vingtaine de manifestants.

Ajoutons à ce scénario prétempête, les bruits de plus en plus insistants véhiculés par le "télédiol" (mot créé pour "rumour publique") d'une scission au sein des forces armées, d'arrangements massifs et d'une "résurgence" de la terreur macoutarde qui, après une longue pause de quasi-clandestinité, refait surface dans les rues d'Haïti.

Jean-Claude Duvalier a raison de s'inquiéter, de resserrer l'état de son régime et de calfeutrer toutes les issues. Car le vent de la liberté souffle, souffle, venant du large.

Fernand BEAUREGARD

L'affaire Bushnell-Cable TV souligne la lente érosion des pouvoirs du CRTC

Une analyse d'André BELIVEAU

LA REGIE des services publics du Québec a rendu mercredi dernier une décision que l'on peut facilement qualifier d'historique et qui pourrait constituer un jalon important dans l'évolution des relations fédérales-provinciales en matière de communications.

Pour la première fois en effet depuis l'extension de ses pouvoirs par la grâce du projet de loi 35, la Régie a carrément dit non à un, deux mois plus tôt, le CRTC fédéral avait dit oui. La collision étant toute récente et les débris n'étant pas encore retombés, profitons-en pour jeter un coup d'oeil sur le paysage.

L'affaire était inévitable. Dès lors que la Régie s'était vu attribuer juridiction dans le domaine de la cablodistribution par le gouver-

nement du Québec, et qu'elle devait exercer cette juridiction en l'absence de critères souvent différents de ceux du Conseil de la radio-télévision canadienne, qui détient des pouvoirs concurrents du Parlement canadien, l'affrontement objectif ne devenait plus qu'une affaire de temps.

Il aurait pu se produire dès décembre 1973, lorsque la compagnie Télécable de la Rive sud devint la première entreprise publique de cablodistribution à demander un permis d'exploitation à la Régie, conformément à la nouvelle loi québécoise, après avoir obtenu sa licence du CRTC. Mais ce coup-là, Québec fut d'accord avec Ottawa. Comme il devait l'être par la suite — jusqu'à la semaine dernière.

Le détonateur

C'est finalement à propos d'une requête de Cable TV Ltd., qui voulait vendre à la compagnie ontarienne Bushnell Communications Limited toutes les actions qu'elle détenait dans Laurentian Cablevision Limited, compagnie d'Ottawa faisant principalement affaires à Hull et dans la région, que survint le différend: le CRTC approuva le projet de transaction le 8 juillet dernier, mais la Régie québécoise, elle, vient de lui refuser son approbation.

Ce qui signifie, en clair, que l'organisme fédéral permet à Bushnell d'acquiescer le contrôle total de Laurentian, mais que l'organisme québécois le lui interdit formellement.

La Régie fonde sa décision sur le fait qu'il serait contraire à l'intérêt public de confier à des non-résidents du Québec la pleine propriété et le plein contrôle d'une entreprise de cablodistribution du Québec.

Bushnell, il faut le noter, possède déjà des intérêts majoritaires dans Laurentian, puisqu'elle détient 75 p. cent des actions ordinaires et 75 p. cent des actions privilégiées émises et en cours de cette compagnie. Les autres actions sont toutes entre les mains de Cable TV Ltd., et ce sont ces actions que Cable TV Ltd. désire vendre à Bushnell.

Flagrante contradiction

Si une telle transaction se réalisait, estime la Régie, cela signifierait qu'une compagnie québécoise, Cable TV Ltd., remettrait à une compagnie non québécoise, Bushnell Communications, la pleine propriété et le plein contrôle d'une compagnie non québécoise mais exerçant sa principale activité en territoire québécois.

Cela viendrait en flagrante contradiction avec les articles 5 et 6 du règlement québécois relatif aux entreprises publiques de cablodistribution adopté le 25 septembre 1973, articles qui stipulent notamment que la majorité des membres du conseil d'administration et que tous les membres de la direction des entreprises publiques de cablodistribution doivent résider au Québec, que telles compagnies doivent avoir leur siège social au Québec et posséder une raison sociale de langue française et qu'une entreprise de cablodistribution ne peut en même temps exploiter une entreprise de presse, de téléphone, de télégraphe,

de radio, de télévision, de cinéma ou de cinéparc.

Or, la majorité des actionnaires, des administrateurs et des dirigeants de Bushnell ne sont pas québécois, la compagnie a son siège social à Ottawa, ne possède pas de raison sociale en français et exploite quelques stations de télévision — dont CJOH-TV, à Ottawa — et des stations satellites à Cornwall et à Deseronto.

Le problème de fond

Le président de Bushnell a bien promis que sa compagnie, aussitôt la vente approuvée par la Régie, aurait pris toutes les mesures nécessaires pour que l'organisation, la propriété et le contrôle de Laurentian deviennent conformes à la réglementation québécoise. Ce à quoi la Régie rétorque que ces mesures auraient dû être prises plus tôt. Et, de toute façon, la "québécoisation" de Laurentian n'aurait pas changé grand-chose au problème de fond, qui est la composition et le statut même de Bushnell.

D'autant que cette compagnie est elle-même à vendre actuellement. Le CRTC a en effet ordonné en novembre 1972 à Western Broadcast Holdings Ltd., de Vancouver, qui en possède 52 p. cent des actions, de se départir du contrôle qu'elle avait acquis sans son autorisation. Western a tenté de vendre ces intérêts pour \$12.1 millions à IWC Communications Ltd., de Toronto, en février dernier, mais le CRTC a encore bloqué cette transaction en expliquant que IWC devrait plutôt consolider ses activités, pour le moment, dans les régions où elle est déjà implantée, soit Sarnia, Barrie, Orillia, Mississauga et Richmond Hill, en Ontario, et Pointe-Claire, au Québec. Depuis, un autre acquéreur éventuel s'est mis sur les rangs: Campeau Corporation, important promoteur immobilier d'Ottawa, qui a offert \$19 millions pour obtenir le contrôle de Bushnell. La perspective d'une telle transaction n'était évidemment pas de nature à faciliter la vente de Laurentian à Bushnell aux yeux de la Régie.

La pierre dans la mare

Bref, on se retrouve maintenant devant l'inconnu. Un inconnu en forme d'impasse. Ou bien les contractants frustrés contestent la décision de la Régie — ce qui est peu probable et a de toute façon peu de chances de réussir — ou bien ils abandonnent purement et simplement leur projet et Cable TV Ltd. doit se trouver un autre acheteur qui sera acceptable au regard des lois québécoises.

Justement, une autre compagnie, bien québécoise celle-là, Vidéotron Ltée, qui exploite déjà un système

de cablodistribution dans la région de Gatineau, tout près de Hull, serait intéressée à acheter les actions de Cable TV Ltd. dans Laurentian.

Mais ce que l'on retiendra surtout de cet incident, au-delà des détails de parcours, c'est qu'une nouvelle étape vient d'être franchie dans la longue querelle de Québec et d'Ottawa sur les communications. Après les discussions théoriques, après l'adoption de mesures législatives, on vient de passer aux actes. Et l'on peut dire que c'est une solide pierre qui vient d'être lancée dans la mare fédérale.

Solide pierre également dans la mare de l'Association canadienne de télévision par câble, dont le président R.C. Short, dans une attaque évidente contre les politiques du ministre québécois des Communications Jean-Paul L'Allier, écrivait en juillet dernier dans le bulletin de l'ACTC: "Nos représentants politiques devront désormais songer beaucoup plus à la souveraineté du téléspectateur et un peu moins, peut-être, à la détermination du niveau de gouvernement à qui appartient la juridiction des services de cablodistribution. (...) Nous avons peut-être atteint, maintenant, l'époque au cours de laquelle le public exigera de nous l'obéissance aux règlements édictés en matière de cablodistribution plutôt qu'à des technicalités pseudo-légales et psycho-politiques imposées par des gouvernements en mal de juridiction."

Le magistère du CRTC

Comment réagira l'Association face à cette manifestation de "souveraineté culturelle pseudo-légale et psycho-politique"? Comment réagiront surtout les diverses instances fédérales intéressées?

Difficile à dire. Pour le CRTC, cependant, qui n'a jamais ordonné à Cable TV Ltd. de vendre ses intérêts dans Laurentian à Bushnell, qui n'a fait que le lui permettre, on peut présumer qu'il saura se retourner avec élégance même si, pour des raisons qui lui échappent, l'autorisation qu'il a donnée n'a pas de suite. Ce n'est pas à lui d'engager des polémiques de caractère politique.

On doit tout de même constater, en attendant d'éventuels rebondissements, que l'ouverture de ce nouveau chapitre souligne l'érosion du magistère du CRTC sur la cablodistribution et tend à confirmer le bien-fondé de la tâche du ministre L'Allier selon laquelle c'est en exerçant de facto son autorité que le Québec favorisera peu à peu une meilleure définition du partage des pouvoirs dans ce domaine particulier.

Découverte dans les appareils auditifs!

Nouveau microphone permettant "L'AUDITION SÉLECTIVE"

Maico, un pionnier dans le domaine des prothèses auditives, a annoncé le lancement d'un appareil auditif incorporant un tout nouveau principe dans la conception du microphone. Le Mark 100 élimine la plupart des bruits de fond distrayants en permettant à l'utilisateur de n'entendre que ce qu'il désire écouter et cela d'une manière plus claire et plus compréhensible.

Ce microphone unique utilisé dans ce modèle s'ajustant à l'oreille est appelé "LAD" (Linear Array Diaphragm). Il comporte deux admissions pour les sons, l'une à l'avant et l'autre à l'arrière. Cependant, les sons captés par l'arrière sont filtrés à travers un faisceau de 300 canaux microscopiques en verre qui les "réorientent" faiblement, les déphasant d'avec les mêmes sons qui pénètrent par l'avant. En conséquence, les bruits provenant de l'arrière sont sensiblement atténués. Quant aux sons provenant de l'avant dans la direction de l'utilisateur, ils impriment au microphone des impulsions sans atténuation, totalement amplifiées, donc perçues plus clairement.

De laborieux essais de mise en marche de ce nouvel appareil auditif parmi des usagers d'expérience, ont révélé de remarquables améliorations, particulièrement pour la

compréhension de la parole. En outre, les difficultés d'adaptation que rencontrent les nouveaux usagers d'appareils auditifs sont considérablement réduites.

Nous avons mis au point une démonstration spéciale de 10 minutes permettant aux usagers d'appareils auditifs de comparer les améliorations rendues possibles par cette nouvelle conception du microphone. Le coupon ci-dessous peut être adressé à MAICO à Minneapolis pour demander une démonstration qui vous sera faite au moment qui vous conviendra. Cette démonstration est gratuite et ne comporte aucune obligation de votre part.

Maico Hearing Service
1529 West 7th Street
Minneapolis, MN 55408
Veuillez communiquer avec moi pour le "Mark 100"

NOM
ADRESSE
VILLE TÉLÉPHONE

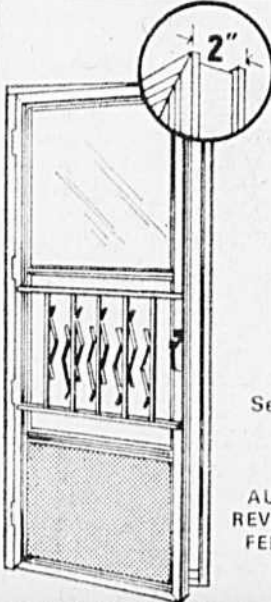
Egalement au 1010 Ste-Catherine est, suite 308

ÉCONOMISEZ 20%

Achetez maintenant et économisez 20% sur votre entretien et avant l'augmentation des prix.

FENÊTRES et PORTES

EN ALUMINIUM HIVER-ÉTÉ AVEC MOUSTIQUAIRES



- Faites sur mesure.
- Première qualité
- MAIN-D'OEUVRE et
- GARANTIE ÉCRITE DE 5 ANS
- Choix de couleurs
- Facilement enlevables de l'intérieur
- 3 rainures
- Isolation impenétrable pour étanchéité parfaite

ACHETEZ MAINTENANT
PAYEZ EN NOVEMBRE
• PAS D'INTÉRÊTS •

Service d'achat à domicile
Jour et soir
Termes faciles

AUSSI: AUVENTS, PORTES,
REVÊTEMENT EN ALUMINIUM
FENÊTRES COULISSANTES
PANORAMIQUES
ET PERSIENNES



DÉMONSTRATION ET
ESTIMATION GRATUITES

731-7676

MORCO ALUMINIUM INC.

8225, av. Mayrand
Montréal

• Achetez avec confiance

Plus de 20 ans d'expérience

La manifestation "Québec français"

Le service d'ordre, une machine qui a bien marché

par Marcel DESJARDINS
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Si "la marche du Québec français" s'est déroulée dans le calme, samedi, le Mouvement du Québec français (MQF) doit dire un gros merci à son propre service d'ordre.

Sans la diligence et la ténacité du service d'ordre du NQF, la manifestation contre la loi 22 aurait probablement tourné au vinaigre devant le Grand Théâtre de Québec, où "les amis" du Parti libéral du Québec participaient à une soirée-bénéfice à \$50 le billet.

Non seulement le service d'ordre du MQF s'est-il chargé de convaincre les manifestants de défiler "dans l'ordre et dans la joie" mais il les a encadrés en tout temps. Il s'est montré particulièrement alerte durant les moments "chauds" pour finalement éviter une confrontation pure et simple entre policiers de la SQ et les manifestants.

Pendant de longs moments, on a craint le pire devant le Grand Théâtre.

Les manifestants, qui devaient passer devant le Grand Théâtre sans s'y arrêter, ont plutôt choisi de s'y attarder au lieu de poursuivre leur marche vers la Collisée tel que prévu au programme. Les plus zélés sont demeurés sur place pendant près de 90 minutes.

A un certain moment, les manifestants ont réussi à contourner les barricades érigées devant le Grand Théâtre. Ils se sont approchés d'une trentaine de verges de l'amphithéâtre, et du "beau monde" qui s'amenait à la soirée de gala libérale.

Il n'en fallait pas plus pour faire "sortir" les membres de l'escouade anti-émeute de la SQ au pas de course, casqués et la matraque à la main.

Le service d'ordre dirigé par Pierre Thibodeau, de Montréal a rattrapé aussitôt en dépêchant tous ses membres (175 environ) au Grand Théâtre afin de constituer un véritable tampon entre la foule et les policiers.

C'est à compter de ce moment que le service d'ordre a vraiment démontré son efficacité. Pendant que chaque membre engageait la conversation vers les manifestants trop empressés, Pierre Thibodeau, flanqué de Pierre Marois, du Parti québécois et accompagné du sergent Gilles Drolet de la Sûreté municipale de Québec, négociaient avec les policiers qui com-

mançaient avec les policiers qui commandaient l'escouade de la SQ afin d'éviter une intervention qui mettrait le feu aux poudres.

Ainsi pendant de longs moments, le trio a couru des manifestants aux policiers pour inciter les uns à se diriger vers la Collisée afin d'assister au spectacle "Hors la loi 22", et pour demander aux autres de patienter encore quelques minutes en attendant le départ des manifestants. M. Marois s'est montré particulièrement ferme dans ses entretiens en plein air avec le responsable de l'escouade anti-émeute.

Les efforts de persuasion du service d'ordre ont porté fruits et finalement, peu après 8 heures, les derniers manifestants, toujours encadrés par des préposés du MQF, qui précédaient l'escouade anti-émeute, ont été refoulés loin du Grand Théâtre, pour finalement évacuer les lieux complètement.

M. Thibodeau a avoué, une fois la marche terminée, que le service d'ordre avait été débordé pendant quelques moments.

Il est clair, selon M. Thibodeau, que la police n'avait pas "d'intentions scabreuses" et qu'elle était disposée à collaborer avec le MQF pour éviter des incidents.

Cette collaboration s'est manifestée de différentes façons.

Ainsi, devant l'Assemblée nationale, le point de départ de la marche dans la ville de Québec, les policiers postés derrière les barricades portaient la casquette ordinaire au lieu du casque anti-émeute et de la matraque.

La SQ a aussi accepté de dresser des barricades devant le Grand Théâtre à la suite d'une demande formulée en ce sens, vendredi matin, par le MQF.

aux points de regroupement fixés aux entrées de la ville.

Ce contrôle méthodique permet aussi d'évaluer avec précisions les "forces" en présence. Tous calculs faits, vers cinq heures, on dénombre 8.500 personnes dans les convois venus de l'extérieur de Québec et stoppés en banlieue. On compte 110 autobus et plus de 800 voitures.

Boulevard Saint-Cyrille, à 500 personnes, principalement des étudiants, attendent l'arrivée des convois motorisés. On sait donc déjà qu'il y aura au moins 10.000 manifestants tout à l'heure. Le chiffre grossira en réalité à plus de 12.000.

Dans les points de rassemblements, les services d'ordre interne de chacune des colonnes préparent les départs. Vérifient parfois le contenu d'un sac à lunch suspect. Retirent des troupes un manifestant un peu éméché.

Les voyageurs soufflent un peu, prennent possession des pancartes fixées à des supports "sécuritaires" (de simples lattes. Pas des bâtons de deux par quatre).

A cinq heures, avec un retard d'une demi-heure, le feu vert est donné: les convois s'ébranlent vers le centre de la ville, selon des itinéraires convenus avec les forces de police.

Lorsque les manifestants commencent à défiler devant le Parlement, (à six heures) les organisateurs du MQF "tiennent" déjà les rennes, à distance, depuis 9 heures le matin. Ils restent aux écoutes, analysent le rapport des voitures-radio qui encadrent les marches.

Les consignes strictes, la bonne humeur des manifestants, leur maturité aussi, ainsi qu'un service d'ordre d'une ampleur et d'une compétence rarement vues ont fait le reste. La police des municipalités et la SQ, rassurées, ont choisi de chômer.

Un pépin: la fâcheuse proximité du Grand Théâtre où, par une coïncidence étonnante, des partisans libéraux sont réunis à une soirée-bénéfice. Les marcheurs défilent autour du Parlement, par un "circuit" qui approche à un point de 185 pieds les glaces du Grand Théâtre. Tout pouvait arriver. La police était prête, mais le service d'ordre du MQF veillait: les matraques n'ont pas servi.

Enfin, l'idée lumineuse, qui a permis de dégager les abords du Parlement sans casse, était de poursuivre la manifestation jusqu'à un "terminus" sans danger: un spectacle d'artistes bien connus, au Collisée de Québec. Qui donc aurait raté un monologue inédit d'Yvon Deschamps pour narguer la police au Parlement?

La foule remplissait déjà la Collisée lorsque les "contrôleurs" au siège de la CEQ ont jugé possible de plier bagage...

La Grande marche du Québec français, ce fut bien sûr surtout un événement politique. Mais est-ce insulte le MQF que de dire que ce fut peut-être la première manifestation de masse à avoir été complètement planifiée, complètement contrôlée, complètement réussie et qu'à ce titre elle mérite d'être admise en quelque sorte pour elle-même?

UNITED

SUITE DE LA PAGE A 1

"Quand un pour cent des travailleurs du Québec seront passés par là, ce ne sera plus pareil, a-t-il dit. A chaque fois, a-t-il ajouté, c'est un pan de mur du système qui tombe".

Reprenant les paroles de la chanson de Georges Dor, M. Charbonneau a signalé: "Ce n'est pas parce que l'on est en prison que l'on perd sa liberté. La liberté c'est d'abord d'être en accord avec soi-même et d'aller jusqu'au bout de ses convictions".

Pour sa part, le président du conseil provincial des machinistes, M. Armand Archambault a qualifié M. Robert Bourassa de "pire premier ministre de l'histoire du Québec" et il l'a traité de menteur public pour avoir dit que la formule Rand ne réglerait pas le conflit à la United Aircraft.

Pour l'occasion, la marquise du Grand Théâtre n'annonçait pas le souper du Parti libéral. Elle n'affichait pas non plus le spectacle "Up with People" pour éviter de choquer les manifestants partisans de l'unitarisme français.

Le MQF voulait absolument éviter que "le parti du Parti libéral" devienne "un motif de manifester".

"A la suite de nos rencontres avec la police, vendredi, a dit M. Thibodeau, nous étions convaincus que les forces de l'ordre ne voulaient pas faire de provocation."

La plupart des membres du service d'ordre de Pierre Thibodeau ont été recrutés, à Québec, au cours de la semaine dernière, chez les enseignants, chez les étudiants de l'université Laval et dans les cégeps de la région de Québec. Une soixantaine furent recrutés, samedi matin, à Montréal, parmi les manifestants qui venaient à Québec. Ce contingent fut transporté à Québec dans un autobus spécial et intégré aux autres bénévoles.

"Il est difficile de recruter des gens pour accomplir ce travail. C'est un peu leur demander d'agir à l'inverse de leur idée, qui est de manifester. Le service d'ordre, a ajouté M. Thibodeau, qui en était à sa 17e expérience dans ce domaine, doit être le tampon entre la foule et les policiers. Il ne doit pas jouer le rôle du policier. Il doit parler aux manifestants et les persuader.

"Le service d'ordre doit aussi établir un climat de confiance avec la police. A Québec, je crois que nous avons réussi cela."

Quant à lui, le service d'ordre a rempli son mandat et a atteint son principal objectif: "Protéger les marcheurs et l'objectif de la marche".

"La formule Rand, qui est reconnue depuis plus de 20 ans, a-t-il dit, est tellement conservatrice qu'on ne devrait même pas en parler".

Faisant un bref rapport dès la fin des 24 heures, M. Guy Bisailon, du Comité d'appui intersyndical de la Rive sud, qui organisait la manifestation, a signalé que tous les objectifs avaient été atteints.

Le but premier était de recueillir des fonds pour le dépannage des grévistes et M. Bisailon a dit que l'on pouvait déjà annoncer, avant d'avoir fait le dernier bilan, que l'objectif de \$50.000 a été atteint.

Un deuxième objectif qui était de réaliser quelque chose de jamais fait, soit une manifestation de 24 heures par et pour des syndicats et regroupant des gens de tous les milieux: artistes, commerçants, hommes d'affaires, travailleurs et étudiants s'est parfaitement concrétisé.

"Finalement, a dit M. Bisailon, le mouvement collectif que l'on voulait créer derrière les grévistes de la United Aircraft en faisant le conflit de tous est maintenant existant".

BUSING

SUITE DE LA PAGE A 1

Il y a 20 ans, la Cour suprême des Etats-Unis ordonnait qu'un terme soit mis à la ségrégation raciale dans les établissements scolaires publics.

Au fil des ans, les Etats devaient trouver des formules adéquates pour appliquer cet édit.

C'est ainsi que le "busing" a pris naissance.

Mais bien qu'un Etat précis ait décidé de mettre en vigueur le "busing", il arrivait souvent que des Commissions scolaires refusent d'appliquer ce programme.

Il arrivait aussi que des Etats se prononcent tout à fait contre. La preuve, ce qui s'est passé en 1971.

En mai 1971, la Cour suprême des Etats-Unis désavouait et déclarait ainsi inconstitutionnelle une loi de la Caroline du Nord interdisant le transport d'écoliers par autobus pour fins de déségrégation.

En 1971 aussi, le Sénat votait contre le "busing" ainsi que le président Nixon, en 72.

La Chambre des représentants américains approuvait même, en juin 72, un projet de loi "anti-busing".

Et les années ont passé. En août de cette année, 20 ans après que l'ordonnance de déségrégation de la Cour suprême était rendue publique, le Département de la santé, de l'Education et du bien-être américain, précisait qu'environ 11,2 p. cent des écoliers noirs fréquentent des écoles où il n'y a pas d'enfants blancs.

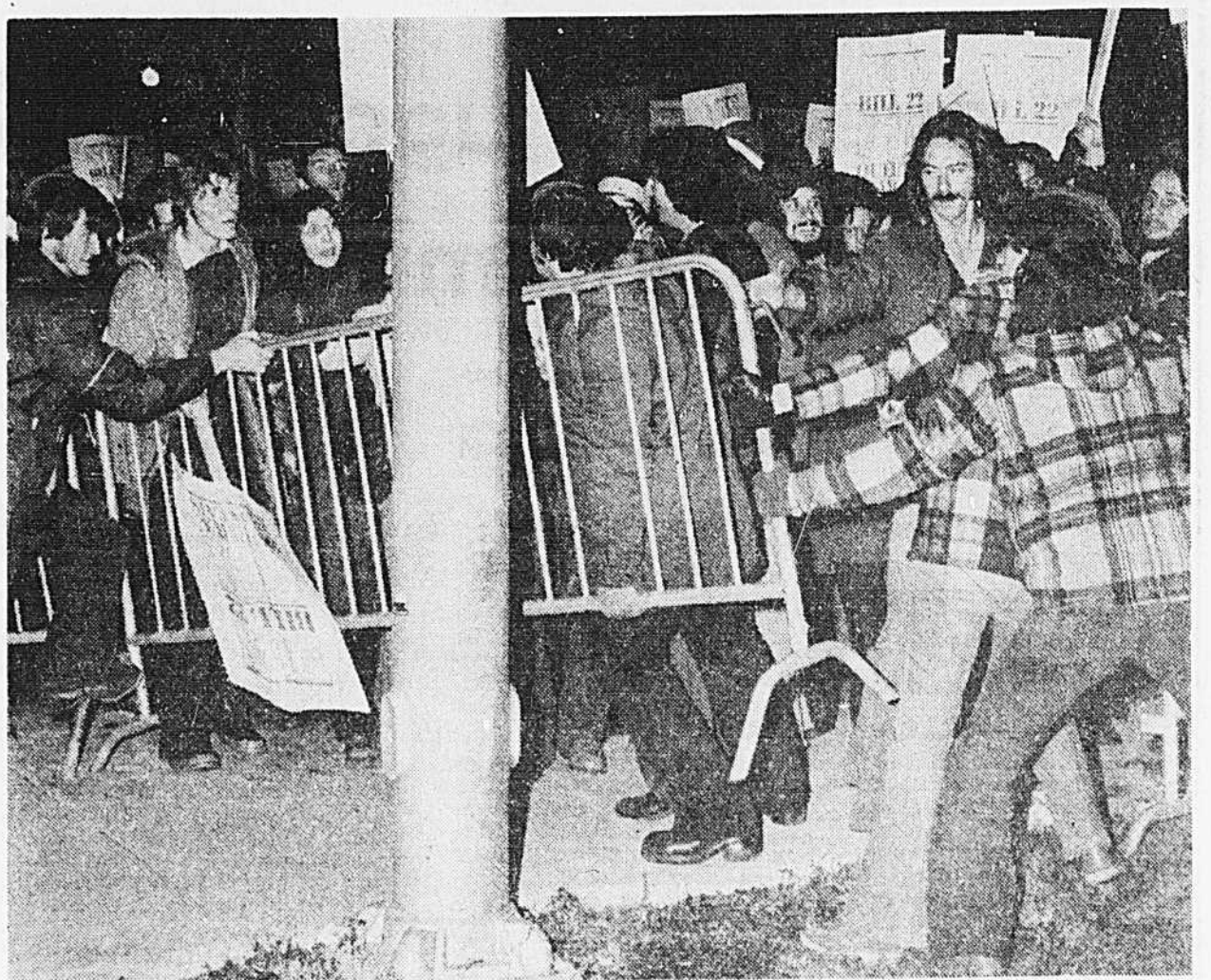
En guise de riposte, tous les groupes de défenses des droits civils ont répliqué que la faute en était au département en question, qu'ils accusaient d'avoir lutté avec trop de mollesse contre la ségrégation scolaire et surtout de n'avoir pas appliqué avec assez d'énergie les sanctions prévues pour châtier les infractions.

Beaucoup plus tôt, en 1965 plus précisément, l'Etat du Massachusetts avait voté une loi nommée "Elimination of Racial Imbalance Law"; mais durant neuf ans, la Commission scolaire irlandaise de Boston (Irish Catholic Boston school committee) a bloqué l'application de ce qui prônait l'intégration des Noirs aux Blancs et vice versa.

C'est ainsi que le juge fédéral W. Arthur Garrity a pris toute l'affaire en main et exigeait le 21 juin dernier que dès septembre de cette année, la déségrégation devrait se faire selon le programme fédéral américain, soit le "busing".

Qui a oublié les problèmes que l'application du "busing" a soulevés aux quatre coins des Etats-Unis: émeutes raciales sanglantes, etc.?

Mais qui aurait songé que dans la paisible ville de Boston qui



Lors du défilé de samedi soir à Québec contre la loi 22, la foule de 15.000 manifestants a failli déborder à quelques endroits, mais le service d'ordre impeccable mis sur pied par les organisateurs est intervenu efficacement à chaque occasion pour tenir la situation bien en main. La police n'a pas eu à intervenir et on n'a enregistré aucun désordre ni aucune arrestation.

compte seulement 624.900 habitants, la colère des Blancs, la plupart des Irlandais aurait pris une telle importance?

On compte 94.000 étudiants à Boston, 18.000 touchés par le "busing", dont 8.000 Blancs.

Bien sûr, les problèmes n'ont pas éclaté partout.

Mais dans Hyde Park, une sorte de banlieue de Boston — qui n'en est pas une — où les Blancs composent 99,3 p. cent de la population — on refuse que dans leurs high schools, où l'on ne comptait, l'an dernier, que 13 p. cent de Noirs, qu'ils soient cette année, 41 p. cent.

En plus de manifester publiquement leur désaccord, ces parents gardent leurs enfants à la maison. Enfants qui devraient aller à l'école dans le quartier noir.

Dans South Boston, quartier irlandais, composé de travailleurs qui appartiennent à la classe moyenne, on refuse aussi l'intrusion des Noirs.

On s'objecte, là aussi, en gardant les enfants à la maison, plutôt que de les voir prendre le "bus" qui les conduirait dans le quartier noir de Roxbury.

Alors qui sont ces Noirs que l'on refuse (20 p. cent de la population) et à qui ressemble Roxbury?

Ces Noirs et Roxbury font un tout: c'est le quartier depuis toujours malfamé de Boston celui où le plus de meurtres et d'attentats

de toute sorte se produisent. Dans Roxbury on n'a jamais aimé les Blancs.

Même les plus libéraux parmi les gens rencontrés hésitent à répondre à cette question: enverriez-vous vos propres enfants dans le quartier de Roxbury?

Et qui plus est, s'ils doivent faire le trajet en autobus. Puisque le quartier est situé à plusieurs milles des quartiers blancs désignés.

Alors cette forme de déségrégation est-elle irréalisable ou inacceptable?

Pas dans tous les cas. Mais il faut respecter les quartiers naturels des citoyens, leur mode de vie et pratiquer l'intégration à pied plutôt qu'en autobus jaune, autobus qui ne font qu'attiser la haine des ennemis du mélange des Noirs et des Blancs.

Au Dorchester high school, entre autres, situé dans un quartier composé presque naturellement de familles blanches et noires à revenu faible, on a procédé dès l'an dernier à un plus équitable partage des Noirs et des Blancs.

Bien sûr, des troubles ont éclaté à la rentrée. Mais se sont résorbés avec le temps: les enfants appartenant à des milieux familiaux identiques. Bien sûr aussi, les bagarres se poursuivent. Mais des policiers sont présents à la porte, prêts à intervenir.

Ils ne dérangent aucunement les étudiants qui savent — ou ont ap-

pris — à régler hors de l'école leurs différends.

Et il n'y a pas au Dorchester high school 34 autobus jaunes qui attendent les Noirs, comme au Hyde Park, mais que dix.

Le problème de la déségrégation est loin d'être résolu: selon les dernières statistiques américaines, dans les 20 principales agglomérations urbaines des USA, un enfant noir sur quatre fréquente une école où il n'y a pas de Blancs; et ces mêmes 20 agglomérations rassemblent les 31 p. cent de tous les écoliers noirs américains.

Et comment peut-on obliger des parents à envoyer leurs enfants blancs dans des écoles noires, ou des parents noirs à envoyer leurs enfants dans des écoles blanches quand on sait pertinemment que les parents eux-mêmes ne peuvent cohabiter en paix.

...Et que même les chauffeurs de taxis blancs refusent de conduire les Noirs chez eux.

Est-ce aujourd'hui que ça pètera à Boston et que les Irlandais Blancs, ou les Noirs, feront leurs premières victimes de ce qui risque d'être une plus longue déségrégation que celle prévue et "ordonnée" par l'Etat.

L'Armée n'est peut-être plus sur un pied d'alerte, mais tous les corps de police du pays participent encore ce matin à la rentrée et à la sortie scolaires des écoliers dont les parents acceptent le "busing".

CBF-690
sourit, chante
et vous enchante

A Montréal, c'est à CBF-690 qu'on trouve de l'humour, des chansons et de la variété dans les variétés. CBF-690 est la radio qui produit et crée pour ses auditeurs. Artistes canadiens ou étrangers, vedettes dans le vent, talents nouveaux, c'est le menu quotidien. On commence la journée en souriant avec Michel Desrochers, on découvre des personnalités avec Pierre Paquette et Colette Devlin, l'après-midi chante en compagnie de Gilles Dupuis, on pénètre en soirée dans le monde insolite avec Jacques Languirand, et le jour s'active avec Jean-Maurice Bailly. A la radio, CBF-690 offre le programme le plus complet de divertissements.

CBF-690

LOI 22

SUITE DE LA PAGE A 1

points de la rive-sud. Une autre partie de Sherbrooke draine au passage les militants des Cantons et ceux de la Beauce. De Rimouski, de Sept-Îles, deux autres colonnes remontent le Saint-Laurent.

A Québec, au siège de la Centrale de l'enseignement du Québec, un état-major occupe son poste de commandement depuis 9 heures le matin.

Par téléphone, les chefs de chaque colonne font rapport périodiquement. Sur une carte, on suit la progression de la marche. Tel groupe est en avance: on le freine. Tel autre retarde: on lui demande d'accélérer.

Lorsque les colonnes arrivent à une soixantaine de milles de Québec, le radio-téléphone (sur les ondes du Citizens'Band) entrent en action. Deux voitures-radio par colonne, une qui ouvre la marche, une autre qui la ferme.

Au siège de la CEQ, dans une salle de contrôle hermétiquement, obstinément fermée à tous les intrus (journalistes inclus), des contrôleurs de trafic parviendront à coup de douzaines de messages, d'ordres et contre-ordres, à faire arriver tous les convois à temps.

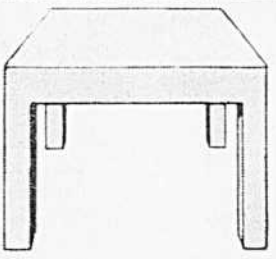
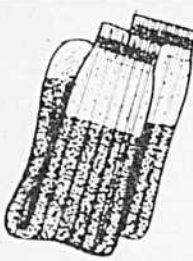
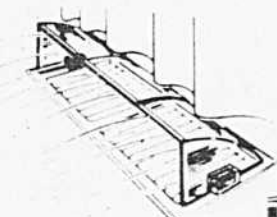
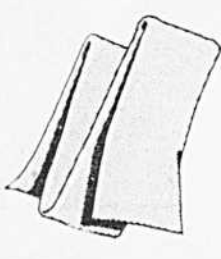
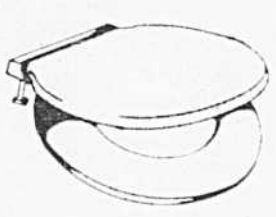
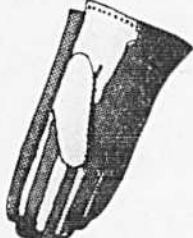
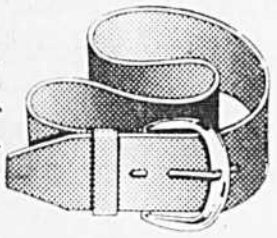
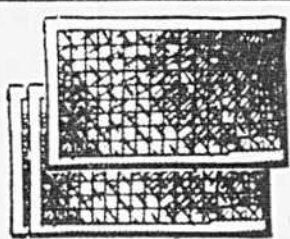
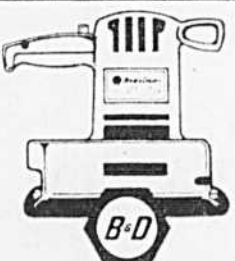
HORIZON

Offre avantageuse

2 jours seulement
MARDI et
MERCREDI

Économisez encore plus sur nos bas prix habituels!

Prix en vigueur jusqu'au 23 octobre 1974.

ÉCONOMISEZ \$2 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Soutiens-gorge de marques réputées. Playtex, Lovable, Dominion etc. \$4 et plus. Limite de 4 par client. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$3 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Souliers d'entraînement. Adidas empeigne cuir. Point. 6 à 12. Cour. 16.97. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$1 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Théière 6 tasses de Corningware. Cour. 6.57. HORIZON
ÉCONOMISEZ 25c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Bikinis et culottes pour dames. Imprimés ou unis. Cour. 47c et plus. Limite de 4 par client. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$5 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Bottes bien isolées à coutures renforcées. Point. 7 à 12. Cour. 26.97. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$3 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Tables en styrene léger dans un choix de couleurs. Cour. 10.97. HORIZON
ÉCONOMISEZ 25c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Choix de bas-culotte dans diverses teintes. P.M.G. Cour. 87c et plus. Limite de 4 par client. HORIZON	ÉCONOMISEZ 75c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Chaussettes de laine grise pour hommes. Point. universelle. Paquet de 3 paires. Cour. 3.47. HORIZON	ÉCONOMISEZ 30c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Deflecteur à air réglable de 10 à 14 pouces. Cour. 1.17. HORIZON
ÉCONOMISEZ 25c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Collants pour enfants. Choix de couleurs, tricot uni ou torsade. 6 mois à 6 ans. Cour. 97c et plus. Limite de 3 par client. HORIZON	ÉCONOMISEZ 75c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Écharpes pure laine d'Europe, pour hommes. Teintes d'automne. Cour. 4.57. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$1 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Siège de toilette, plastique, style contour. Ferrures comprises. Cour. 3.97. HORIZON
ÉCONOMISEZ 25c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Dentifrice Colgate MFP au fluorure. 100 ml. Cour. 1.07. HORIZON	ÉCONOMISEZ 75c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Gants en cuir traité suède pour hommes. Ton havane. Point. P à EG. Cour. 4.97. HORIZON	ÉCONOMISEZ 30c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Antigel pour lave-pare-brise. Efficace jusqu'à -35°. Contenant de 1 gal. Cour. 1.57. HORIZON
ÉCONOMISEZ 80c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Crème de nuit hydratante Nivea. 15 onces. Cour. 3.47. HORIZON	ÉCONOMISEZ 75c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Ceintures en cuir ou daim pour hommes. Noir, brun, bleu, blanc. 30 à 42. Cour. 4.47. Fabriquée au Canada. HORIZON	ÉCONOMISEZ 30c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Filtres à fournaise, pqt de 3. Convient à la plupart des fournaises. Cour. 2.47. HORIZON
ÉCONOMISEZ 25c SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Bromo Seltzer pour soulager rapidement les maux d'estomac. 5 1/2 onces. Cour. 1.17. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$3 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Sableuse B & D à action circulaire 25" carrés, moteur 2.2 amp. Cour. 22.97. HORIZON	ÉCONOMISEZ 1.50 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Grande poubelle en métal galvanisée, avec couvercle. Cour. 6.47. HORIZON
ÉCONOMISEZ \$5 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Radio-réveil "Detson" à lecture directe. Tout transistor. Réveil en musique. Cour. 43.97. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$3 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Scie sauteuse B & D, coupe métal et bois. Moteur 2.5 amp. Cour. 22.97. HORIZON	ÉCONOMISEZ \$2 SUR LE PRIX COURANT HORIZON pendant la vente 	Tables d'appoint à 3 tablettes. Fini émail. Prise de courant. Cour. 9.97. HORIZON

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités

HORIZON

Le magasin minimarge pensé pour vous



Utilisez votre carte-comptable Eaton

TROIS MAGASINS HORIZON À VOTRE SERVICE DANS LA RÉGION DE MONTREAL

ROSEMÈRE
339 boul. Curé Labelle

GREENFIELD PARK
801 boul. Taschereau

ST. LAURENT
2215-2225 boul. Laurentian

HEURES D'OUVERTURE

Lundi à mercredi 9 h 30 à 18 h 00
Jeudi et vendredi 9 h 30 à 21 h 00
Samedi 9 h à 17 h.

La lutte contre la loi 22 se porte dans les régions

par Gilles GARIEPY

de notre bureau de Québec

QUÉBEC — La lutte contre la loi 22 va s'intensifier et se mener désormais non seulement à l'échelle québécoise mais aussi, de plus en plus, à celle des régions.

Tel est l'engagement pris par les dirigeants du Mouvement Québec français (MQF) samedi soir, au terme d'une journée de manifestation particulièrement réussie.

"C'est le coup d'envoi de la lutte à finir des Québécois contre l'érosion du français", a dit le président du MQF, M. François-Albert Angers.

Le Mouvement se propose maintenant de "voir à ce que les effets de la loi 22 soient surveillés de très près", tant dans le monde du travail et des affaires que dans celui de l'éducation.

Ainsi, il a signalé que des

parents de Saint-Léonard viennent d'exiger des classes maternelles anglaises de manière à ce que leurs enfants aient la "connaissance suffisante de l'anglais" requise pour être admis plus tard à l'école anglaise.

"Les événements, a prêté M. Angers, vont démentir la prétention du gouvernement Bourassa d'avoir fait du français la seule langue officielle du Québec."

Le MQF, pour sa part, entend intensifier son rôle de "chien de garde" et, pour cela, juge nécessaire de s'appuyer sur l'action de groupes locaux.

"Si nous avons mis tant de soin, a expliqué M. Angers, à mobiliser les gens de toutes les régions pour cette manifestation, c'est justement parce que nous envisageons

la lutte à la loi 22 à partir des régions."

Il faut, a-t-il dit, montrer que le français est mis en péril partout, non seulement à Montréal; pour cela, le MQF va créer des comités régionaux de vigilance.

Des bilans, mois par mois

Ces comités, a indiqué pour sa part M. Yvon Charbonneau, président de la CEQ et l'un des dirigeants du MQF, vont publier des bilans, mois par mois, de l'érosion du français. "Les étés sont courts, les hivers sont longs, nous allons nous charger de rendre celui-ci particulièrement rigoureux sur la question linguistique", a-t-il tonné.

Le secrétaire général de la FTQ, M. Fernand Daoust, a abondé dans le même sens, prédisant que l'opposition à

la loi 22 "va prendre une envergure à nulle autre pareille" au cours des mois à venir et souhaitant que la loi sur la langue officielle soit "aussi suicidaire pour les libéraux que le bill 63 l'a été pour l'Union nationale".

Son collègue Pierre Vadeboncoeur, de la CSN, a pour sa part relié la manifestation de samedi non seulement au combat linguistique, mais aussi à la lutte des travailleurs contre la United Aircraft et les autres multinationales.

M. Vadeboncoeur s'est par ailleurs réjoui que la Grande marche du Québec français ait eu comme retombée de relancer un regroupement des étudiants québécois, absents des actions collectives depuis que leurs aînés immédiats ont sabordé leurs associations en 1969.

Contre la loi 22

La revendication joyeuse

par Richard CHARTIER

envoyé spécial de LA PRESSE

QUÉBEC — La manifestation à laquelle des milliers de Québécois ont participé samedi à travers la province passera à l'histoire de la revendication joyeuse.

Socialement, politiquement et, surtout, géographiquement.

Les organisateurs ayant eu tout le loisir d'organiser, l'esprit qui animait les manifestants a donné à cet événement la dimension qui lui revient.

La température ensoleillée aidant, les manifestants ont profité de l'occasion pour admirer le paysage du Chemin du Roy à bord des caravanes parties de Montréal, Hull, Rouyn-Noranda et La Tuque.

Les échanges entre les manifestants et la population ont été singulièrement brefs puisqu'à certains moments, les véhicules filaient jusqu'à 60 milles à l'heure.

Néanmoins, le spectacle des véhicules habillés d'un message commun ne passait pas inaperçu. On sortait pour saluer, souvent pour renchérir. Parfois on se contentait de soulever un coin de rideau de fenêtre pour diluer rapidement une appréhension secrète.

Tandis que des colonnes d'autobus et de voitures convergeaient par centaines vers trois points de ralliement dans la banlieue de la Vieille capitale, les convois partis de Hull, Rouyn-Noranda et La Tuque se greffaient à celui de Montréal pour aboutir, vers 17 h 30, au point de ralliement situé dans le parc industriel de Saint-Augustin, à cinq milles des édifices parlementaires.

Les caravanes ayant passé

par Saint-Jérôme et Joliette ont rallié la colonne principale à Lavaltrie, vers midi trente, tandis que celles venues de La Tuque, Grand-Mère et Shawinigan faisaient de même à 14 heures au centre commercial de Trois-Rivières-Ouest.

La caravane partie de Montréal s'était formée au Carré Viger dès 10 heures. On y comptait pas moins de 5.000 manifestants distribués dans 50 autobus et quelques 500 voitures. Le départ s'est effectué à 11h20 — il avait été prévu pour 11 heures — et a été facilité par une escorte de la police de la CUM.

Pour donner une idée de l'ampleur d'un tel convoi motorisé, signalons que le Nord-Ouest était représenté par 500 personnes (neuf autobus et 30 voitures), les régions de Hull, Saint-Jérôme et Joliette par 400 manifestants (sept autobus et 37 voitures) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean par 800 personnes (16 autobus et une vingtaine de voitures).

Les manifestants montréalais ont mis six heures à accomplir le périple sans la moindre anicroche. Aux deux points de ralliement qui jalonnaient le parcours, on a d'ailleurs pu apprécier la discipline des participants qui ont fait un succès de cette première phase de la manifestation.

La marche autour du complexe parlementaire — qui constituait la phase suivante — a débuté à 18h35, soit avec une heure de retard. Les invités péquistes, MM. Lévesque, Charron, Burns, Marois, Parizeau et Michaud ont été chaudement reçus par les manifestants en dépit

d'un froid de canard. Ce caprice de l'automne explique sans doute pourquoi les manifestants n'ont pas défilé sur la pente ventueuse qui les a mené au Grand Théâtre de Québec.

Plusieurs manifestants ont d'ailleurs choisi de s'attarder aux abords du fashionable immeuble où les libéraux participaient à une soirée au bénéfice du parti. Les barrières, qui tenaient les manifestants à environ 185 pieds du Grand Théâtre, furent contournées sans qu'il n'y ait toutefois d'échauffourée.

Dans cette opération, où les projectiles classiques étaient remplacés par des salves de gros mots, on a bien vu une ou deux douzaines d'oeufs atteindre quelques libéraux et libérales qui avaient la malchance de faire leur arrivée au même moment.

Mis à part cet incident, la marche d'encerclement autour des immeubles gouvernementaux a rejoint les espoirs du Mouvement du Québec français par son calme et par son expression de rejet du bill 22 sur les droits linguistiques. Il n'était pas 19h30 lorsque les manifestants se sont dispersés pour prendre le chemin du Collège où était présenté, à compter de 20h30, le spectacle "Hors-la-loi 22".

Ce spectacle, qui a pris fin à la première heure hier, mettait en vedette la loi 22 et six artistes engagés qui ont chanté, chacun à leur façon, la cause populaire.

"Il n'y a pas de solution politique. La solution dans l'amour et le respect de la vie", a lancée Priscilla, une jeune chanteuse venue du Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui a su soulever l'enthousiasme

Un échec lamentable

— Robert Bourassa

de notre bureau de Québec

Parlant en soirée samedi devant quelque 1.800 libéraux

réunis au Grand Théâtre de Québec, le chef du gouvernement québécois, M. Robert

Bourassa, a mis de côté le ton posé et calme qui le caractérise habituellement pour stigmatiser les adversaires de la loi 22.

Il a d'ailleurs consacré la majeure partie de son exposé à ses détracteurs qui quelques moments auparavant avaient manifesté de façon bruyante leur mécontentement envers la loi sur la langue officielle.

Devant un auditoire réuni pour une soirée-bénéfice du Parti libéral du Québec, à \$50 le billet, M. Bourassa a minimisé l'importance de cette manifestation organisée par le Mouvement pour un Québec français (MQF) et vanté les mérites de son gouvernement pour avoir légiféré sur l'épineuse question linguistique.

Il a qualifié cette manifestation "d'échec lamentable". Pour lui, les instigateurs de l'événement sont des "séparatistes qui se livrent à une action démagogique pour des intérêts partisans et mesquins; ils admettent difficilement que ce soit le PLQ qui a fait du français la langue officielle".

Visiblement piqué au vif, M. Bourassa a enchaîné: "Ils étaient tantôt quelques milliers à manifester — sur une population de six millions — dirigés par un quarteron de politiciens".

Dans la même veine, il devait rappeler au souvenir de son auditoire les difficultés que traversent la Fédération des travailleurs du Québec devant la Commission Cléche: "Il y avait même des dirigeants de la FTQ, comme s'il n'y avait pas de problèmes à la FTQ ces jours-ci".

LE DROIT À L'INFORMATION

16 NOVEMBRE — MONTREAL

UN "FARCEUR" ANNONCE LA MORT DE GILLES PELLERIN.
CKAC DIFFUSE LA FAUSSE NOUVELLE.
CKVL DIFFUSE LA FAUSSE NOUVELLE.
CJMS VERIFIE ET RECTIFIE.

2 AVRIL — PARIS

LE PRESIDENT POMPIDOU MEURT.
CJMS ANNONCE LA NOUVELLE AVANT LES AGENCES INTERNATIONALES.

9 JUIN — SHERBROOKE

UNE RUMEUR VEUT QUE LE GOUVERNEUR GENERAL J. LEGER SOIT DECEDE.
CKAC DIFFUSE CETTE FAUSSE NOUVELLE.
CJMS VERIFIE ET RECTIFIE.

8 JUILLET — OTTAWA

C'EST LA JOURNEE DES ELECTIONS FEDERALES AU CANADA.
CKAC DIFFUSE LE BASEBALL.
CJMS DIFFUSE LES RESULTATS COMPLETS DES ELECTIONS.

15 JUILLET — CHYPRE

LES AGENCES DE PRESSE INTERNATIONALES ANNONCENT L'ASSASSINAT DU PRESIDENT MAKARIOS.
CJMS DEMENT LA NOUVELLE ET RETRANSMET LE DISCOURS DE MAKARIOS DIFFUSE PAR LA RADIO CLANDESTINE.

AUTOMNE 74 — MONTREAL

LE DROIT À L'INFORMATION SÉRIEUSE...

CJMS
1280 MONTREAL

Avant de regarder ce qu'il a à vendre, regardez s'il a le droit de le vendre.

Vous parlez à un vendeur de véhicules d'occasion? Exigez, avant tout, de voir son permis de vendeur d'automobiles usagées (valable aussi pour les motoneiges, motocyclettes, roulottes motorisées, véhicules tout-terrain, etc).

S'il ne peut vous montrer son permis, écrivez immédiatement à l'Office de la protection du consommateur. Rappelez-vous que le vendeur sans permis n'a pas versé le cautionnement exigé par la Loi de la protection du consommateur. Ce cautionnement sert en cas de poursuite que vous lui intenteriez.

Renseignez-vous. Sachez avec qui vous faites affaire!

Pas de permis, pas de client!



OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

800, Place d'Youville
7e étage
Québec, P.Q. G1A 1L8
201, est, boul. Crémazie
1er étage
Montréal, P.Q. H2M 1L2
662, boul. St-Joseph
Hull, P.Q.
134, est, rue St-Germain
Rimouski, P.Q.

176, rue Principale
Rouyn, P.Q.
740, ouest, rue Galt
Sherbrooke, P.Q.
863, rue St-Pierre
Trois-Rivières, P.Q.

la presse

livraison à domicile

874-6911

du lundi au vendredi: 8 h.m. à 5 h.p.m.
le samedi: 8 h.m. à 5 h.p.m.

VENTE TOYOTA 1974

Nous désirons vous faire partager notre enthousiasme pour cette occasion qui vous permettra d'épargner d'une façon substantielle. Comme vous le savez déjà, les prix de toutes les voitures fabriquées au pays monteront en 1975 de \$400 à \$500. Y compris nos voitures. Cependant, vous aurez toutes les satisfactions à prendre le volant d'une de nos voitures Corolla 1200, immédiatement, pour \$64.19 par mois seulement.

Ne tardez plus et venez faire un tour en demandant à l'un de nos représentants vendeurs de vous montrer le moyen de partir au volant d'une belle acquisition à prix avantageux.

MONTREAL CMI
TOYOTA

2955 CÔTE-DE-LIESSE
747-9811

7144 CÔTE-DES-NEIGES
342-1080



Le rapport Parent n'est pas encore réalisé

QUEBEC — "Rarement, sinon jamais, un rapport aura été si favorablement accueilli par un gouvernement, surtout ses deux premiers volets."

Cette affirmation du père Richard Arès lors du colloque sur "Le Rapport Parent, dix ans après", organisé par la Société royale du Canada, quelques-uns des six conférenciers la nuanceront. Elle demeure cependant juste dans ses grandes lignes.

"Les recommandations du rapport ont conduit à la création d'un ministère de l'Éducation et d'un Conseil supérieur de l'Éducation. Puis, le système lui-même reçut l'impact du rapport: création des cégeps, restructuration des commissions scolaires qui traduisaient l'un des premiers objectifs du rapport: la démocratisation de l'enseignement", rappelle le père Arès.

Mais y a-t-il une grande marge entre la réforme scolaire telle qu'elle a été rêvée par les auteurs du rapport Parent (et la société qui y a contribué) et telle qu'elle a été réalisée? Que reste-t-il encore à faire?

Insistant surtout sur les intentions du système mis en place, M. Arthur Tremblay, ex-membre de la commission Parent qui fut aussi sous-ministre de l'Éducation, estime que la démocratisation de l'enseignement s'est effectivement réalisée aux quatre piliers concernés: politique, financier, pédagogique et à celui de la scolarisation.

Certes, certaines corrections restent à faire. Au chapitre de la démocratisation pédagogique, notamment, M. Tremblay se demande si le ministère n'a pas été amené "à aller trop loin dans la bonne direction en fractionnant indûment les programmes d'études et en raffinant à l'excès les contenus des "carrières" étudiantes". Il estime, à cet égard, qu'il faudrait procéder à des regroupements de matières et à une réduction du nombre de choix pour l'étudiant du secondaire.

Vive critique

A l'opinion somme toute optimiste de M. Tremblay, s'oppose une assez vive critique de la réforme pédagogique par M. Roland Vinette, de l'Université Laval.

La litanie de doléances qu'il a citées sur l'enseignement professionnel au secondaire fait preuve d'un malaise si grand qu'on devrait remettre en question la philosophie et les principes qui le sous-tendent. L'échec de l'intégration de l'enseignement professionnel aux polyvalentes et la dévalorisation de cet enseignement lui paraît l'une des pierres d'achoppement du système.

Il mesure une assez longue marge entre les recommandations du rapport Parent quant aux structures pédagogiques et leur traduction dans les faits.

A l'élémentaire, plutôt que des regroupements mobiles et variables, devant tenir compte du rythme d'apprentissage de chaque enfant, on a des classes par âge et on continue toujours de parler de degrés.

Au secondaire, la création d'écoles polyvalentes est pour plusieurs "la" réforme scolaire. Mais plusieurs des principales recommandations du rapport n'ont pas reçu l'application rêvée: premier cycle indépendant du second; commencement d'orientation particulière des études au second cycle; écoles polyvalentes de 1.000 à 1.200 élèves. Mais c'est surtout l'intégration de l'enseignement professionnel qu'il faut repenser; en un mot, "l'échec total de la polyvalence tant au niveau secondaire que collégial".

Création de l'esprit

Signalant que le premier cégep est né en 1967, M. Maurice Lebel, de l'Université Laval, trouve qu'il est un peu tôt pour parler de la faillite ou du succès des cégeps.

Les 37 cégeps actuels et les 23 collèges privés n'ont pas encore eu le temps de s'inscrire dans une tradition et d'arriver à maturité. Tout comme les lycées français créés en 1808 par Napoléon, les cégeps (Collèges d'enseignement général et professionnel) sont une création de l'esprit: ils ne sont pas sortis du passé du Québec.

Mais la mise sur pied d'un réseau complet et unifié de cégep, fréquenté par plus de 100.000 étudiants, le riche éventail de techniques offer-

tes, une certaine autonomie administrative, sont autant d'actifs.

M. Lebel se pose cependant des questions sur la "pédagogie du choix et de l'intérêt" qui place l'étudiant dans une sorte de supermarché de l'instruction. Il a l'impression que les étudiants y sont inquiets, à la recherche d'une échelle de valeurs, d'une philosophie de la vie. Par contre, ils auraient développé un certain sens des valeurs collectives, le souci d'améliorer leur milieu.

M. Lebel estime que les pré-requis des universités

sont trop lourds, manquent d'équilibre et de proportions.

Les commissions scolaires

M. Gérard Filion, qui fut membre de la commission Parent, estime que si l'on n'a que peu tenu compte des recommandations du rapport au chapitre des administrations scolaires et de leur financement, c'est peut-être qu'elles étaient plus le fait de spécialistes en pédagogie qu'en administration.

Le rapport préconisait l'impôt foncier uniformisé et l'octroi d'une seule subvention de développement scolaire

par région administrative. La seconde suggestion n'est pas retenue et il demeure une grande variété de secours financiers.

Ce n'est qu'en 1971 qu'on a légiféré pour regrouper les commissions scolaires, ne conservant à peu près rien de la recommandation du rapport Parent là-dessus: on conserve les commissions locales, on ne touche pas aux régionales (qui devaient être unifiées) et on oublie le conseil de développement scolaire.

Quant à la restructuration de l'île de Montréal, M. Guy

Rocher, également membre de la commission Parent, rappelle qu'il a fallu trois ministres de l'Éducation et la présentation de trois lois différentes pour créer enfin le Conseil scolaire de l'île de Montréal. Les commissions scolaires y sont passées de 33 à huit, mais elles gardent leur caractère confessionnel. Et c'est au Conseil lui-même de faire des recommandations sur la réorganisation scolaire de l'île. Ce que M. Rocher trouve particulièrement étrange.

Mais il applaudit au fait qu'on ait mis fin aux inégali-

tés fiscales et créé un régime démocratique d'élection des commissaires à Montréal, ce qui va plus loin que le rapport Parent.

La formation des maîtres

Soeur Ghislaine Roquet, également membre de la commission royale d'enquête sur l'enseignement, souhaite qu'on puisse "déployer autant d'imagination en formation des maîtres que dans la réforme à l'élémentaire ou au secondaire".

"Il faut une attitude beaucoup plus innovatrice en ce domaine. J'espère qu'on montrera, dans les dix prochaines années plus d'esprit créateur que le rapport Parent ne l'a-

vait fait", remarque-t-elle tout en signalant l'actualité de plusieurs recommandations.

Elle estime que le ministère a remis trop allègrement aux universités sa responsabilité en formation des maîtres, sans assurer de plan d'ensemble. On remarque, dit-elle, un incroyable manque de coordination au niveau des universités et la dilution des programmes dans plusieurs facultés.

On devrait pouvoir répondre aux besoins de formation et de perfectionnement par des programmes sur mesure et en utilisant des ressources autres qu'universitaires. Mais Soeur Roquet a également noté la "terrible fatigue", le

"sentiment de désespérance" des enseignants à qui on demande un effort constant de perfectionnement depuis 40 ans.

La conclusion de ce colloque appartient peut-être à M. Gérard Filion. Rappelant que "le rapport Parent a mis la hache dans le système qui nous précédait", il a dit:

"Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur la valeur des propositions pédagogiques du rapport Parent. Leur mise en vigueur a bouleversé tellement de choses, a perturbé tellement d'esprit, a mis fin à des traditions si bien ancrées qu'il n'est pas facile de rester objectif quand on se risque à porter des jugements de valeur."

ACHETEZ UNE TOYOTA 74 MAINTENANT ET ÉCONOMISEZ DES CENTAINES DE DOLLARS.

Votre concessionnaire Toyota vous offre des modèles 74 dont vous pouvez prendre livraison immédiatement, aux prix de 1974!

Des Corolla, des Corona, des Celica, des Mark II, des pick-up demi-tonne et des Land Cruiser à quatre roues motrices.

Tous à des centaines de dollars de moins que les voitures 1975 offertes par les concurrents.

Les Corolla, par exemple, à compter de \$2,599*.

Vous pouvez bien ne plus jamais vous faire offrir pareille aubaine pour une voiture neuve.

Nos nouveaux modèles vont arriver bientôt; aussi, dépêchez-vous de vous en procurer un de 74 pendant qu'il en reste encore.

**VOUS POUVEZ
GAGNER
UNE AUTO
ET DU
COMPTANT**

VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE TOYOTA POUR PLUS DE DÉTAILS.

LE CONCOURS "TOYOTA VOUS LE DONNE EN MILLES" BAT SON PLEIN.

TOYOTA

*Prix de liste suggéré par les fabricants au moment de la publication. Ce prix ne comprend pas: la vérification, la livraison à destination, l'immatriculation et les diverses taxes provinciales, ces frais variant d'une région à l'autre. (Toyota f. à b. Halifax, Montréal, Toronto, Vancouver.)

Cherchez dans les Pages Jaunes  le nom du concessionnaire Toyota le plus près de chez vous.

Le concours se termine le 26 oct. 1974.

**petites
annonces**

en commandant votre annonce, vous n'avez
qu'à donner votre numéro de carte

CHARGEX

Les quartiers de Montréal



Une civilisation de béton et d'asphalte, avec un minimum de verdure.

photo Michel Gravel, LA PRESSE

Béton, asphalte et... verdure

— 13 —

Des gratte-ciel qui forment un immense mur crénelé devant le Mont-Royal, des hôtels prestigieux et des maisons de tourisme minables, des appartements somptueux et des logis sordides, des grands magasins et d'agréables petites boutiques, des restaurants de gourmets et des cafés-terrasses, des temples religieux qui voisinent des cabarets à danseuses nues, une circulation dense aux effluves polluants.

Telle est l'image qu'offre le centre-ville de Montréal, image non dépourvue de beauté lorsqu'on l'examine de certains angles, notamment à partir du pont Champlain ou de la Cité du Havre. Image qui n'est pas sans captiver les touristes lorsqu'ils s'amènent du sud.

C'est, par contre, le secteur de la ville qui illustre le mieux l'idée de la civilisation du béton et de l'asphalte. Exception faite du Mont-Royal, la verdure y est très rare.

Le centre-ville, qui va de la rue Atwater à la rue Saint-Denis, entre la cime du Mont-Royal et l'artère Craig-Vitré (ou l'autoroute est-ouest), peut se diviser en deux

Les textes
de ces deux pages
sont de
Germain TARDIF

grandes portions passablement différentes l'une de l'autre: le centre-ouest, entre Atwater et Bleury-Parc; le centre-est, de Bleury-Parc à Saint-Denis.

Le groupe quatre quartiers: Saint-André, Saint-Georges, Saint-Laurent et Crémazie.

Le quartier Saint-André, le plus étendu des quatre, part d'Atwater, pousse jusqu'à la rue de la Montagne et comprend la moitié sud du Mont-Royal.

Le nom lui fut donné en 1903 pour rendre hommage aux citoyens d'origine écossaise dont saint André est le patron. Auparavant, depuis 1899, il était désigné sous le nom de Saint-Antoine-Sud.

Le quartier Saint-Georges forme un quadrilatère borné par les rues

de la Montagne, Saint-Antoine, Saint-Alexandre-Durocher et l'avenue des Pins.

Il existe depuis 1903 et on lui a donné ce nom pour honorer le patron des citoyens d'origine anglaise. Antérieurement, il s'appelait Saint-Antoine-Est.

Signalons que l'ancien quartier Saint-Antoine avait pris naissance en 1832, lorsque, pour la première fois, le territoire montréalais fut divisé en quartiers municipaux et que le faubourg Saint-Antoine devint un quartier de la ville.

Le quartier Saint-Laurent forme lui aussi un rectangle, entre les rues Saint-Alexandre-Durocher, Saint-Antoine-Craig, le boulevard Saint-Laurent et l'avenue des Pins.

Avant de devenir quartier de la ville, en 1832, ce territoire constituait le faubourg Saint-Laurent.

Le quartier Crémazie, appelé ainsi en l'honneur du poète canadien-français, a été formé en 1921 d'une partie des quartiers Saint-Louis et Saint-Laurent et comprend le territoire borné par le Carré Saint-Louis, la rue Sherbrooke, le boulevard Saint-Laurent, la rue Craig et la rue Saint-Denis.

La bureaucratie s'y concentre

Le Centre-ville-ouest (Saint-André et Saint-Georges) constitue, à lui seul, le véritable centre commercial et d'affaires de la ville. A ce titre, c'est l'un des principaux points de convergence des Montréalais, des banlieusards, des étrangers en visite et des hommes d'affaires.

C'est là que l'on retrouve la plus grande concentration de la bureaucratie commerciale qui se loge dans les nombreux gratte-ciel de ce secteur: Place Ville-Marie, Place Bonaventure, futures Places Desjardins et Guy Favreau, édifices CIL, Banque Royale, Maclean, Place Alexis-Nihon, etc.

Le pittoresque quartier chinois de Montréal est appelé, sinon à disparaître, du moins à se modifier.

C'est là que se situent les plus grands magasins: Simpson, Eaton, La Baie, Ogilvy's, Birks, Holt-Renfrew, entourés d'une multitude de magasins secondaires spécialisés et de boutiques des plus diverses et souvent attrayantes.

Les plus prestigieux hôtels s'y trouvent concentrés: Château Champlain, Bonaventure, Reine-Elizabeth, Holiday Inn, Mont-Royal, Ritz-Carlton, Windsor et autres.

C'est au centre-ville que Montréal doit depuis longtemps son titre de capitale nord-américaine de la gastronomie et son surnom de "Paris de l'Amérique du Nord", même si, depuis peu, le quartier Vieux-Montréal parvient à s'affirmer de plus en plus dans ce domaine, entamant une partie de la clientèle nocturne.

En plus de son côté commercial caractéristique, le centre-ville est également un centre culturel important. Trois universités s'y trouvent: McGill et Concordia (fusion de Sir George et Loyola), pour les anglophones, et l'Université du Québec pour les francophones. Et que dire de la Place des Arts, l'un

des principaux complexes artistiques au Canada?

Le centre-ville est aussi, en quelque sorte, un centre religieux puisque c'est dans le quartier Saint-André qu'est situé l'archevêché catholique de Montréal dont la cathédrale Marie-Reine-du-Monde se perd entre trois immenses hôtels: Reine-Elizabeth, Bonaventure et Château Champlain.

L'Eglise anglicane a également son archevêché dans le voisinage, rue Union.

Enfin, le quartier Saint-André est reconnu comme étant le quartier de la diplomatie. C'est là, plus précisément, le long des avenues des Pins et McGregor, que s'élèvent la plupart des consulats des pays étrangers à Montréal.

Plusieurs grands hôtels et gratte-ciel logent également des maisons consulaires ainsi que des délégations commerciales étrangères, sans compter bon nombre de bureaux gouvernementaux de tourisme.

Le centre-ville, c'est le cœur de Montréal.

photo Pierre McCann, LA PRESSE



CENTRE-VILLE

Plus de monde que de population

L'étranger qui s'ajoute, en plein jour, au centre-ville restera probablement sous l'impression que Montréal est une ville à population dense.

Il ne sait sans doute pas que tout ce monde qui déambule, à l'heure du midi, sur les trottoirs de la rue Sainte-Catherine et toutes ces voitures qui attendent les feux verts, proviennent de l'extérieur et ne sont là que temporairement.

Cette masse mouvante est formée, en majeure partie, de travailleurs dont les entreprises se trouvent dans le centre-ville, de commis, de clercs, de mères de famille venues faire leurs emplettes, de congressistes et de touristes.

La population du centre-ville est peu élevée, comparée à l'activité qui règne dans ce secteur.

Pour obtenir un aperçu démographique satisfaisant, il est nécessaire de diviser le centre-ville en deux parties: ouest et est.

Le secteur ouest s'inscrit entre les rues Atwater et Bleury et le secteur est va de Bleury jusqu'à Saint-Denis.

Ces deux parties du tout central ont leurs propres caractéristiques qui les différencient l'une de l'autre.

Alors que le centre-ville ouest est avant tout commercial et bureaucratique, avec une population résidente relativement restreinte et d'un niveau de vie qui dépasse la moyenne, le centre-ville est, à mesure que l'on pousse vers l'est, devient plus résidentiel, moins commercial, moins fortuné et sa population est plus stable.

Les deux parties sont cosmopolites mais la francophonie gagne du terrain à mesure que l'on approche la rue Saint-Denis.

La population du centre-ville ouest s'évalue aux environs de 35.000 per-

sonnes, à 55 p. 100 anglophone et à 30 p. 100 francophone. 15 p. 100 proviennent d'ethnies diverses.

Cette population compte peu de ménages familiaux: 54 p. 100 ne sont pas mariés, ce qui ne veut pas dire nécessairement qu'ils vivent seuls. Les ménages familiaux sans enfant s'y trouvent dans une proportion de 32 p. 100 et seulement 14 p. 100 comptent la présence d'au moins un rejeton.

4,5 p. 100 seulement sont propriétaires des logis qu'ils habitent.

La majorité de la population du centre-ville ouest jouit de revenus moyens ou au-dessus de la moyenne. Les édifices à suites luxueuses y foisonnent dont les loyers varient facilement de \$300 à \$1.000 ou plus par mois.

Cette population, passablement mobile, pour ne pas dire flottante, emménage ou déménage fréquemment au gré des occupations quotidiennes.

La population résidente du centre-ville est s'avère plus nombreuse que dans l'ouest et atteint les 90.000.

Elle est cosmopolite entre Bleury et Saint-Laurent mais la proportion canadienne-française s'accroît à mesure que l'on s'approche de la rue Saint-Denis.

La moyenne des revenus y est sensiblement inférieure à celle de l'ouest. La population y est plus stable tout en vivant dans des logis de beaucoup plus modestes, pour ne pas dire pauvres.

Près de la moitié de la population du centre-ville est francophone, tandis qu'on y compte environ 15 p. 100 d'anglophones et 35 p. 100 de gens d'origines diverses.

Le quartier Saint-Laurent, notamment, est reconnu comme un quartier d'immigrants. C'est la porte d'entrée dans Montréal.

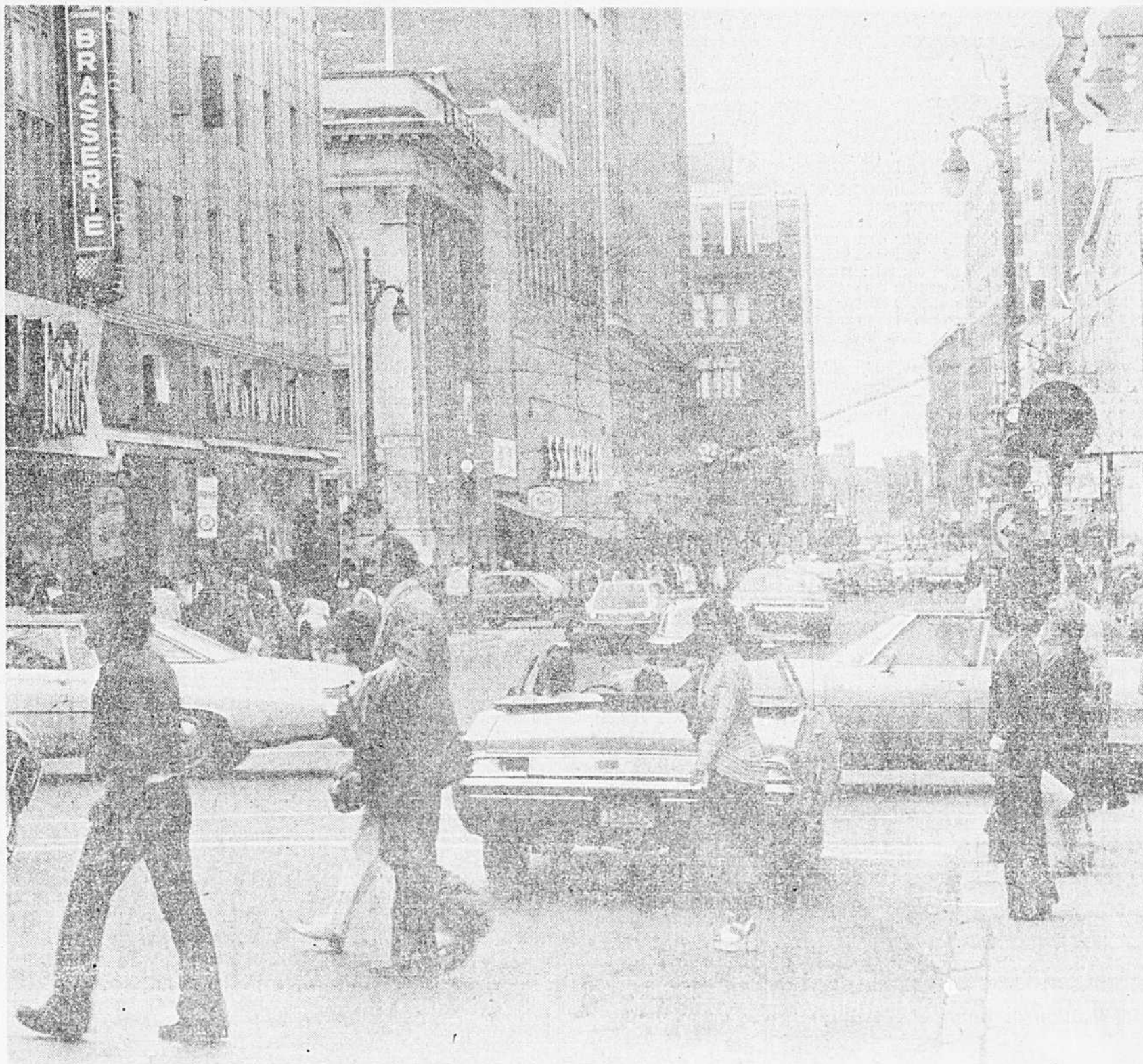


photo Pierre McCann, LA PRESSE

Le Centre-ville: une population de passants.

Une incessante évolution qui cause des problèmes

Le centre-ville est reconnu comme le cœur de Montréal. C'est le moteur de sa circulation sanguine: économique, culturelle, religieuse, politique, sociologique, etc.

Il contribue dans une large part à donner à Montréal son caractère, son individualité. Mais individualité ne veut pas dire immobilité.

Le cœur de Montréal est en état d'incessante évolution. D'année en année, il acquiert des particularités nouvelles. Son aspect se modifie, imperceptiblement, au cours d'une année mais visiblement, au cours d'une décennie.

Cette évolution ne s'effectue pas sans heurts, dans les détails, et les problèmes qu'elle soulève sont fréquents.

La circulation

Les principaux, à l'heure actuelle, proviennent de la circulation automobile et de la construction.

La convergence motorisée vers le centre-ville a pour résultat, en plus de faire perdre patience aux automobilistes les plus calmes, de faire de la zone Peel-Sainte-Catherine l'un des points à pollution atmosphérique la plus élevée de la ville.

Quand survient une grève des transports en commun, l'indice de pollution atteint des chiffres inquiétants.

L'autoroute est-ouest, quand elle sera achevée, aura probablement des conséquences bénéfiques, sous ces aspects, quoique ce projet ait soulevé maintes protestations.

En accélérant le débit de la circulation, elle aura pour effet de diminuer le taux de pollution. Une auto immobile qui attend le feu vert pollue davantage qu'une automobile qui roule avec rapidité.

La construction

Les innombrables projets de construction, par ailleurs, créent de vives réactions dans certains milieux.

Peu à peu, le Mont-Royal disparaît derrière de vastes projets de béton. Des maisons historiques ou à cachet particulier, aux abords desquelles se conservaient de minimes espaces verts, sont démolies pour faire place à de froids complexes ultra-modernes. La rue Sherbrooke et d'autres artères changent peu à peu de visage et perdent leur charme. Exemples: la maison Van Horne et le campus McGill.

On déplace des résidents attachés

depuis des années à leurs quartiers. Exemples: le parc Milton et le carré Saint-Louis.

On altère des quartiers pittoresques pour faire place à de nouveaux gratte-ciel. Exemple: la démolition prochaine des trois temples religieux du quartier chinois pour élargir la Place Guy-Favreau.

Doit-on tout sacrifier au progrès? Doit-on sacrifier le progrès au passé ou à la nature? Doit-on arriver à un équilibre entre

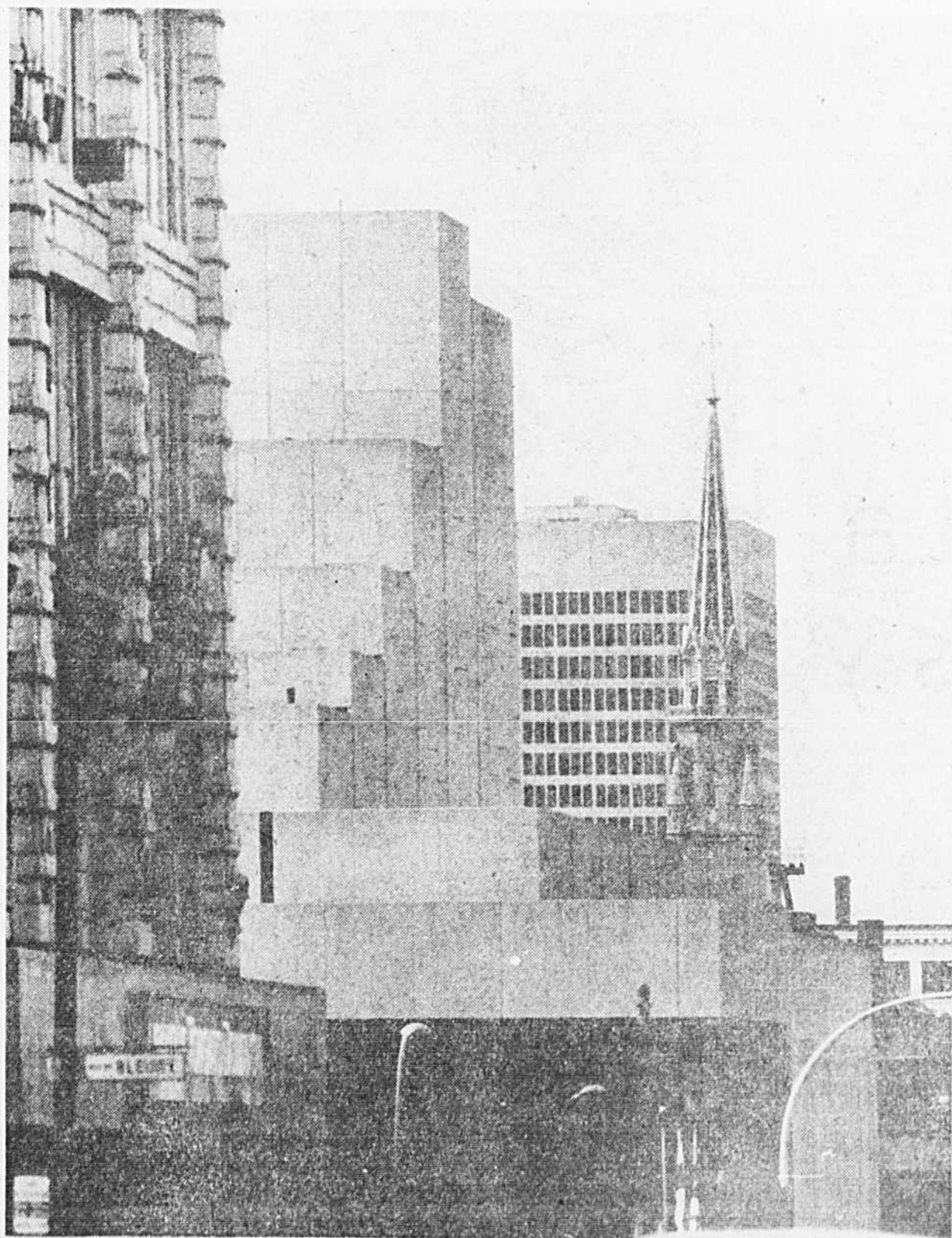
les exigences du progrès et celles de la tradition et de la conservation?

Au fait... le progrès, qu'est-ce que c'est, au juste?

DEMAIN: Côte-des-Neiges

MERCREDI:

Ste-Marie — St-Eusebe



Peu à peu les églises se perdent derrière les temples de la haute finance.

photo Pierre McCann, LA PRESSE



photo Pierre McCann, LA PRESSE

Centre commercial et financier, le centre-ville a aussi ses clochards.

LA GASTRONOMIE

PAR ROGER CHAMPOUX
(collaboration spéciale)

Cuisine sauvée
par ses sauces

PARIS — Est-ce la faute aux Arabes? Comment savoir! La vie culinaire des Français est abominablement perturbée par de sévères restrictions au combustible. L'appartement devient sibirien, la coupure du courant est une menace à l'état épidémique; jusqu'au gaz de la cuisinière que se fait maigre et sans énergie. Exiger d'un Français qu'il "dîne froid" autant lui demander d'aller se jeter à la rivière. Bien sûr, nous ne disons rien des prix: ils sont en orbite et pas près de revenir sur le plancher des vaches.

Le coût de la motte de beurre ajouté à celui du gaz de cuisine met le gigot à un prix aberrant. Vous en avez l'appétit coupé... net et sec comme une rondelle de mortadelle.

Le dieu de la débrouillardise, heureusement, veille sur ses fidèles; à nouveau le système "D" se révèle plein d'astuce et solutionne par chères.

Après que l'Italie eut inventé la cuisine, la France imagine les sauces et, depuis lors, un mets sans sauce est une bizzarerie qu'on ne trouve que chez les Britanniques.

A quelque chose, malheur est bon. (Le proverbe est arabe. Curieux, n'est-ce pas!) Par la force des choses, les ménagères françaises, qui rendaient à la grillade un culte

exagéré, reviennent aux plats en sauce. Les restaurants, matraqués eux aussi, par les prix et surtout inquiétés par le comportement des clients qui examinent la "douloureuse" à la loupe, proposent des plats platement simples dont la sauce est le plus riche élément. Des tranches de jambon roulées sur elles-mêmes, quoi de plus banal! Nappe-les d'une sauce "Aurore" et vous avez une présentation raffinée.

Les sauces refont donc surface. C'est une douce fureur et les authentiques sauciers — ils sont rares — ont une cote fastueuse: on se les arrache. Et voilà qu'on ne jure plus que par les sauces "Mornay (gruyère rapé); "Moutarde" (le nom dit tout); "Soubise" (plein d'oignons); "Riche" (à cause du cognac); "Suprême" (bouillon de poulet avec des champignons); "Indienne" (une Béchamel qui ne redoute pas la brûlure du curry) et j'en oublie.

Or, le secret de toutes ces sauces qui nous gratifient du ravissement gustatif est... la crème fraîche.

En notre cher Québec, cette denrée est chère. Inabordable. En France, merci à Dieu, la crème fraîche, l'huile d'olive, la féculé et le gruyère sont accessibles aux bourses les plus modestes et il suffit d'une pincée de génie pour tirer de ces ingrédients des sauces à faire pleurer de bonheur les plus beaux yeux du monde.

Le morceau de boeuf peut être couci-couça, la cuisson est peut-être celle d'un poulet tué par le tonnerre et le veau, le rejeton d'une mère ingrate... peu importe, à l'instant où vous jetez sur ces mets sans âme de larges filets d'une sauce chaude et crémeuse embaumant le poivre de Cayenne, l'échalote ou le poivron vert, le dîner est sauvé. Vive la France et les pommes frites!

J'ai l'air de badiner. Que non pas! En ces temps sombres, froids et durs, il est tout de même heureux que la cuisine des familles puisse s'appuyer sur des valeurs sûres qui jamais ne trompent les hommes forts et les femmes douces, à savoir: la crème honnête, la farine des humbles, l'oignon des pauvres et les trouvailles du potager. Il n'est pas au monde de meilleure odeur que celle du pain... avec un peu de sauce, bien entendu.

MEDECINE D'AUJOURD'HUI

La cholécystite

Voici un portrait général de la personne qui souffre de cholécystite chronique (inflammation de la vésicule biliaire): indigestions fréquentes, sensations douloureuses, malaises abdominaux accentués lors de repas copieux et gras. La douleur est habituellement localisée au creux de l'estomac ou à droite, le long des côtes. Le malade est souvent nerveux, dort peu, souffre de fréquents maux de tête, a le souffle court.

La vésicule reprend sa forme dès que la personne s'astreint à une diète sévère prescrite par un médecin.

Par contre, la présence de pierres présente une autre série de symptômes, surtout si ces pierres décident de sortir de la vésicule; la douleur est aussi aiguë lorsque les parois de la vésicule sont enflammées, provoquant une sensation semblable à une crise d'appendicite.

L'organe devient alors douloureux et sensible au toucher, parce que rempli de pus. La fièvre, les nausées et vomissements ne tardent pas.

Certains médecins traitent ce malaise avec des remèdes classiques: analgésiques et antibiotiques. Ils préfèrent attendre que l'inflammation disparaisse avant de faire d'autres traitements; cette période d'attente est d'ailleurs obligatoire si le patient est obèse, âgé ou s'il présente une condition cardiaque dangereuse.

Par contre, d'autres médecins procèdent à l'ablation, dans les 24 ou 48 heures, de la vésicule, immédiatement après la crise inflammatoire. Ils soutiennent que ce procédé réduit la période de convalescence et réduit les risques de complications. L'amélioration des techniques d'opération et la qualité des antibiotiques permet de contrôler l'infection. Il n'y a point d'autre moyen adéquat de soigner une vésicule biliaire malade que de l'enlever.

Même si on peut diminuer la douleur et retarder l'intervention chirurgicale en suivant une diète, tôt ou tard il faut passer par la table d'opération.

DÉFILÉ DE MODE au SAMBO

TOUS LES MARDIS À 19 HEURES

GAGNEZ UN VOYAGE

Pour deux personnes vers le soleil une gracieuseté de Travelade.

Nombreux autres prix.

BOUTIQUE ALINE
3614, Bellechasse
122-5212

GROVER'S
644, de Courcelle
Place Versailles
937-8931

CREATIONS ESCO
662, Jean Talon
255-4598

Tout en admirant les dernières créations de la mode, vous pourrez déguster la meilleure cuisine française et chinoise à Montréal.

POUR RESERVATIONS
256-1694

SAMBO

Le RESTAURANT de Distinction

5666 est, rue Sherbrooke

W. H. Perron

CONTEZ-LUI FLEURETTE À LA HOLLANDAISE

Visitez W. H. Perron

qui vous offre tout un choix de beaux bulbes hollandais dodus et parfaits qui fleuriront soyez-en certain. A prix raisonnable.

Vous les planterez tôt ou tard POURQUOI PAS MAINTENANT ?

Un des plus grands choix de bulbes hollandais au Canada — Plus de 1,000,000 de bulbes de jacinthes, de tulipes et de jonquilles.

VENEZ NOUS VOIR AUJOURD'HUI MÊME !

W. H. Perron

515, boul. Labelle, Chomedey, Laval
(1/2 mille au nord du pont de Cartierville)

332-3610

Vaste terrain de stationnement
Ouvert du lundi au samedi de 8:30 a.m. à 5h p.m.

message pour un bon voyage à Toronto-

Appellez le Canadiana

Le Canadiana Motor Hotel est l'un des endroits d'escalade des plus intéressants et raisonnables à Toronto. Il y a tant d'avantages pour rendre votre séjour un vrai plaisir. Chambres modernes et luxueuses; salle à manger et bar-salon élégants; piscine et vaste terrain de stationnement.

Le Canadiana n'est qu'à quelques minutes du centre-ville et facilement accessible à ceux qui voyagent sur l'autoroute 401. Pour un service gratuit de réservation, téléphonez à votre membre local des Auberges Indépendantes Motor Inns. Ce nom est indiqué dans les pages jaunes. Ensuite contactez sur nous.

the Canadiana MOTOR HOTEL

(401) angle Kennedy Road
Toronto

Institut de beauté

Thérèse Lorange

- ★ Epilation définitive par électro-coagulation
- ★ Epilation à la cire chaude (bras, jambes)
- ★ Soins de la peau: peaux sèches, peaux grasses, couperose
- ★ Soins du cuir chevelu: chevelures grasses, dévitalisées
- ★ Soins du buste: développement, raffermissement
- ★ Soins spéciaux pour le corps: amincissement, raffermissement
- ★ Maquillage — produits de beauté

LANCASTER

Consultation gratuite

LUNDI à VENDREDI
9 a.m. à 7 p.m.
MERCREDI
jusqu'à 8 h p.m.

10314, boul. St-Laurent
Tel.: 387-1618

Une Italienne nous écrit

L'ASTROLOGIE

AVEC LISE MOREAU
(collaboration spéciale)

Signora le scrivo in Italiano non potendolo fare in Francese dato la mia mancanza di istruzione in questa bella lingua. Ma sono certa che mi capira lo stesso.

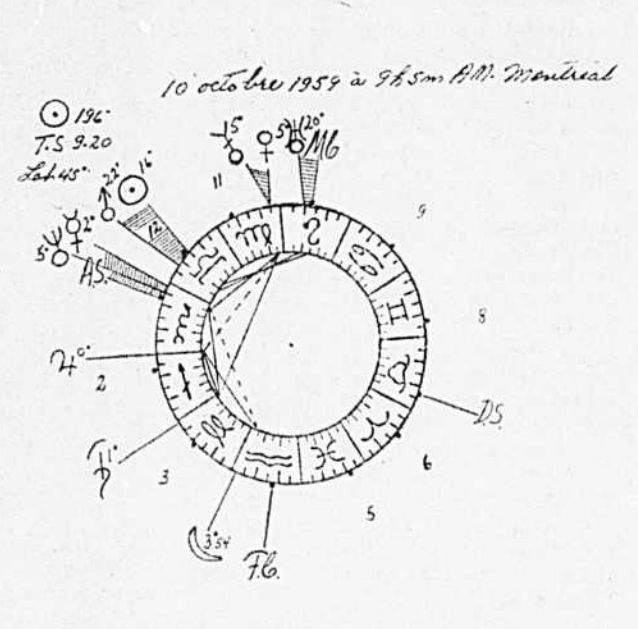
Vorrei avere una carta del cielo per mio figlio che è nato il 10 ottobre 1959 alle 9.05 di mattina a Montréal.

Mi piacerebbe sapere dove indirizzarlo per il suo avvenire e poter prevenirne qualche suo difetto che può pregiudicare il suo successo.

Vorrei precisare che come la nostra generazione di immigranti sono abbonata alla "Presse" per che i miei figli si abituino a leggere e pensare nella lingua della maggioranza che è infatti la loro lingua... Ma quando vedo che ci sono delle preferenze di razza, sono disgustata perché so che queste ingiustizie mancano di logica e sono tutte contrarie ai vostri interessi...

Chère madame, vous soulevez dans votre lettre des points qui ne sont pas de mon ressort en tant qu'astrologue. Toutefois je crois pouvoir prendre sur moi d'affirmer que la direction du journal La Presse est consciente que beaucoup de vos compatriotes lisent et sont abonnés à leur journal.

Votre fils est Balance ascendant Scorpion. C'est un jeune homme nerveux et émotif. Il possède beaucoup de charme et de magnétisme. Il est intelligent, curieux mais inquiet. Il veut aller constamment au-delà des choses, voir et percevoir ce qu'il pressent. Il ressent bien avant de comprendre ou de connaître. Ce qui peut le mener facilement à l'irrationnalité. Il mêle esprit scientifique et mystique.



Chère madame, vous soulevez dans votre lettre des points qui ne sont pas de mon ressort en tant qu'astrologue. Toutefois je crois pouvoir prendre sur moi d'affirmer que la direction du journal La Presse est consciente que beaucoup de vos compatriotes lisent et sont abonnés à leur journal.

Votre fils est Balance ascendant Scorpion. C'est un jeune homme nerveux et émotif. Il possède beaucoup de charme et de magnétisme. Il est intelligent, curieux mais inquiet. Il veut aller constamment au-delà des choses, voir et percevoir ce qu'il pressent. Il ressent bien avant de comprendre ou de connaître. Ce qui peut le mener facilement à l'irrationnalité. Il mêle esprit scientifique et mystique.

La position de Mercure, conjoint à Neptune en maison 12 des épreuves et des choses cachées, l'incite à être quel-

que peu brouillon et rêveur. Le danger d'un tel aspect est qu'il se laisse gagner par la morbidité. Il peut se croire incompris sinon persécuté.

Il a besoin d'amour et d'affection et il souffre de la moindre froideur à son égard.

Pour s'allier les bonnes grâces de son entourage il est prêt aux compromis voire au mensonge. Il pourrait être rusé et vindicatif.

Il a du mal à se concentrer sur les choses quotidiennes qui ne l'intéressent pas immédiatement.

Par contre, il aime approfondir et découvrir.

Rien ne lui est plus néfaste que l'isolement et la faimantise. Il devrait être constamment occupé. L'exercice physique lui ferait le plus grand bien.

Sur le plan santé, il a tendance à l'insomnie car il est obsessionnel. Les régions génito-urinaires ainsi que les désordres chroniques causés par le stress ou la fatigue nerveuse sont à surveiller de très près. (Mercure-Neptune en maison 12 mal aspectés à la Lune).

Tous les métiers qui impliquent de bonnes relations avec l'entourage, de la politesse, de la bienveillance, de l'imagination, lui seront faciles.

Il pourrait, si vous comptez lui faire poursuivre des études avancées, faire soit le droit ou la médecine. Sinon se lancer dans une branche connexe à ces deux choses.

Il a besoin d'action et de contacts humains. Tout travail impliquant des enquêtes et des déplacements lui conviendrait.

Les métiers dans lesquels il serait à l'aise sont: étalagiste, vendeur d'objets d'art ou de luxe, dessinateur commercial, fleuriste, représentant pour une compagnie de voyage, restaurateur, imprésario.

Il doit surtout apprendre à secouer son angoisse et à prendre confiance en lui. Il manque un peu d'esprit pratique même il peut organiser.

Il commence maintenant son adolescence. C'est une période difficile. Cette année Uranus entre des le mois de novembre dans le Scorpion et passera sur son Mercure et plus tard sur son Neptune natal.

Surveillez bien sa santé. La drogue serait particulièrement nocive pour lui (Mercure-Neptune mal aspectés à la Lune). Il est important qu'il soit actif et ne s'adonne pas trop à la rêverie.

Une fois la semaine, je réponds aux lettres que je reçois. Il n'y a aucun parti-pris dans le fait que je réponde à l'une plus qu'à l'autre tout au plus une question de hasard.

Buona fortuna a lei e a suo figlio.

OPTOMETRISTES • OPTICIENS

J. HENRY RICHARDSON, Jr., O.D.

JACQUES BENOIT, O.D.

900, SHERBROOKE OUEST (CH. 11) 849-1274

OUVERT DU LUNDI AU MERCREDI DE 9 A.M. à 5:30 P.M.

JEUDI — VENDREDI DE 9 A.M. à 9 P.M. — SAMEDI: FERMÉ

Cours fondamental de fine cuisine

à compter du 21 octobre, une fois par semaine le jour ou le soir.

Vous apprendrez les recettes et la technique de base pour finement cuisiner, avec méthode et agrément tous les genres de repas.

Pour renseignements et prospectus, composez 843-6481

Institut Culinaire Henri Bernard

2015 rue de la montagne, suite 610, Montréal 107
permis d'enseignement en vertu de la loi de l'enseignement privé

ÉCONOMISEZ de \$2.55 à \$4.00 sur du cristal à décor "pinwheel"

TOUTE UNE AUBAINE CHEZ BIRKS

A ne pas manquer chez Birks. Les célèbres accessoires en cristal au plomb taillé à la main, décor "Pinwheel", sont offerts à prix d'aubaine.

	Prix courant	A rabais	Vous économisez
A. Ravier à marinades, 3 sections 7 1/2" de diamètre ..	12.95	8.95	4.00
B. Beurrier avec couvercle ..	11.95	8.95	3.00
C. Sucrier et pot à crème ..	12.95	8.95	4.00
D. Pot à confiture sur 3 pieds ..	12.95	8.95	4.00
E. Bol rond sur 3 pieds, 5 1/2" de dia.	11.50	8.95	2.55
F. Paire de chandeliers, 3" de haut ..	11.50	8.95	2.55

BIRKS JOAILLIERS

La femme africaine tient à la dot qui accroît son prestige

par Lily TASSO

Dans certains pays d'Afrique, le Zaïre et le Ghana notamment, la dot reste un complément indispensable au mariage. L'homme en fait les frais et la femme, même la plus émancipée, y tient car l'importance de la dot accroît sa propre importance.

"Les hommes doivent verser un montant d'argent pour montrer du respect à l'égard de la femme qu'ils veulent épouser", soutient Kate Abbam, rédactrice en chef de "Ideal Woman", mensuel d'Accra, qui est veuve et mère de quatre enfants.

"La dot est un symbole d'union entre deux familles", explique Nsamba Makunsa, une sémiologue célibataire de 27 ans, responsable d'une rubrique féminine quotidienne en français, langue de la majorité, à la télévision de Kinchasa, capitale du Zaïre, ancien Congo belge.

Nsamba tient à cette tradition, même si elle trouve que certains particuliers exagèrent en voulant s'enrichir à l'occasion d'un mariage.

Le montant de la dot peut aller de 100 à 200 zaires — le zaire vaut \$2 — dans son pays où le revenu mensuel moyen est de 20 zaires. Au Ghana, il est l'équivalent de 10 à 100 livres sterling et le fiancé doit, de plus, offrir la robe nuptiale et les bijoux que portera sa femme.

Amour et mariage, pivots de la vie

L'amour et le mariage restent des sujets primordiaux pour ces journalistes évoluées, rencontrées au congrès de l'A.I.J.P.F. (Association internationale de la presse féminine) à Amsterdam, qui ont étudié l'une en Belgique, l'autre en Angleterre.

"Autrefois, le mariage idéal pour la femme se célébrait à 14 ans et il était arrangé par la famille des conjoints", poursuit Nsamba dont la mère, mariée selon les traditions de son temps, a eu 12 enfants.

"Aujourd'hui, les jeunes ont l'occasion de faire connaissance avant de prendre cette décision importante", ajoute-t-elle.

Cette journaliste catholique, comme la majorité de la population zaïroise, ne s'étonne pas que la polygamie ait cours dans son pays, puisque seul le premier mariage est célébré à l'église.

"Les autres sont des mariages de droit coutumier et l'homme peut prendre jusqu'à quatre femmes. Autrefois, elles devaient habiter toutes ensemble mais, de nos jours, chacune a sa maison", explique-t-elle.

Pour sa part, Nsamba rejette l'idée



Kate Abbam, rédactrice en chef de "Ideal Woman", un mensuel d'Accra, capitale du Ghana.



Nsamba Makunsa, animatrice d'une rubrique féminine quotidienne en langue française à la télévision de Kinchasa, capitale du Zaïre, ancien Congo belge.

d'un tel partage. "Je préfère le célibat", déclare-t-elle avec force pour se reprendre aussitôt: "A moins d'être la première et de me marier à l'église".

On ne s'embrasse pas en public

Point n'est besoin d'interroger Nsamba pour deviner qu'elle doit avoir une foule d'admirateurs, que sa vivacité et son charme attirent. Elle admet, du reste, qu'elle vit chez ses parents pour ne pas être importunée.

que mon émission passe le soir", souligne-t-elle.

Une des questions qui tracassent le plus les femmes, c'est l'habitude qu'ont les hommes de sortir seuls. Lorsqu'une épouse, peut-être en suivant les conseils de Nsamba, réussit à convaincre son mari de l'emmener, celui-ci a plus d'un tour dans son sac pour la décourager, comme, par exemple, de l'entraîner à d'interminables conférences!

Culture et valeurs à préserver

Le président Mobutu, du Zaïre, ainsi que le président Acheampong, du Ghana, encouragent les citoyens à préserver la culture et les valeurs de leurs pays respectifs.

Ainsi Nsamba Makunsa et Kate Abbam sont habillées à la fort jolie mode africaine. Nsamba porte le pagne et dissimule parfois son originale coiffure faite de mèches enroulées d'un fil de soie, sous un immense turban. Kate, pour sa part, préfère la longue robe en cotonnade imprimée de motifs exotiques.

A travers la femme, qui bénéficie de droits égaux à ceux des hommes, Kate cherche par son magazine en langue anglaise à éduquer toute la famille. A apprendre, par exemple, à ses lecteurs à "se nourrir et à nourrir une autre personne avec eux", comme le recommande le président Acheampong, en cultivant leur propre jardin.

Pour faire face à la crise de l'énergie, Kate Abbam a été jusqu'à entreprendre de renverser certaines traditions chères à ses compatriotes, en vue d'économiser du carburant.

Ainsi, lors d'un décès, la coutume exige que les amis assistent aux obsèques, mais aussi qu'ils retournent pour une cérémonie au cimetière neuf jours plus tard et encore au quarantième jour qui suit le décès.

"Les morts peuvent se passer de trois visites qui occasionnent des déplacements coûteux; une seule suffit", écrit avec conviction cette veuve qui élève seule ses quatre enfants, trois filles et un garçon.

Elle sait déjà que son aînée se destine à la médecine, et l'avancement de la femme lui tient tellement à cœur qu'elle a encouragé sa bonne à suivre des cours du soir pour devenir couturière.

Il est réconfortant de rencontrer des journalistes comme Kate Abbam et Nsamba Makunsa qui cherchent leur inspiration dans la culture originale de leur pays respectif plutôt que de se tourner vers l'Occident qui les a formées.

vos horoscopes

LES ENFANTS NES CE JOUR témoignent dès leur plus jeune âge d'un esprit sérieux, profond, voire mystique. Attirés par des vocations humanitaires, telles que le sacerdoce, la médecine, la psychiatrie, ils seront fort susceptibles d'épanouir leurs dons particuliers en ces domaines.

RELIER DU 21 MARS AU 20 AVRIL

Profitez de cette journée pour faire un retour sur vous-même et tirer la leçon de vos erreurs passées, et mettre fin à une situation sans issue. Ne vous apitoyez pas sur votre sort.

TALUREAU DU 21 AVRIL AU 20 MAI

Ne vous compliquez pas l'existence; n'exagérez pas vos ennuis et évitez de penser ou de réagir négativement. Les soucis vous porteront sur les nerfs, vous ne serez pas patient avec votre entourage.

GEMEAUX DU 21 MAI AU 21 JUIN

La communication intellectuelle avec votre proche entourage sera bonne. Les astres vous permettront d'avoir des idées nouvelles et tout à fait réalisables mais en association.

CANCER DU 22 JUIN AU 22 JUILLET

Il y aura de la passion dans l'air, vous serez féroce-ment jaloux et vous ne supporterez aucune incartade de l'être cher. Vous ne pourrez peut-être pas éviter une scène ou une crise conjugale.

LION DU 23 JUILLET AU 23 AOUT

Les aspects planétaires vous éloignent des sentiers battus, vous rendent rétif aux idées toutes faites, et notamment à celles qui s'affichent comme des impératifs absolus. Vous n'aimez pas que l'on tente de diriger votre pensée.

VIERGE DU 24 AOUT AU 22 SEPTEMBRE

Vous oublierez tous les soucis de la journée et vous profiterez de tous les bienfaits de l'existence. Grâce à la présence de trois planètes bénéfiques dans votre signe, l'amitié devrait vous être particulièrement favorable.

BALANCE DU 23 SEPTEMBRE AU 23 OCTOBRE

Vous résisterez mal à l'appel de l'exotisme, surtout s'il a les traits d'une irrésistible personne de l'autre sexe. Cette journée d'émotions se terminera probablement dans l'euphorie.

SCORPION DU 24 OCTOBRE AU 22 NOVEMBRE

Pour vous la logique doit être complice de l'imagination et avoir aussi des ailes. Vous pouvez vous permettre d'aborder sous plusieurs angles les problèmes que d'autres ne voient que sous une seule face.

SAGITTAIRE DU 23 NOVEMBRE AU 21 DECEMBRE

Vous n'êtes jamais à court d'arguments pour défendre un point de vue dont vous savez pourtant qu'il en vaut un autre, et qu'il existe mille raisons d'être ou ne pas être de votre avis.

CAPRICORNE DU 22 DECEMBRE AU 20 JANVIER

Les astres vont centrer votre attention sur des questions matérielles qu'il importe de régler pour avoir l'esprit libre. Sacrifiez un moment de vos loisirs pour faire le bilan avec votre conjoint et assainir votre budget.

VERSEAU DU 21 JANVIER AU 19 FEVRIER

Avec vos associés, sur le plan professionnel, le climat sera propice à un travail d'équipe très constructif. Quant à vos rapports avec l'être aimé, ils ne seront empreints de sérénité que si vous savez faire preuve de diplomatie.

POISSONS DU 20 FEVRIER AU 20 MARS

L'influence des astres dans votre signe tend à vous rendre, sur le plan affectif, quelque peu agressif. Canalisez votre énergie sur un objectif commun plutôt que de l'utiliser contre votre couple.

la Baie D'HUDSON

pour tout achat de 7⁵⁰ ou plus de produits Elizabeth Arden

Découvrez une beauté nouvelle grâce à ces produits doux et efficaces.

*Prime de beauté: La "trousse beauté nouvelle" comprend le lait démaquillant "Skin Deep", 2 onces, une lotion pour la peau 2 onces, la crème "Beauty Sleep", 1 once, un mini-crème de couleur bleue, et un mini-atomiseur "Memoire Cherie" concentré.

Consultations: Centre-ville: du 22 au 26 octobre, Madame Hedwige, Rockland: du 24 au 26 octobre, Nicole Moore, Laval: du 24 au 26 octobre, Gertrude Gelinas; Boulevard, du 31 octobre au 2 novembre, Nicole Moore, Dorval: du 31 octobre au 2 novembre, Madame Hedwige, Versailles: du 31 octobre au 2 novembre, Gertrude Gelinas.

Téléphoner à 842-6261. Produits de beauté, rayon 240, au rez-de-chaussée, centre-ville, Versailles, Laval, Dorval, Rockland, Boulevard et Snowdon.

"la trousse beauté nouvelle"

pour tout achat de 7⁵⁰ ou plus de produits Elizabeth Arden

Découvrez une beauté nouvelle grâce à ces produits doux et efficaces.

A. Crème démaquillante moussante. Pour un nettoyage en douceur et en profondeur, soir et matin. 4 onces \$4 ch. 8 onces \$6 ch.

B. Lotion tonique pour peau fragile. Après le nettoyage, rafraîchit délicatement et stimule avant d'hydrater. 8 onces \$5 ch.

C. Astringent pour éclaircir le teint à base d'herbes. Après le nettoyage, affine et éclaircit l'épiderme, et enlève toute trace d'impuretés. 8 onces \$5 ch.

D. Gel-crème démaquillant. Se liquéfie instantanément et se rince à l'eau. Sans détergents irritants. Laisse la peau super-nette. 8 onces \$5 ch.

E. Maquillage-crème "Flawless Finish". Il donne une transparence naturelle tout en dissimulant les imperfections. Avec éponge, et "Fortacase", "Softly Beige", "Warm Peach" ou "Toasty Rose". 6 onces \$6 ch.

F. Rouge à lèvres crémeux "Naturally Moist" en teintes: "Cranberry Lane", "Bronze Lane", "Burnished Plum", "Water Melon", "One Red Rose" et "Emperor Red". 3 onces \$3 ch.

G. Memoire Cherie, un arôme de grande classe, très tenace, et très attachant. Concentré en aerosol, 2 onces, 7.50 ch. Parfum glace en compact, 0.4 once, \$6 ch. Petit parfum concentré en flacon pour le sac, .33 once, 7.50 ch.

H. Crème Perfection, riche, emolliente, et très efficace comme crème de nuit. 2 onces, 4.50 ch. 4 onces, 7.50 ch. 8 onces, 12.50 ch.

I. Film "Velva Moisture". Hydratant sous le maquillage. Aide la peau à conserver sa souplesse. 4 onces \$6 ch. 8 onces \$10 ch. 16 onces 17.50 ch.

J. Lotion anti-rides "Bye-Lines". À appliquer avant l'hydratant et le fond de teint. Aide à estomper les rides fines. 2 onces \$10 ch.

K. Crème de nuit "Bye-Lines" pour le tour des yeux. Très concentrée, elle adoucit les rides pendant le sommeil. 1 once 7.50 ch.

7 magasins à Montréal et en banlieue: CENTRE-VILLE, PLACE VERSAILLES, CENTRE LAVAL, DORVAL, ROCKLAND, BOULEVARD SNOWDON. TÉLÉPHONER À 842-6261 à compter de 8h30 a.m.

40 autres magasins au Québec



Pour les gourmets... la salle à manger Regency
Service accueillant, prix modérés, vins et alcools. Déjeuner et goûter tous les jours. Dîner les jeudis et vendredis soir seulement. Au sixième, centre-ville.

HEURES D'OUVERTURE DU LUNDI AU MERCREDI, DE 9h30 à 6h p.m. LES JEUDI ET VENDREDI, DE 9h30 à 9h p.m. LE SAMEDI, DE 9h à 5h p.m.

SERVICE PRIORITAIRE

**Sans faute,
vos petits colis partiront
pour les principales
villes canadiennes
par le prochain jet de CP Air.
Car quand il le faut, il le faut.
Et ça presse.**

Pour plus de renseignements,
communiquez avec le service de fret aérien
de CP Air à l'aéroport.

**Orange, ça va loin.
CP Air**

"Une chaumière et un coeur..."



"Une chaumière et un coeur," disaient les romans roses. Le "nid" champêtre, avec les fleurs et les oiseaux, où tous les soucis quotidiens disparaissent comme par enchantement. La littérature et le cinéma contribuent à faire de l'achat d'une maison l'aboutissement simple et facile d'une idylle plus ou moins compliquée. Et pourtant, il s'agit d'un des choix les plus difficiles, de la transaction financière la plus complexe peut-être que vous aurez jamais à faire. Pour passer du rêve à la réalité, fiez-vous donc aux spécialistes en la matière. Quand votre roman arrivera au chapitre de l'achat du domicile, consultez-nous. Nous saurons vous aider à tourner la page en mettant toutes les chances de votre côté.

A.E. LePAGE

IMMEUBLES WESTMOUNT REALTIES

Des voisins à votre goût.

Siège Social: 2075, rue Université, Montréal, Québec H3A 2L2. Téléphone (514) 842-5011. Télex 05-24830

MON OEIL SUR MONTREAL

PAR DOLLARD PERREAULT

L'art dans la rue

Le grand public sera appelé à juger des oeuvres d'art lors de l'exposition-vente qui aura lieu aux Galeries d'Anjou, du 31 octobre au 9 novembre.

A la fermeture, un prix de \$250 sera décerné selon le vote populaire; un autre prix de \$1,000 sera décerné à l'auteur de l'oeuvre choisie par Mme Andrée Paradis, directrice de la revue "Vie des Arts". L'exposition intitulée "Arts 74" vole du Musée des beaux-arts de Montréal. Des oeuvres contemporaines de toutes techniques seront vendues à des prix allant de \$50 à \$3,000. 64 artistes canadiens y exposeront 111 oeuvres.

M. Germain Lefebvre, conservateur associé de l'art canadien, qui ouvrira l'exposition le 30 octobre, à midi, compare le centre commercial moderne à la place du village d'autrefois.

En somme, c'est l'art dans la rue, l'invitation au public non seulement à voir et à acheter, mais aussi à exprimer son jugement.

Les prix aux artistes sont offerts par les marchands du centre commercial.

Invitation aux futures mamans

Le centre prénatal de l'Hôpital Saint-Luc offre aux futures mamans, en plus des exercices préna-

taux, une série de quatre conférences qui auront lieu les mardis, 5, 12, 19 et 26 novembre prochain, à l'auditorium du pavillon Edouard-Asselin, rue Sanguinet. Ces conférences qui auront lieu à



M. Vincent Massie (ci-haut) a été élu président de la Food Service Executive Association. Les autres dirigeants de l'organisme sont: Robb Cutts, premier vice-président; David Cook, 2e vice-président; George Embers, 3e vice-président; James Gowland, trésorier; Yvan Grégoire, secrétaire.

19h45 ont pour thèmes: la physiologie de la grossesse et les soins prénataux, l'accouchement conscient, la planification familiale, les soins du nouveau-né. Les futurs papas y sont aussi invités. Pour renseignements supplémentaires, communiquer avec le service de médecine physique, 861-7321, poste 260.

Le Dr Cajetan Gauthier, maire de Montmagny, a été élu président de la Fondation Université Laval, lors du dernier congrès de cet organisme tenu récemment à Québec. Les autres membres du conseil exécutif sont: MM. Edgar Porter, vice-président; Marcel Daneau, secrétaire; Pierre Delisle, trésorier. Les autres administrateurs sont: MM. Fernand Gingras, Jacques Saint-Laurent, Roland Dubeau, Guillaume Piette, Victor Germain et Me Jacques Marquis.

Demain et mercredi aura lieu à Québec le congrès annuel de l'Association de prévention des accidents industriels.

M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce présidera demain à 16h30 la cérémonie d'inauguration des travaux de construction du nouveau terminus de Guilbault Transport à Boucherville.

M. Helmut V. Muhsam, professeur de démographie à l'université hébraïque de Jérusalem, prononcera demain à 20 h, une causerie intitulée "Après Bucarest... Quoi?", dans la salle M-45 de l'immeuble principal de l'Université de Montréal.

L'Institut Nord-Américain pour l'avancement du savoir offre une série de cours sur le système métrique, commençant demain. Ces cours sont donnés au collège Dawson, pendant cinq semaines à raison d'un cours par semaine, à 19h30.

Polyvalente Père-Marquette: un autre cas de "surpopulation"

par Madeleine BERTHAULT

Vendredi matin, les portes de l'école polyvalente Père-Marquette étaient cadenassées à l'heure de rentrée des enfants, et des gardiens de sécurité surveillaient.

On renvoyait chez eux les enfants qui se présentaient et on leur remettait une lettre issue du comité de parents, demandant que les enfants soient gardés à la maison.

Le problème de cette polyvalente: la surpopulation et, donc, l'utilisation maximale de tous les locaux, ce qui a pour conséquence directe de priver les élèves de locaux où devraient être logés divers services aux élèves.

Dès le début de l'année scolaire, les professeurs avaient monté un dossier sur la qualité de l'enseignement et la surpopulation, et avaient évalué le "trop-plein" à environ 200 élèves.

Il y a en effet 200 élèves "imprévus" qui se sont inscrits en secondaire V en septembre.

La semaine passée, quelque 1,000 élèves avaient manifesté devant les bureaux de la région administrative numéro quatre, de laquelle relève l'école, et le directeur régional, M. Saint-Onge avait alors déclaré aux élèves que lorsque les autres groupes (parents, professeurs, élèves

et direction) s'entendraient sur une des solutions proposées, il rouvrirait le dossier.

Quelques jours avant, M. Saint-Onge avait délégué M. Germain afin que ce dernier étudie le problème de surpopulation à Père-Marquette et qu'il propose des solutions. Quatre possibilités se dégageaient du travail de M. Germain mais les divers groupes ne s'entendent pas du tout sur celle qui doit régler le problème. D'où second conflit.

Parmi les solutions, une principalement a retenu l'attention de la direction de l'école et le comité de parents semble d'accord aussi: le statu quo "amélioré". Mais les professeurs n'en veulent pas, non plus que les étudiants.

Les étudiants de second cycle voudraient que les plus jeunes du premier cycle, soit secondaire I et les classes

d'appoint et de transition (250 enfants et leurs 20 professeurs) soient transférés à l'école Christophe-Colomb (où il y a de l'espace) qui deviendrait en quelque sorte l'annexe de la polyvalente Père-Marquette. Le principal argument des étudiants est que les plus jeunes sont "vraiment jeunes et que dans le fond la polyvalente leur est pas nécessaire comme au deuxième cycle."

Cependant certains professeurs sont réticents et les parents ne semblent pas d'accord.

Les parents se sont réunis hier soir pour en discuter encore. Le conseil des élèves est invité à cette assemblée, mais les professeurs en sont exclus.

Par ailleurs, certains sont d'avis que si les débrayages se poursuivent encore, il faudra envisager une réinscription des enfants qui devront signer un engagement comme quoi ils suivront leurs cours régulièrement.

MAIGRIR

**Donnez
à votre mari
une nouvelle
épouse
pour Noël**

VOUS VOULEZ MAIGRIR...

Joignez-vous à Weight Watchers* aujourd'hui même.

ON PARLE, ON ÉCOUTE
ET LE PROGRAMME RÉUSSIT
HOMMES-FEMMES-ENFANTS
MONTREAL 727-3788
Pour un message d'encouragement
488-0561

AUCUN CONTRAT • Frais d'inscription \$4.00
Classes hebdomadaires \$3.00

WEIGHT WATCHERS

*Weight Watchers International, Inc., 1974, propriétaire des marques déposées: Weight Watchers du Québec, Ltd., dont l'usage est enregistré. Tous Droits Réservés.

Tournez le dos aux bruits désagréables



**Le nouvel appareil
auditif directionnel
de Zenith**

Essayez ce nouvel appareil auditif de Zenith... le "Royal D", il fera votre conquête. Ce minuscule appareil qui se dissimule derrière l'oreille transmet les sons que vous désirez entendre et ignore les sons indésirables. Imaginez l'aide précieuse qu'il vous apporte dans des situations d'écoute difficile... des réunions sociales... et rend la conversation plus agréable pour vous, votre famille, vos amis.

ZENITH

Pour renseignements ou démonstration à domicile
Composez en ville **842-3241** poste 452 ou 458

Rayon 763, au septième
En ville seulement

Simpsons



réceptions, mariages, soirées, anniversaires, et banquets sont...

inoubliables quand ils sont célébrés dans la magnifique

Salle Botticelli PAESANO

IL RISTORANTE ITALIANO
5192 Côte-des-Neiges
près de Queen Mary, 731-8211

**VENDEUR AUTORISÉ
DES PRODUITS HOLLISTER
LE SEUL CENTRE AU CANADA**

posséder
appareils
et accessoires
uniques de Klostomie
et de colostomie
permanents
et post-opératoires
Ajustage personnel
à l'hôpital ou à
votre bureau

Vous pouvez aussi
vous procurer
"STOMACHES",
"COLLYSEALS"
ET
"RELIESEALS"

B. S. OKUN
D. Z. SHAIKIN

Thérapeutes diplômés
en ostéopathie
Membres de la
Société Canadienne
d'Ostéopathes
Thérapeutes

MAINTENANT
UN SEUL
EMPLACEMENT

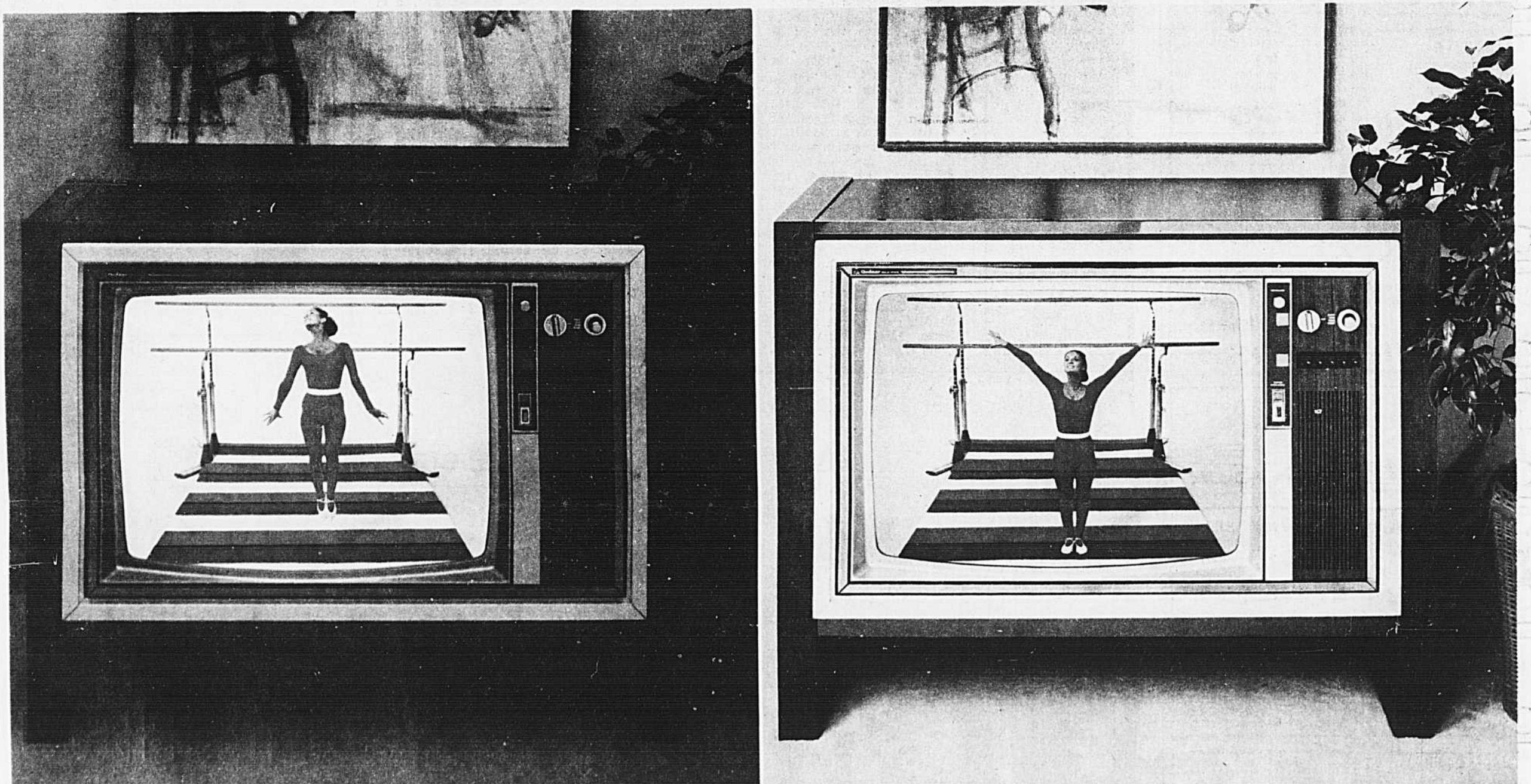
**CENTRE D'OSTOMIE
DE MONTREAL**

5095 ouest, rue Jean-Talon

Suite 205 — Montreal, Qué.

Tel. code régional (514) 738-3017

...de la magie ou presque



Avez-vous déjà entendu parler d'un téléviseur dont l'image se règle toute seule en fonction des changements de luminosité dans la pièce? En voici un. Les couleurs restent vivantes, belles et reposantes pour vos yeux.

Il y a d'abord eu le fameux tiroir à circuits, le système modulaire qui rend le télécouleur plus fiable que jamais. Puis est arrivée la syntonisation Insta-Matic. Cette innovation permet d'ajuster la brillance, l'intensité de la couleur, le contraste et les teintes en pressant un seul bouton. Et l'image Quasar ainsi réglée, garde son ajustement peu importe le poste ou l'émission captée.

Enfin, le Super Insta-Matic. C'est peut-être la plus "brillante" idée que Quasar a eu jusqu'à maintenant. Nous l'avons inclus dans une sélection de nos télécouleurs Quasar 1975.



Avec le Super Insta-Matic Quasar, un oeil magique placé sur le devant de l'appareil détecte les changements de luminosité dans la pièce. Si vous allumez une lumière ou si le soleil pénètre dans la pièce, l'image s'ajuste automatiquement. Cet oeil magique règle l'intensité de la couleur, le contraste et la brillance de l'image sans que vous ayez à vous déplacer. L'image de votre télécouleur Quasar est toujours aussi claire et agréable à regarder, que la pièce soit en pleine clarté ou dans la pénombre.

Super Insta-Matic — technique nouvelle, résultat des recherches constantes effectuées par Quasar pour améliorer ses produits.



à la rencontre des besoins de l'homme

Note: Les images sont simulées pour le but de la démonstration. * Marque déposée au Canada: Usager inscrit, Quasar Electronics Canada Limited, succédant à Motorola Canada Limited, filiale de Motorola Inc.

F. BOUCHER T.V.
1604 Ste-Hélène,
Longueuil, 677-9977.

Quasar

KING TV INC.
6350 ouest, rue Sherbrooke,
Montréal, 488-2545.

Quasar

BORDEAUX RADIO TV ENR.
1520 rue Viel, Bordeaux,
Montréal 331-2202

Quasar

AMEUBLEMENT LAVAL
1734 boul. des Laurentides,
Laval, 663-7210.

Quasar

J.R. BROUILLETTE INC.
6200 boul. Monk,
Ville-Émard, 769-8821.

Quasar

L. LEROUX ENRG.
208 rue St-Georges,
St-Jérôme, 438-3691.

Quasar

CEZAR & SONS T.V. SALES &
SERVICE INC.
7640 boul. Newman,
LaSalle, 363-7111.

Quasar

McGREGOR RADIO &
TV SERVICE ENRG.
127 St-Louis,
Ville Lemoyne, 671-8238

Quasar

CHARLEBOIS T.V. - FURNITURE -
MEUBLES
101 - 6e Avenue et 2890 Notre-Dame
Lachine, 637-5578.

Quasar

JOS MALAKET & FILS
25 Argenteuil, Lachute
562-5293 861-3749
MARCHAND B.V.

Quasar

CLÉMENT TV
458 Grande-Côte,
Rosemere 625-6473

Quasar

MELO ÉLECTRONIQUE
350 boul. Sauvé, (place Sauvé)
St-Eustache, 473-5555.

Quasar

CORRIVAUX INC.
3415 ouest Notre-Dame, Montréal
937-4651

Quasar

MONTCALEM ÉLECTRONIQUE
97 boul. des Laurentides,
Pest-Via, 663-3102
19 Principale, St-Esprit: 839-2514.

Quasar

LEO DUBOIS & FILS LTÉE
50, rue Turgeon,
Ste-Thérèse, Qué.
435-3601
MARCHAND B.V.

Quasar

N.A. ELECTRICAL EQUIPMENT LTD
1440 ouest, rue Sauvé,
Montréal, 336-6736.

Quasar

DUPRAS TV INC.
5899 Verdun, Verdun,
767-9585

Quasar

P.R.A.L. INC.
20 Webster Ave.,
St-Lambert, 671-5151.

Quasar

EDWARDS ELECTRIC LTD
5356 ouest, Sherbrooke
Montréal, 486-4540.

Quasar

STE-MARIE & BRIGANDI INC.
4622 ouest, Notre-Dame,
Montréal, 935-9163.

Quasar

Y. GARIÉPY RADIO-TV ENRG.
74 Guillaume, Longueuil
674-6085

Quasar

AMEUBLEMENT ST-AMANT INC.
3046 Montée St-Hubert,
St-Hubert, 678-9816

Quasar

GILCO TV
1261 ouest Bernard, Outremont
272-7517

Quasar

TELEVISION ST-AMOUR INC.
351 St-Charles Nord,
Joliette, 753-7358.

Quasar

MARCEL GODIN TV
102 St-Louis,
Ville Lemoyne,
671-6428.

Quasar

Simpsons
Centre-ville - Anjou
Fairview - Laval

GREENFIELD FURNITURE ENRG.
2084, boul. Édouard,
(Lafleche) St-Hubert, 676-6261.

Quasar

SYMPHONY SHOP LTD
5020 Côte-des-Neiges,
Montréal, 737-3693

Quasar

H.R. TV SERVICE
5968 De Salaberry
Montréal, 332-9411.

Quasar

RADIO PLAZA (JEAN-TALON) INC.
634 ouest, Jean-Talon,
Montréal, 277-1169.

Quasar

ILE BIZARD RADIO-TV ENRG.
500-A Cherrier,
Ile Bizard, 626-4745.

Quasar

AM. VAILLANCOURT ÉLECTRIQUE
340 rue Notre-Dame,
Repentigny, 581-5826.

Quasar

ATLANTIQUE
Voyez le magasin de votre localité
336-9550

Quasar

Les Indiens reconnaissent qu'il y a progrès dans les négociations

par Claude TURCOTTE

Le Grand Conseil des Cris, après cinq longues journées de discussions et de réflexion dans un motel de Val d'Or a convenu hier qu'il était temps d'aller consulter tous les indiens Cris de la Baie James.

Sans l'avouer explicitement, le Grand Conseil reconnaît par le fait même que "les derniers développements dans les négociations" valent la peine d'être considérés sérieusement, sinon il ne prendrait

pas la peine d'entreprendre cette vaste opération de consultation.

Le porte-paroles des Cris, M. Billy Diamond, qui a été élu Grand Chef des Cris par tous les autres chefs de sa tribu au cours de ce long meeting, a précisé qu'il faudra deux ou trois semaines pour faire la tournée des Cris dont certains sont déjà partis depuis quelques temps à la chasse aux outardes ou à l'original.

Pour y arriver on aura

recours à l'hélicoptère, ce qui grèvera assez sérieusement le budget du Grand Conseil.

En plus de consulter le peuple Cri, le Grand Conseil a l'intention d'avoir certains entretiens avec l'Association des Indiens du Québec, de même que de nouveaux contacts avec les représentants des gouvernements fédéral et provincial.

Après tout cela le Grand Conseil donnera une conférence de presse, ce qui devrait être fait dans en-

viron trois semaines.

Cette réunion de Val d'Or confirme donc que jamais depuis le début du conflit entre Québec et les Indiens on a été aussi près d'une entente, comme on peut le lire d'ailleurs entre les lignes de la déclaration faite hier par M. Diamond:

"Le Grand Conseil des Cris s'est rencontré pour considérer les derniers développements et pour revoir de fond en comble tous les sujets reliés aux négociations."

Le CN est victime d'une autre bombe

Avertie seulement deux minutes auparavant, la police n'a rien pu faire pour empêcher l'explosion d'une bombe à proximité d'un transformateur du Canadien national, vers 22 h 30, samedi, à l'angle des rues Saint-Jacques et des Seigneurs.

L'engin, de faible puissance, a fait éclater de nombreux carreaux et a endommagé le transformateur relié à la traverse à niveau. Heureusement, personne ne se trouvait dans les environs au moment de l'explosion.

Les premières constatations indiquent que cette bombe

était semblable à celle que la police a désamorcée, la semaine dernière, près d'une boîte de signalisation du CN, à Pointe-Saint-Charles.

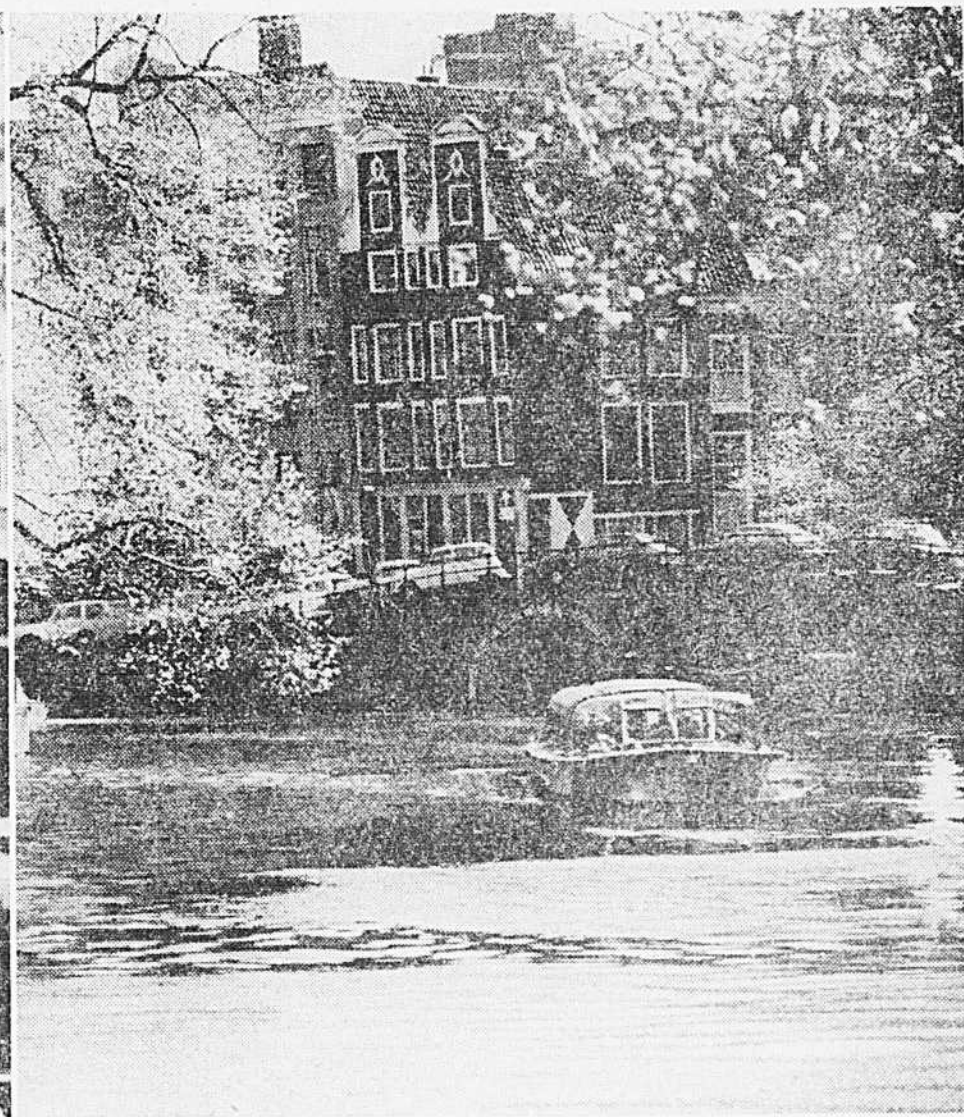
Les autorités du CN et les enquêteurs n'ont pas encore pu trouver un motif valable pour expliquer ces attentats.

Samedi soir, un interlocuteur anonyme a appelé au poste 9 de la police de la Communauté urbaine pour annoncer l'explosion de la bombe.

Le policier était en train de transmettre l'information au CN lorsque l'explosion s'est produite.



Amsterdam est l'une des villes les plus photographiques d'Europe



La visite d'Amsterdam commence par une excursion en bateau

"Franchement, Amsterdam et la Hollande, c'est quelque chose!"

"Pour moi qui n'étais jamais allée en Europe, je crois bien qu'Amsterdam est la destination idéale. En effet, le premier accueil est le plus important, et celui d'Amsterdam, avec ses fleurs et ses sourires chaleureux, est enthousiasmant au plus haut point. Surtout pour les Canadiennes."

Avant mon départ, je me demandais un peu comment j'allais me faire comprendre, car je ne parle que le français. Eh bien, croyez-le ou non, de très nombreux Hollandais parlent le français et il n'y a pas un endroit où les gens de là-bas ne fassent l'impossible pour parler français, anglais ou même une autre langue aux étrangers qui leur rendent visite. Ça, je vous assure, c'est apprécié. On a toujours l'impression d'être attendu et en tout cas extrêmement bienvenu.

Dans ces conditions, je ne me suis pas privée de visiter, de flâner, de magasiner. J'ai acheté une foule de souvenirs là-bas. Pensez, nous sommes douze dans ma famille, et je tenais à apporter un peu de cette merveilleuse Hollande à chacun.

Car merveilleuse, elle l'est. Paysages, monuments, moulins, architecture, canaux pittoresques, musées incomparables. On a l'impression de visiter un pays de conte de fées, où tout est joli, menu, soigné. Un pays du bon

vieux temps de nos livres d'images, où on avait le loisir de vivre et de créer de belles choses. Cette atmosphère, les Hollandais ont su la préserver.

Mais Amsterdam au charme surrénal est aussi une capitale ultra-moderne, active, trépidante. On s'y sent à la fois au coeur de l'Europe moderne et de l'Europe d'autrefois.

Les repas? Ils sont tout simplement époustouflants.

Il faudrait des semaines pour tout voir, visiter, goûter. Matante, qui a visité une vingtaine de pays, disait toujours que la Hollande l'avait fascinée. Je me demandais pourquoi, mais je le sais maintenant que j'y suis allée.

Pour ce qui est du service et de l'organisation KLM, je n'ai que des éloges à en faire. Au retour, vu la grève du personnel des incendies à l'aéroport de Dorval, notre avion a dû se poser à Ottawa au lieu de Montréal et le retour n'a pu avoir lieu qu'un jour plus tard que prévu. KLM s'est occupé de tout: repas et nuit d'hôtel supplémentaires, autocar Ottawa-Montréal, avec une gentillesse et une efficacité épatantes.

D'ailleurs, je pense que c'est ce mot-là qui décrit le mieux mon expérience en Hollande. Épatante. J'ai l'intention de retourner en Europe l'an prochain et j'irai par Amsterdam, certain."

Marie Lauzier, institutrice,
Longueuil.



Venez à Amsterdam avec KLM.

Et profitez du "Séjour aux frais de la maison", en commençant ou terminant votre voyage en Hollande entre le 1er novembre et le 15 mars. Gracieuseté des offices de tourisme d'Amsterdam, de Rotterdam et de La Haye, le "Séjour" peut être utilisé dans une de ces trois villes. Il comprend: première nuit gratuite dans un hôtel de première catégorie ou rabais très substantiel dans un hôtel de luxe; une journée gratuite de location de voiture (une journée par personne), excursions, admissions, visites et nombre d'autres surprises gratuites.

KLM vous propose aussi des tours tout compris superavantageux. Entre autres, le Tour Spectacles 3-cités: 15 jours à Amsterdam, Londres et Paris, comprenant hôtels, petits déjeuners et billets de spectacle. De \$155 à \$510, plus le tarif aérien de Montréal.

Vous aimerez également les Tours Évasion 8-jours en Europe. Il y en a 5 différents dont 2 Tours Spectacles 2-cités. Prix de \$70 à \$310, plus le tarif aérien de Montréal.

KLM a préparé une intéressante documentation sur ces tours et sur le Séjour aux frais de la maison. Commandez ce qui vous intéresse à l'aide du bon de cette annonce, et n'oubliez pas de consulter votre agent de voyages.

KLM...hollandaise jusqu'au bout des ailes.



KLM

KLM Lignes Aériennes Royales Néerlandaises
Section VM, C.P. 388
Succursale "H", Montréal, Qué. H3G 2L1

Veuillez m'envoyer la documentation GRATUITE sur:

- ☐ le Tour Spectacles 3-cités de KLM
- ☐ les Tours Évasion 8-jours en Europe de KLM
- ☐ le Séjour aux frais de la maison en Hollande

Nom _____

Adresse _____

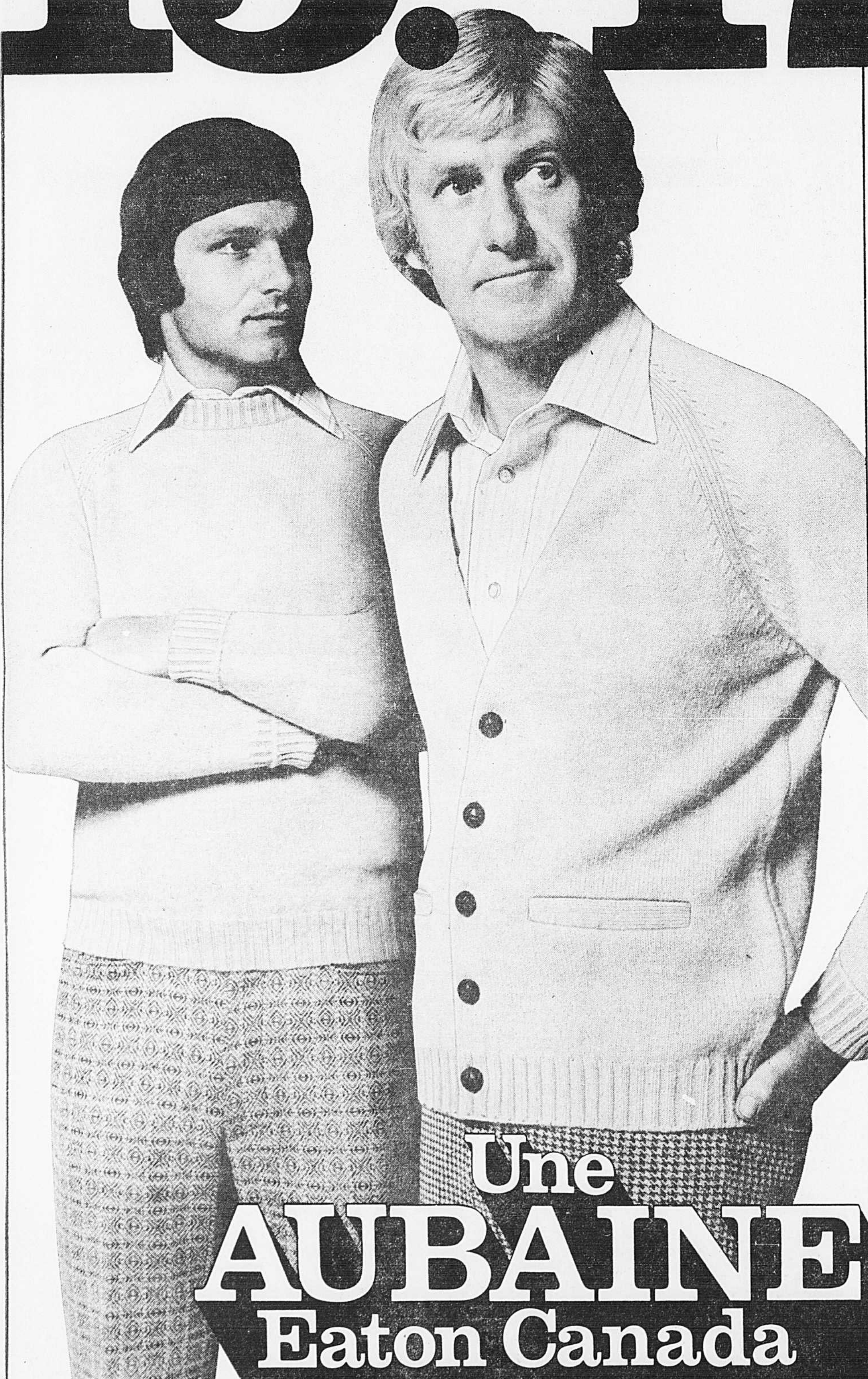
Ville _____

Code Postal _____

Prov. _____



15.99 et 17.99



**le confort,
la chaleur
et l'allure
décontractée
d'un tricot
Shetland
d'Angleterre
à prix spécial!**

Faites l'acquisition de tricot sport à petits prix chez Eaton durant cette offre vraiment spéciale. Vous réaliserez un bon achat durable avec ces tricot classiques provenant d'un manufacturier anglais reconnu. Ils sont en laine Shetland, robuste, chaude et facile à porter. Les manches raglan permettent une plus grande liberté de mouvements. Les poignets sont à revers et la bande de taille en tricot côtelé. Choix de teintes: grès, bleu, brun foncé, marine ou vert irlandais. Tailles petite, moyenne, grande ou forte.

Droite:

Tricot à manches longues et à encolure arrondie à grosses côtes.

Prix Eaton

15.99

Gauche:

Cardigan à manches longues, 2 poches fendues et des boutons en plastique effet cuir.

Prix Eaton

17.99

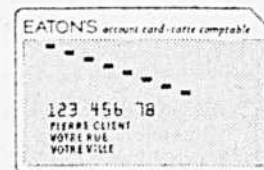
Non représenté: tricot à encolure en V et manches longues.

Prix Eaton

15.99

Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Également à ou par Sherbrooke au Carrefour de l'Estrie et à ou par Ottawa au Centre commercial Bayshore. Rayon 428.

**Venez ou téléphonez
842-9211**



La carte-comptable Eaton, une façon moderne de magasiner.

Destination Eaton

Une mode de classe à prix raisonnables selon la tradition Eaton.

Une AUBAINE Eaton Canada

Depuis 1969, une Aubaine Eaton Canada est une assurance-qualité; c'est l'effort le plus sincère qu'Eaton puisse faire pour vous assurer économie et satisfaction. Une quantité importante de marchandises a été achetée pour nos clients d'un littoral à l'autre.

MONTREAL
677, rue Ste-Catherine ouest.

POINTE-CLAIRE
Centre commercial
Fairview

ANJOU
Les Galeries
d'Anjou

MAIL CAVENDISH
Boul. Cavendish,
quartier Côte St-Luc.

CARREFOUR LAVAL
Sortie 7 de l'autoroute, Laval.

MAGASIN-ENTREPOT
4505 Hickmore

LANGELIER
(Centre d'aubaines)
Centre commercial
Langelier

LASALLE
(Centre d'aubaines)
Centre commercial
Pont-Mercier

HEURES D'OUVREURE EATON
Lundi, mardi, mercredi de 9h30 à 18h00
Jeudi, vendredi de 9h30 à 21h00
Samedi de 9h00 à 17h00

LA CARTE-COMPTABLE EATON:
Une façon moderne de magasiner.
Le standard téléphonique
ouvre à 8h30. 842-9211

EATON